PRÉFET
DE L'AISNE

*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

# *RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS*

## Édition partie 5 du mois de Septembre 2020

**215 ème année** **2020**

**Mensuel - Abonnement annuel : 31 euros**

## PRÉFECTURE

### CABINET - SERVICE DES SÉCURITÉS

*Pôle prévention, police administrative et sécurité*

- Arrêté n° 2013/0152-R-2020 concernant la vidéoprotection – à Villers-Cotterêts

- Arrêté n° 2010/0047-R-2020-0 concernant la vidéoprotection – à Villers-Cotterêts

- Arrêté n° 2010/0041-R-2020-0 concernant la vidéoprotection – à Château-Thierry

- Arrêté n° 2010/0045-R-2020-0 concernant la vidéoprotection – à Laon

- Arrêté n° 2010/0039-R-2020-0 concernant la vidéoprotection – à Fère-en-Tardenois

- Arrêté n° 2010/0043-R-2020-0 concernant la vidéoprotection – à Chauny

- Arrêté n° 2010/0044-R-2020-0 concernant la vidéoprotection – à Tergnier

- Arrêté n° 2010/0040-R-2020-0 concernant la vidéoprotection – à Soissons

- Arrêté n° 2009/0116-R-2020-0 concernant la vidéoprotection – à Bohain-en-Vermandois

- Arrêté n° 2009/0122-R-2020-0 concernant la vidéoprotection – à Guignicourt

- Arrêté n° 2009/0117-R-2020-0 concernant la vidéoprotection – à Braine

- Arrêté n° 2009/0137-R-2020-0 concernant la vidéoprotection – à Vervins

- Arrêté n° 2009/0138-R-2020-0 concernant la vidéoprotection – à Vic-sur-Aisne

- Arrêté n° 2009/0125-R-2020-0 concernant la vidéoprotection – à Crépy

- Arrêté n° 2014/0177-R-2020-0 concernant la vidéoprotection – à Etreillers

- Arrêté n° 2014/0285-R-2020-0 concernant la vidéoprotection – à Origny-Sainte-Benoite

- Arrêté n° 2014/0178-R-2020-0 concernant la vidéoprotection – à Blérancourt

- Arrêté n° 2014/0282-R-2020-0 concernant la vidéoprotection – à Pinon

- Arrêté n° 2014/0176-R-2020-0 concernant la vidéoprotection – à Coucy-le-Château-Auffrique

## DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA LÉGALITÉ

*Bureau de la légalité et de l'intercommunalité*

- Arrêté n° DCL/BLI/IVDL/2020/34 portant présomption de biens sans maître pour la commune de Connigis.

- Arrêté n° DCL/BLI/IVDL/2020/35 portant présomption de biens sans maître pour la commune de Marchais

- Arrêté n° DCL/BLI/IVDL/2020/39 portant présomption de biens sans maître pour la commune de Boncourt

- Arrêté n° DCL/BLI/IVDL/2020/36 portant présomption de biens sans maître pour la commune de Morgny en Thiérache

- Arrêté n° DCL/BLI/IVDL/2020/40 portant présomption de biens sans maître pour la commune de Sainte Preuve

- Arrêté préfectoral n° DCL/BLI/2020-37 du 8 septembre 2020 fixant les modalités d'organisation des élections à la CDCI, et son annexe

*Bureau des Finances Locales*

- Arrêté n° 2020-18-BFL du 10 septembre portant attribution de dotations à diverses collectivités au titre du concours exceptionnel pour l'achat de masques

## DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

*Service Environnement – Unité Prévention des Risques*

- Arrêté n°ENV/PR/2020/001 d'approbation relatif à la modification du Plan de Prévention des Risques Inondation et coulées de boue de l'Aisne aval sur la commune de Crouy

*Service Mobilités– Éducation routière*

- Arrêté de l'agrément de l'établissement dénommé "Auto-école SBC" à NEUILLY-SAINT-FRONT (02470) – n° E 20 002 0003 0

- Arrêté de renouvellement quinquennal de l'agrément de l'établissement dénommé "CONCEPT PERMIS" à LAON (02000) n° E 15 002 0006 0

## DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA COHÉSION SOCIALE

- Liste du candidat admis à l'examen du BNSSA **continue** (N° 2020- 34).

- Liste des candidats admis à l'examen du BNSSA **initiale** (N°2020-33),

## DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE L'AISNE

*Division stratégie et contrôle de gestion*

- Arrêté relatif à l'ouverture au public du service de la publicité foncière de Saint-Quentin - Document 77

- Arrêté relatif à l'ouverture au public du service de la publicité foncière et de l'enregistrement de Laon - Document 78

- Arrêté relatif à l'ouverture au public du service de la publicité foncière de Château-Thierry - Document 79

- Arrêté relatif à l'ouverture au public du service de la publicité foncière de Hirson - Document 80

- Arrêté relatif à l'ouverture au public du service de la publicité foncière de Soissons - Document 81

- Décision de délégation de signature - SIP SOISSONS - Mme BOULET Béatrice - Document 82

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AISNE

PRÉFECTURE

Cabinet du Préfet – Service des sécurités
*Pôle prévention, police administrative et sécurité*

Mél. : pref-police-administrative@aisne.gouv.fr

**Arrêté n° 2013/0152-R-2020 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection Communauté de communes Retz en Valois à VILLERS COTTERETS**

**Le Préfet de l'Aisne,**
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** les articles L.223-1 à L.223-9 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles L.251-1 à L.255-1 et R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure, relatifs aux dispositions générales des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'article L.613-13 du code de la sécurité intérieure relatif aux modalités d'exercice des activités de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.223-1 et R.223-2 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.273-2 à R.273-9 du code de la sécurité intérieure relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande de renouvellement d'un système de vidéoprotection situé Communauté de communes Retz en valois 9 rue Marx Dormoy B.P 133 à VILLERS COTTERETS (02600) présentée par Monsieur Alexandre DEMONTESQIOU ;

**VU** le rapport établi par le référent sûreté ;

**VU** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection le 8 juin 2020 ;

**Sur proposition** du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Aisne ;

**ARRÊTÉ**

**Article 1er :**
Monsieur Alexandre DEMONTESQIOU est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation à l'adresse sus-indiquée du système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2013/0152. Il est composé de 3 caméras extérieures et de 2 caméras filmant la voie publique.

Ce dispositif de vidéoprotection vise à assurer la ou les finalités suivantes : Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics.
Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif. Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :**
Le public devra être informé dans l'établissement visé au présent arrêté, par une signalétique appropriée :
- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- l'affichette mentionnera les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Alexandre DEMONTESQUIOU (président).

**Article 3** :
Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 20 jours. Dans la mesure où le système permettrait de visionner les images à distance, le réseau sur lequel transiteront les flux vidéo garantira la confidentialité et l'intégrité des images.

**Article 4 :**
Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :**
Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :**
L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :**
Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L.252-2 et L.253-3 du code de la sécurité intérieure susvisés.

**Article 8 :**
Les agents des services de la police nationale ou de la gendarmerie, ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie et de secours dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article R.252-12 du code de la sécurité intérieure susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours maximum.

**Article 9 :**
Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'informer le préfet de la mise en service du système. Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services

préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 10 :**
Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 à L.223-9, L251-1 à L.255-1 et L.613-13 du code de la sécurité intérieure susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard des articles du code de la sécurité intérieure susvisés. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 11 :**
La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Aisne.

**Article 12 :**
Dans la mesure où il s'estimerait lésé par cette décision, le bénéficiaire de l'autorisation a la possibilité :
- soit de présenter un recours gracieux auprès de moi-même, ou un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ;
- soit, dans un délai maximum de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, par saisine du tribunal administratif d'Amiens via www.telerecours.fr.

**Article 13 :**
Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 14 :**
L'arrêté préfectoral n°2013/0152 du 17 octobre 2013 est abrogé.

**Article 15 :**
Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de VILLERS COTTERETS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie sera adressée à Monsieur Alexandre DEMONTESQIOU 9 rue Marx Dormoy B.P 133 02603 VILLERS COTTERETS CEDEX.

À Laon, le 26/08/2020,

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, Directeur de cabinet,

Abdelmajid TKOUB

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AISNE

PRÉFECTURE

Cabinet du Préfet – Service des sécurités
*Pôle prévention, police administrative et sécurité*
Mél. : pref-police-administrative@aisne.gouv.fr

**Arrêté n° 2010/0047-R-2020-0 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection LE CREDIT LYONNAIS - 0007941 à VILLERS COTTERETS**

**Le Préfet de l'Aisne,**
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** les articles L.223-1 à L.223-9 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles L.251-1 à L.255-1 et R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure, relatifs aux dispositions générales des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'article L.613-13 du code de la sécurité intérieure relatif aux modalités d'exercice des activités de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.223-1 et R.223-2 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.273-2 à R.273-9 du code de la sécurité intérieure relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande de renouvellement d'un système de vidéoprotection situé LE CREDIT LYONNAIS - 0007941 28 rue NATIONALE à VILLERS COTTERETS (02600) présentée par LE RESPONSABLE SÛRETÉ SÉCURITÉ TERRITORIAL ;

**VU** le rapport établi par le référent sûreté ;

**VU** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection le 8 juin 2020 ;

**Sur proposition** du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Aisne ;

**ARRÊTÉ**

**Article 1er :**
LE RESPONSABLE SÛRETÉ SÉCURITÉ TERRITORIAL est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation à l'adresse sus-indiquée du système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2010/0047. Il est composé de 3 caméras intérieures.

Ce dispositif de vidéoprotection vise à assurer la ou les finalités suivantes : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.
Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif. Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :**
Le public devra être informé dans l'établissement visé au présent arrêté, par une signalétique appropriée :
- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- l'affichette mentionnera les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du Directeur de l'agence.

**Article 3** :
Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours. Dans la mesure où le système permettrait de visionner les images à distance, le réseau sur lequel transiteront les flux vidéo garantira la confidentialité et l'intégrité des images.

**Article 4 :**
Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :**
Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :**
L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :**
Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L.252-2 et L.253-3 du code de la sécurité intérieure susvisés.

**Article 8 :**
Les agents des services de la police nationale ou de la gendarmerie, ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie et de secours dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article R.252-12 du code de la sécurité intérieure susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours maximum.

**Article 9 :**
Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'informer le préfet de la mise en service du système. Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 10 :**
Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 à L.223-9, L251-1 à L.255-1 et L.613-13 du code de la sécurité intérieure susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard des articles du code de la sécurité intérieure susvisés. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 11 :**
La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Aisne.

**Article 12 :**
Dans la mesure où il s'estimerait lésé par cette décision, le bénéficiaire de l'autorisation a la possibilité :
- soit de présenter un recours gracieux auprès de moi-même, ou un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ;
- soit, dans un délai maximum de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, par saisine du tribunal administratif d'Amiens via www.telerecours.fr.

**Article 13 :**
Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 14 :**
L'arrêté préfectoral n°2010/0047 du 4 mars 2015 est abrogé.

**Article 15 :**
Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de VILLERS COTTERETS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie sera adressée au RESPONSABLE SÛRETÉ SÉCURITÉ TERRITORIAL, 28 rue NATIONALE 59800 LILLE.

À Laon, le 27/08/2020,

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, Directeur de cabinet,

Abdelmajid TKOUB

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AISNE

PRÉFECTURE

Cabinet du Préfet – Service des sécurités
*Pôle prévention, police administrative et sécurité*
Mél. : pref-police-administrative@aisne.gouv.fr

**Arrêté n° 2010/0041-R-2020-0 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection LE CREDIT LYONNAIS - 0007932 à CHATEAU THIERRY**

**Le Préfet de l'Aisne,**
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** les articles L.223-1 à L.223-9 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles L.251-1 à L.255-1 et R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure, relatifs aux dispositions générales des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'article L.613-13 du code de la sécurité intérieure relatif aux modalités d'exercice des activités de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.223-1 et R.223-2 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.273-2 à R.273-9 du code de la sécurité intérieure relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande de renouvellement d'un système de vidéoprotection situé LE CREDIT LYONNAIS - 0007932 28 rue NATIONALE à CHATEAU THIERRY (02400) présentée par LE RESPONSABLE SÛRETÉ SÉCURITÉ TERRITORIAL ;

**VU** le rapport établi par le référent sûreté ;

**VU** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection le 8 juin ;

**Sur proposition** du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Aisne ;

**ARRÊTÉ**

**Article 1er :**
LE RESPONSABLE SÛRETÉ SÉCURITÉ TERRITORIAL est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation à l'adresse sus-indiquée du système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2010/0041. Il est composé de 3 caméras intérieures.

Ce dispositif de vidéoprotection vise à assurer la ou les finalités suivantes : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.
Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif. Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :**
Le public devra être informé dans l'établissement visé au présent arrêté, par une signalétique appropriée :
- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- l'affichette mentionnera les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du Directeur de l'agence.

**Article 3** :
Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours. Dans la mesure où le système permettrait de visionner les images à distance, le réseau sur lequel transiteront les flux vidéo garantira la confidentialité et l'intégrité des images.

**Article 4 :**
Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :**
Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :**
L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :**
Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L.252-2 et L.253-3 du code de la sécurité intérieure susvisés.

**Article 8 :**
Les agents des services de la police nationale ou de la gendarmerie, ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie et de secours dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article R.252-12 du code de la sécurité intérieure susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours maximum.

**Article 9 :**
Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'informer le préfet de la mise en service du système. Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 10 :**
Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 à L.223-9, L251-1 à L.255-1 et L.613-13 du code de la sécurité intérieure susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard des articles du code de la sécurité intérieure susvisés. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 11 :**
La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Aisne.

**Article 12 :**
Dans la mesure où il s'estimerait lésé par cette décision, le bénéficiaire de l'autorisation a la possibilité :
- soit de présenter un recours gracieux auprès de moi-même, ou un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ;
- soit, dans un délai maximum de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, par saisine du tribunal administratif d'Amiens via www.telerecours.fr.

**Article 13 :**
Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 14 :**
L'arrêté préfectoral n°2010/0041 du 4 mars 2015 est abrogé.

**Article 15 :**
Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de CHATEAU THIERRY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie sera adressée au RESPONSABLE SÛRETÉ SÉCURITÉ TERRITORIAL, 28 rue NATIONALE 59800 LILLE.

À Laon, le 27/08/2020,

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, Directeur de cabinet,

Abdelmajid TKOUB

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AISNE

PRÉFECTURE

Cabinet du Préfet – Service des sécurités
*Pôle prévention, police administrative et sécurité*

Mél. : pref-police-administrative@aisne.gouv.fr

**Arrêté n° 2010/0045-R-2020-0 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection LE CREDIT LYONNAIS - 0008442 à LAON**

**Le Préfet de l'Aisne,**
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** les articles L.223-1 à L.223-9 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles L.251-1 à L.255-1 et R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure, relatifs aux dispositions générales des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'article L.613-13 du code de la sécurité intérieure relatif aux modalités d'exercice des activités de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.223-1 et R.223-2 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.273-2 à R.273-9 du code de la sécurité intérieure relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande de renouvellement d'un système de vidéoprotection situé LE CREDIT LYONNAIS - 0008442 28 rue NATIONALE à LAON (02000) présentée par LE RESPONSABLE SÛRETÉ SÉCURITÉ TERRITORIAL ;

**VU** le rapport établi par le référent sûreté ;

**VU** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection le 8 juin 2020 ;

**Sur proposition** du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Aisne ;

**A R R Ê T É**

**Article 1er :**
LE RESPONSABLE SÛRETÉ SÉCURITÉ TERRITORIAL est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation à l'adresse sus-indiquée du système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2010/0045. Il est composé de 4 caméras intérieures.

Ce dispositif de vidéoprotection vise à assurer la ou les finalités suivantes : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.
Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif. Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :**
Le public devra être informé dans l'établissement visé au présent arrêté, par une signalétique appropriée :
- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- l'affichette mentionnera les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du Directeur de l'agence.

**Article 3** :
Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours. Dans la mesure où le système permettrait de visionner les images à distance, le réseau sur lequel transiteront les flux vidéo garantira la confidentialité et l'intégrité des images.

**Article 4 :**
Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :**
Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :**
L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :**
Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L.252-2 et L.253-3 du code de la sécurité intérieure susvisés.

**Article 8 :**
Les agents des services de la police nationale ou de la gendarmerie, ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie et de secours dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article R.252-12 du code de la sécurité intérieure susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours maximum.

**Article 9 :**
Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'informer le préfet de la mise en service du système. Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 10 :**
Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 à L.223-9, L251-1 à L.255-1 et L.613-13 du code de la sécurité intérieure susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard des articles du code de la sécurité intérieure susvisés. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 11 :**
La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Aisne.

**Article 12 :**
Dans la mesure où il s'estimerait lésé par cette décision, le bénéficiaire de l'autorisation a la possibilité :
- soit de présenter un recours gracieux auprès de moi-même, ou un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ;
- soit, dans un délai maximum de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, par saisine du tribunal administratif d'Amiens via www.telerecours.fr.

**Article 13 :**
Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 14 :**
L'arrêté préfectoral n°2010/0045 du 4 mars 2015 est abrogé.

**Article 15 :**
Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de LAON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie sera adressée au RESPONSABLE SÛRETÉ SÉCURITÉ TERRITORIAL, 28 rue NATIONALE 59800 LILLE.

À Laon, le 27/08/2020,

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, Directeur de cabinet,

Abdelmajid TKOUB

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AISNE

PRÉFECTURE

Cabinet du Préfet – Service des sécurités
*Pôle prévention, police administrative et sécurité*

Mél. : pref-police-administrative@aisne.gouv.fr

**Arrêté n° 2010/0039-R-2020-0 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection LE CREDIT LYONNAIS - 0007934 à FERE EN TARDENOIS**

**Le Préfet de l'Aisne,**
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** les articles L.223-1 à L.223-9 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles L.251-1 à L.255-1 et R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure, relatifs aux dispositions générales des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'article L.613-13 du code de la sécurité intérieure relatif aux modalités d'exercice des activités de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.223-1 et R.223-2 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.273-2 à R.273-9 du code de la sécurité intérieure relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande de renouvellement d'un système de vidéoprotection situé LE CREDIT LYONNAIS - 0007934 28 rue NATIONALE à FERE EN TARDENOIS (02130) présentée par LE RESPONSABLE SÛRETÉ SÉCURITÉ TERRITORIAL ;

**VU** le rapport établi par le référent sûreté ;

**VU** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection le 8 juin ;

**Sur proposition** du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Aisne ;

**A R R Ê T É**

**Article 1er :**
LE RESPONSABLE SÛRETÉ SÉCURITÉ TERRITORIAL est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation à l'adresse sus-indiquée du système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2010/0039. Il est composé de 2 caméras intérieures.

Ce dispositif de vidéoprotection vise à assurer la ou les finalités suivantes : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.
Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif. Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :**
Le public devra être informé dans l'établissement visé au présent arrêté, par une signalétique appropriée :
- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- l'affichette mentionnera les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du Directeur de l'agence.

**Article 3** :
Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours. Dans la mesure où le système permettrait de visionner les images à distance, le réseau sur lequel transiteront les flux vidéo garantira la confidentialité et l'intégrité des images.

**Article 4 :**
Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :**
Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :**
L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :**
Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L.252-2 et L.253-3 du code de la sécurité intérieure susvisés.

**Article 8 :**
Les agents des services de la police nationale ou de la gendarmerie, ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie et de secours dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article R.252-12 du code de la sécurité intérieure susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours maximum.

**Article 9 :**
Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'informer le préfet de la mise en service du système. Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 10 :**
Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 à L.223-9, L251-1 à L.255-1 et L.613-13 du code de la sécurité intérieure susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard des articles du code de la sécurité intérieure susvisés. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 11 :**
La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Aisne.

**Article 12 :**
Dans la mesure où il s'estimerait lésé par cette décision, le bénéficiaire de l'autorisation a la possibilité :
- soit de présenter un recours gracieux auprès de moi-même, ou un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ;
- soit, dans un délai maximum de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, par saisine du tribunal administratif d'Amiens via www.telerecours.fr.

**Article 13 :**
Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 14 :**
L'arrêté préfectoral n°2010/0039 du 4 mars 2015 est abrogé.

**Article 15 :**
Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de FERE EN TARDENOIS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie sera adressée au RESPONSABLE SÛRETÉ SÉCURITÉ TERRITORIAL, 28 rue NATIONALE 59800 LILLE.

À Laon, le 27/08/2020,

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, Directeur de cabinet,

Abdelmajid TKOUB

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AISNE

PRÉFECTURE

Cabinet du Préfet – Service des sécurités
*Pôle prévention, police administrative et sécurité*
Mél. : pref-police-administrative@aisne.gouv.fr

**Arrêté n° 2010/0043-R-2020-0 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection LE CREDIT LYONNAIS - 0008432 à CHAUNY**

**Le Préfet de l'Aisne,**
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** les articles L.223-1 à L.223-9 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles L.251-1 à L.255-1 et R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure, relatifs aux dispositions générales des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'article L.613-13 du code de la sécurité intérieure relatif aux modalités d'exercice des activités de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.223-1 et R.223-2 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.273-2 à R.273-9 du code de la sécurité intérieure relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande de renouvellement d'un système de vidéoprotection situé LE CREDIT LYONNAIS - 0008432 28 rue NATIONALE à CHAUNY (02300) présentée par LE RESPONSABLE SÛRETÉ SÉCURITÉ TERRITORIAL ;

**VU** le rapport établi par le référent sûreté ;

**VU** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection le 8 juin 2020 ;

**Sur proposition** du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Aisne ;

**ARRÊTÉ**

**Article 1er :**
LE RESPONSABLE SÛRETÉ SÉCURITÉ TERRITORIAL est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation à l'adresse sus-indiquée du système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2010/0043. Il est composé de 3 caméras intérieures.

Ce dispositif de vidéoprotection vise à assurer la ou les finalités suivantes : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.
Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif. Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :**
Le public devra être informé dans l'établissement visé au présent arrêté, par une signalétique appropriée :
- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- l'affichette mentionnera les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du Directeur de l'agence.

**Article 3** :
Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours. Dans la mesure où le système permettrait de visionner les images à distance, le réseau sur lequel transiteront les flux vidéo garantira la confidentialité et l'intégrité des images.

**Article 4 :**
Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :**
Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :**
L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :**
Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L.252-2 et L.253-3 du code de la sécurité intérieure susvisés.

**Article 8 :**
Les agents des services de la police nationale ou de la gendarmerie, ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie et de secours dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article R.252-12 du code de la sécurité intérieure susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours maximum.

**Article 9 :**
Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'informer le préfet de la mise en service du système. Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 10 :**
Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 à L.223-9, L251-1 à L.255-1 et L.613-13 du code de la sécurité intérieure susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard des articles du code de la sécurité intérieure susvisés. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 11 :**
La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Aisne.

**Article 12 :**
Dans la mesure où il s'estimerait lésé par cette décision, le bénéficiaire de l'autorisation a la possibilité :
- soit de présenter un recours gracieux auprès de moi-même, ou un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ;
- soit, dans un délai maximum de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, par saisine du tribunal administratif d'Amiens via www.telerecours.fr.

**Article 13 :**
Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 14 :**
L'arrêté préfectoral n°2010/0043 du 4 mars 2015 est abrogé.

**Article 15 :**
Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de CHAUNY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie sera adressée au RESPONSABLE SÛRETÉ SÉCURITÉ TERRITORIAL, 28 rue NATIONALE 59800 LILLE.

À Laon, le 27/08/2020,

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, Directeur de cabinet,

Abdelmajid TKOUB

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AISNE

PRÉFECTURE

Cabinet du Préfet – Service des sécurités
*Pôle prévention, police administrative et sécurité*
Mél. : pref-police-administrative@aisne.gouv.fr

**Arrêté n° 2010/0044-R-2020-0 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection LE CREDIT LYONNAIS - 0008439 à TERGNIER**

**Le Préfet de l'Aisne,**
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** les articles L.223-1 à L.223-9 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles L.251-1 à L.255-1 et R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure, relatifs aux dispositions générales des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'article L.613-13 du code de la sécurité intérieure relatif aux modalités d'exercice des activités de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.223-1 et R.223-2 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.273-2 à R.273-9 du code de la sécurité intérieure relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande de renouvellement d'un système de vidéoprotection situé LE CREDIT LYONNAIS - 0008439 28 rue NATIONALE à TERGNIER (02700) présentée par LE RESPONSABLE SÛRETÉ SÉCURITÉ TERRITORIAL ;

**VU** le rapport établi par le référent sûreté ;

**VU** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection le 8 juin 2020 ;

**Sur proposition** du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Aisne ;

**ARRÊTÉ**

**Article 1er :**
LE RESPONSABLE SÛRETÉ SÉCURITÉ TERRITORIAL est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation à l'adresse sus-indiquée du système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2010/0044. Il est composé de 2 caméras intérieures.

Ce dispositif de vidéoprotection vise à assurer la ou les finalités suivantes : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.
Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif. Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :**
Le public devra être informé dans l'établissement visé au présent arrêté, par une signalétique appropriée :
- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- l'affichette mentionnera les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du Directeur de l'agence.

**Article 3** :
Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours. Dans la mesure où le système permettrait de visionner les images à distance, le réseau sur lequel transiteront les flux vidéo garantira la confidentialité et l'intégrité des images.

**Article 4 :**
Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :**
Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :**
L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :**
Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L.252-2 et L.253-3 du code de la sécurité intérieure susvisés.

**Article 8 :**
Les agents des services de la police nationale ou de la gendarmerie, ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie et de secours dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article R.252-12 du code de la sécurité intérieure susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours maximum.

**Article 9 :**
Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'informer le préfet de la mise en service du système. Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 10 :**
Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 à L.223-9, L251-1 à L.255-1 et L.613-13 du code de la sécurité intérieure susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard des articles du code de la sécurité intérieure susvisés. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 11 :**
La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Aisne.

**Article 12 :**
Dans la mesure où il s'estimerait lésé par cette décision, le bénéficiaire de l'autorisation a la possibilité :
- soit de présenter un recours gracieux auprès de moi-même, ou un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ;
- soit, dans un délai maximum de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, par saisine du tribunal administratif d'Amiens via www.telerecours.fr.

**Article 13 :**
Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 14 :**
L'arrêté préfectoral n°2010/0044 du 4 mars 2015 est abrogé.

**Article 15 :**
Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de TERGNIER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie sera adressée au RESPONSABLE SÛRETÉ SÉCURITÉ TERRITORIAL, 28 rue NATIONALE 59800 LILLE.

À Laon, le 27/08/2020,

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, Directeur de cabinet,

Abdelmajid TKOUB

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AISNE

PRÉFECTURE

Cabinet du Préfet – Service des sécurités
*Pôle prévention, police administrative et sécurité*

Mél. : pref-police-administrative@aisne.gouv.fr

**Arrêté n° 2010/0040-R-2020-0 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection LE CREDIT LYONNAIS - 0007940 à SOISSONS**

**Le Préfet de l'Aisne,**
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** les articles L.223-1 à L.223-9 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles L.251-1 à L.255-1 et R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure, relatifs aux dispositions générales des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'article L.613-13 du code de la sécurité intérieure relatif aux modalités d'exercice des activités de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.223-1 et R.223-2 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.273-2 à R.273-9 du code de la sécurité intérieure relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande de renouvellement d'un système de vidéoprotection situé LE CREDIT LYONNAIS - 0007940 28 rue NATIONALE à SOISSONS (02200) présentée par LE RESPONSABLE SÛRETÉ SÉCURITÉ TERRITORIAL ;

**VU** le rapport établi par le référent sûreté ;

**VU** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection le 8 juin 2020 ;

**Sur proposition** du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Aisne ;

**ARRÊTÉ**

**Article 1er :**
LE RESPONSABLE SÛRETÉ SÉCURITÉ TERRITORIAL est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation à l'adresse sus-indiquée du système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2010/0040. Il est composé de 3 caméras intérieures.

Ce dispositif de vidéoprotection vise à assurer la ou les finalités suivantes : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.
Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif. Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :**
Le public devra être informé dans l'établissement visé au présent arrêté, par une signalétique appropriée :
- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- l'affichette mentionnera les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du Directeur de l'agence.

**Article 3** :
Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours. Dans la mesure où le système permettrait de visionner les images à distance, le réseau sur lequel transiteront les flux vidéo garantira la confidentialité et l'intégrité des images.

**Article 4 :**
Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :**
Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :**
L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :**
Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L.252-2 et L.253-3 du code de la sécurité intérieure susvisés.

**Article 8 :**
Les agents des services de la police nationale ou de la gendarmerie, ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie et de secours dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article R.252-12 du code de la sécurité intérieure susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours maximum.

**Article 9 :**
Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'informer le préfet de la mise en service du système. Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 10 :**
Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 à L.223-9, L251-1 à L.255-1 et L.613-13 du code de la sécurité intérieure susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard des articles du code de la sécurité intérieure susvisés. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 11 :**
La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Aisne.

**Article 12 :**
Dans la mesure où il s'estimerait lésé par cette décision, le bénéficiaire de l'autorisation a la possibilité :
- soit de présenter un recours gracieux auprès de moi-même, ou un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ;
- soit, dans un délai maximum de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, par saisine du tribunal administratif d'Amiens via www.telerecours.fr.

**Article 13 :**
Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 14 :**
L'arrêté préfectoral n°2010/0040 du 4 mars 2015 est abrogé.

**Article 15 :**
Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de SOISSONS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie sera adressée au RESPONSABLE SÛRETÉ SÉCURITÉ TERRITORIAL, 28 rue NATIONALE 59800 LILLE.

À Laon, le 27/08/2020,

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, Directeur de cabinet,

Abdelmajid TKOUB

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AISNE

PRÉFECTURE

Cabinet du Préfet – Service des sécurités
*Pôle prévention, police administrative et sécurité*
Mél. : pref-police-administrative@aisne.gouv.fr

**Arrêté n° 2009/0116-R-2020-0 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection DIRECTION TERRITORIALE DE L'ENSEIGNE LA POSTE DE PICARDIE à BOHAIN EN VERMANDOIS**

**Le Préfet de l'Aisne,**
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** les articles L.223-1 à L.223-9 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles L.251-1 à L.255-1 et R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure, relatifs aux dispositions générales des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'article L.613-13 du code de la sécurité intérieure relatif aux modalités d'exercice des activités de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.223-1 et R.223-2 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.273-2 à R.273-9 du code de la sécurité intérieure relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande de renouvellement d'un système de vidéoprotection situé DIRECTION TERRITORIALE DE L'ENSEIGNE LA POSTE DE PICARDIE 4 rue FAGARD à BOHAIN EN VERMANDOIS (02110) présentée par le RESPONSABLE TERRITORIAL SURETE ;

**VU** le rapport établi par le référent sûreté ;

**VU** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection le 8 juin 2020 ;

**Sur proposition** du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Aisne ;

**ARRÊTÉ**

**Article 1er :**
Le responsable territorial sûreté est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation à l'adresse sus-indiquée du système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2009/0116. Il est composé de 5 caméras intérieures, 1 caméra extérieure.

Ce dispositif de vidéoprotection vise à assurer la ou les finalités suivantes : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.
Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif. Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :**
Le public devra être informé dans l'établissement visé au présent arrêté, par une signalétique appropriée :
- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- l'affichette mentionnera les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du Responsable territorial sûreté du réseau la poste.

**Article 3** :
Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours. Dans la mesure où le système permettrait de visionner les images à distance, le réseau sur lequel transiteront les flux vidéo garantira la confidentialité et l'intégrité des images.

**Article 4 :**
Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :**
Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :**
L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :**
Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L.252-2 et L.253-3 du code de la sécurité intérieure susvisés.

**Article 8 :**
Les agents des services de la police nationale ou de la gendarmerie, ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie et de secours dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article R.252-12 du code de la sécurité intérieure susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours maximum.

**Article 9 :**
Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'informer le préfet de la mise en service du système. Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 10 :**
Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 à L.223-9, L251-1 à L.255-1 et L.613-13 du code de la sécurité intérieure susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard des articles du code de la sécurité intérieure susvisés. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 11 :**
La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Aisne.

**Article 12 :**
Dans la mesure où il s'estimerait lésé par cette décision, le bénéficiaire de l'autorisation a la possibilité :
- soit de présenter un recours gracieux auprès de moi-même, ou un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ;
- soit, dans un délai maximum de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, par saisine du tribunal administratif d'Amiens via www.telerecours.fr.

**Article 13 :**
Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 14 :**
L'arrêté préfectoral n°2009/0116 du 24 décembre 2014 est abrogé.

**Article 15 :**
Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de BOHAIN EN VERMANDOIS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie sera adressée au RESPONSABLE TERRITORIAL SURETE 2 rue SAINT LAURENT 60021 BEAUVAIS CEDEX.

À Laon, le 01/09/2020,

Ziad KHOURY

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AISNE

PRÉFECTURE

Cabinet du Préfet – Service des sécurités
*Pôle prévention, police administrative et sécurité*
Mél. : pref-police-administrative@aisne.gouv.fr

**Arrêté n° 2009/0122-R-2020-0 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection DIRECTION TERRITORIALE DE L'ENSEIGNE LA POSTE DE PICARDIE à GUIGNICOURT**

**Le Préfet de l'Aisne,**
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** les articles L.223-1 à L.223-9 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles L.251-1 à L.255-1 et R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure, relatifs aux dispositions générales des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'article L.613-13 du code de la sécurité intérieure relatif aux modalités d'exercice des activités de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.223-1 et R.223-2 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.273-2 à R.273-9 du code de la sécurité intérieure relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande de renouvellement d'un système de vidéoprotection situé DIRECTION TERRITORIALE DE L'ENSEIGNE LA POSTE DE PICARDIE 3 rue DU GENERAL DE GAULLE à GUIGNICOURT (02190) présentée par le RESPONSABLE TERRITORIAL SURETE ;

**VU** le rapport établi par le référent sûreté ;

**VU** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection le 8 juin 2020 ;

**Sur proposition** du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Aisne ;

**ARRÊTÉ**

**Article 1er :**
Le responsable territorial sûreté est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation à l'adresse sus-indiquée du système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2009/0122. Il est composé de 3 caméras intérieures.

Ce dispositif de vidéoprotection vise à assurer la ou les finalités suivantes : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.
Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif. Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :**
Le public devra être informé dans l'établissement visé au présent arrêté, par une signalétique appropriée :
- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- l'affichette mentionnera les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du Responsable territorial sûreté du réseau la poste.

**Article 3** :
Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours. Dans la mesure où le système permettrait de visionner les images à distance, le réseau sur lequel transiteront les flux vidéo garantira la confidentialité et l'intégrité des images.

**Article 4 :**
Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :**
Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :**
L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :**
Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L.252-2 et L.253-3 du code de la sécurité intérieure susvisés.

**Article 8 :**
Les agents des services de la police nationale ou de la gendarmerie, ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie et de secours dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article R.252-12 du code de la sécurité intérieure susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours maximum.

**Article 9 :**
Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'informer le préfet de la mise en service du système. Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 10 :**
Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 à L.223-9, L251-1 à L.255-1 et L.613-13 du code de la sécurité intérieure susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard des articles du code de la sécurité intérieure susvisés. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 11 :**
La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Aisne.

**Article 12 :**
Dans la mesure où il s'estimerait lésé par cette décision, le bénéficiaire de l'autorisation a la possibilité :
- soit de présenter un recours gracieux auprès de moi-même, ou un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ;
- soit, dans un délai maximum de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, par saisine du tribunal administratif d'Amiens via www.telerecours.fr.

**Article 13 :**
Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 14 :**
L'arrêté préfectoral n°2009/0122 du 24 décembre 2014 est abrogé.

**Article 15 :**
Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de GUIGNICOURT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie sera adressée au RESPONSABLE TERRITORIAL SURETE 2 rue SAINT LAURENT 60021 BEAUVAIS CEDEX.

À Laon, le 01/09/2020,

Ziad KHOURY

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AISNE

PRÉFECTURE

Cabinet du Préfet – Service des sécurités
*Pôle prévention, police administrative et sécurité*

Mél. : pref-police-administrative@aisne.gouv.fr

**Arrêté n° 2009/0117-R-2020-0 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection**
**DIRECTION TERRITORIALE DE L'ENSEIGNE LA POSTE DE PICARDIE à BRAINE**

**Le Préfet de l'Aisne,**
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** les articles L.223-1 à L.223-9 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles L.251-1 à L.255-1 et R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure, relatifs aux dispositions générales des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'article L.613-13 du code de la sécurité intérieure relatif aux modalités d'exercice des activités de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.223-1 et R.223-2 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.273-2 à R.273-9 du code de la sécurité intérieure relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande de renouvellement d'un système de vidéoprotection situé DIRECTION TERRITORIALE DE L'ENSEIGNE LA POSTE DE PICARDIE 38 rue DU MARTROY à BRAINE (02220) présentée par le RESPONSABLE TERRITORIAL SURETE ;

**VU** le rapport établi par le référent sûreté ;

**VU** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection le 8 juin 2020 ;

**Sur proposition** du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Aisne ;

**ARRÊTÉ**

**Article 1er :**
Le responsable territorial sûreté est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation à l'adresse sus-indiquée du système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2009/0117. Il est composé de 5 caméras intérieures.

Ce dispositif de vidéoprotection vise à assurer la ou les finalités suivantes : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.
Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif. Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :**
Le public devra être informé dans l'établissement visé au présent arrêté, par une signalétique appropriée :
- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- l'affichette mentionnera les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du Responsable territorial sûreté du réseau la poste.

**Article 3** :
Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours. Dans la mesure où le système permettrait de visionner les images à distance, le réseau sur lequel transiteront les flux vidéo garantira la confidentialité et l'intégrité des images.

**Article 4 :**
Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :**
Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :**
L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :**
Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L.252-2 et L.253-3 du code de la sécurité intérieure susvisés.

**Article 8 :**
Les agents des services de la police nationale ou de la gendarmerie, ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie et de secours dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article R.252-12 du code de la sécurité intérieure susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours maximum.

**Article 9 :**
Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'informer le préfet de la mise en service du système. Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 10 :**
Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 à L.223-9, L251-1 à L.255-1 et L.613-13 du code de la sécurité intérieure susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard des articles du code de la sécurité intérieure susvisés. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 11 :**
La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Aisne.

**Article 12 :**
Dans la mesure où il s'estimerait lésé par cette décision, le bénéficiaire de l'autorisation a la possibilité :
- soit de présenter un recours gracieux auprès de moi-même, ou un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ;
- soit, dans un délai maximum de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, par saisine du tribunal administratif d'Amiens via www.telerecours.fr.

**Article 13 :**
Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 14 :**
L'arrêté préfectoral n°2009/0117 du 24 décembre 2014 est abrogé.

**Article 15 :**
Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de BRAINE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie sera adressée au RESPONSABLE TERRITORIAL SURETE 2 rue SAINT LAURENT 60021 BEAUVAIS CEDEX.

À Laon, le 01/09/2020,

Ziad KHOURY

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AISNE

PRÉFECTURE

Cabinet du Préfet – Service des sécurités
*Pôle prévention, police administrative et sécurité*

Mél. : pref-police-administrative@aisne.gouv.fr

**Arrêté n° 2009/0137-R-2020-0 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection**
**DIRECTION TERRITORIALE DE L'ENSEIGNE LA POSTE DE PICARDIE à VERVINS**

**Le Préfet de l'Aisne,**
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** les articles L.223-1 à L.223-9 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles L.251-1 à L.255-1 et R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure, relatifs aux dispositions générales des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'article L.613-13 du code de la sécurité intérieure relatif aux modalités d'exercice des activités de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.223-1 et R.223-2 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.273-2 à R.273-9 du code de la sécurité intérieure relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande de renouvellement d'un système de vidéoprotection situé DIRECTION TERRITORIALE DE L'ENSEIGNE LA POSTE DE PICARDIE 6 rue DU PALAIS à VERVINS (02140) présentée par le RESPONSABLE TERRITORIAL SURETE ;

**VU** le rapport établi par le référent sûreté ;

**VU** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection le 8 juin 2020 ;

**Sur proposition** du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Aisne ;

**ARRÊTÉ**

**Article 1er :**
Le responsable territorial sûreté est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation à l'adresse sus-indiquée du système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2009/0137. Il est composé de 6 caméras intérieures.

Ce dispositif de vidéoprotection vise à assurer la ou les finalités suivantes : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.
Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif. Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :**
Le public devra être informé dans l'établissement visé au présent arrêté, par une signalétique appropriée :
- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- l'affichette mentionnera les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du Responsable territorial sûreté du réseau la poste.

**Article 3** :
Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours. Dans la mesure où le système permettrait de visionner les images à distance, le réseau sur lequel transiteront les flux vidéo garantira la confidentialité et l'intégrité des images.

**Article 4 :**
Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :**
Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :**
L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :**
Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L.252-2 et L.253-3 du code de la sécurité intérieure susvisés.

**Article 8 :**
Les agents des services de la police nationale ou de la gendarmerie, ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie et de secours dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article R.252-12 du code de la sécurité intérieure susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours maximum.

**Article 9 :**
Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'informer le préfet de la mise en service du système. Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 10 :**
Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 à L.223-9, L251-1 à L.255-1 et L.613-13 du code de la sécurité intérieure susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard des articles du code de la sécurité intérieure susvisés. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 11 :**
La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Aisne.

**Article 12 :**
Dans la mesure où il s'estimerait lésé par cette décision, le bénéficiaire de l'autorisation a la possibilité :
- soit de présenter un recours gracieux auprès de moi-même, ou un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ;
- soit, dans un délai maximum de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, par saisine du tribunal administratif d'Amiens via www.telerecours.fr.

**Article 13 :**
Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 14 :**
L'arrêté préfectoral n°2009/0137 du 24 décembre 2014 est abrogé.

**Article 15 :**
Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de VERVINS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie sera adressée au RESPONSABLE TERRITORIAL SURETE 2 rue SAINT LAURENT 60021 BEAUVAIS CEDEX.

À Laon, le 01/09/2020,

Ziad KHOURY

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AISNE

PRÉFECTURE

Cabinet du Préfet – Service des sécurités
*Pôle prévention, police administrative et sécurité*

Mél. : pref-police-administrative@aisne.gouv.fr

**Arrêté n° 2009/0138-R-2020-0 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection**
**DIRECTION TERRITORIALE DE L'ENSEIGNE LA POSTE DE PICARDIE à VIC SUR AISNE**

**Le Préfet de l'Aisne,**
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** les articles L.223-1 à L.223-9 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles L.251-1 à L.255-1 et R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure, relatifs aux dispositions générales des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'article L.613-13 du code de la sécurité intérieure relatif aux modalités d'exercice des activités de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.223-1 et R.223-2 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.273-2 à R.273-9 du code de la sécurité intérieure relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande de renouvellement d'un système de vidéoprotection situé DIRECTION TERRITORIALE DE L'ENSEIGNE LA POSTE DE PICARDIE 6 rue DU GENERAL MAUNOUVRY à VIC SUR AISNE (02290) présentée par le RESPONSABLE TERRITORIAL SURETE ;

**VU** le rapport établi par le référent sûreté ;

**VU** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection le 8 juin 2020 ;

**Sur proposition** du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Aisne ;

## ARRÊTÉ

**Article 1er :**
Le responsable territorial sûreté est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation à l'adresse sus-indiquée du système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2009/0138. Il est composé de 4 caméras intérieures.

Ce dispositif de vidéoprotection vise à assurer la ou les finalités suivantes : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.
Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif. Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :**
Le public devra être informé dans l'établissement visé au présent arrêté, par une signalétique appropriée :
- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- l'affichette mentionnera les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du Responsable territorial sûreté du réseau la poste.

**Article 3** :
Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours. Dans la mesure où le système permettrait de visionner les images à distance, le réseau sur lequel transiteront les flux vidéo garantira la confidentialité et l'intégrité des images.

**Article 4 :**
Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :**
Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :**
L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :**
Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L.252-2 et L.253-3 du code de la sécurité intérieure susvisés.

**Article 8 :**
Les agents des services de la police nationale ou de la gendarmerie, ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie et de secours dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article R.252-12 du code de la sécurité intérieure susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours maximum.

**Article 9 :**
Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'informer le préfet de la mise en service du système. Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 10 :**
Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 à L.223-9, L251-1 à L.255-1 et L.613-13 du code de la sécurité intérieure susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard des articles du code de la sécurité intérieure susvisés. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 11 :**
La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Aisne.

**Article 12 :**
Dans la mesure où il s'estimerait lésé par cette décision, le bénéficiaire de l'autorisation a la possibilité :
- soit de présenter un recours gracieux auprès de moi-même, ou un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ;
- soit, dans un délai maximum de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, par saisine du tribunal administratif d'Amiens via www.telerecours.fr.

**Article 13 :**
Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 14 :**
L'arrêté préfectoral n°2009/0138 du 24 décembre 2014 est abrogé.

**Article 15 :**
Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de VIC SUR AISNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie sera adressée au RESPONSABLE TERRITORIAL SURETE 2 rue SAINT LAURENT 60021 BEAUVAIS CEDEX.

À Laon, le 01/09/2020,

Ziad KHOURY

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AISNE

PRÉFECTURE

Cabinet du Préfet – Service des sécurités
*Pôle prévention, police administrative et sécurité*

Mél. : pref-police-administrative@aisne.gouv.fr

**Arrêté n° 2009/0125-R-2020-0 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection**
**DIRECTION TERRITORIALE DE L'ENSEIGNE LA POSTE DE PICARDIE**
**à CREPY**

**Le Préfet de l'Aisne,**
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** les articles L.223-1 à L.223-9 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles L.251-1 à L.255-1 et R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure, relatifs aux dispositions générales des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'article L.613-13 du code de la sécurité intérieure relatif aux modalités d'exercice des activités de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.223-1 et R.223-2 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.273-2 à R.273-9 du code de la sécurité intérieure relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande de renouvellement d'un système de vidéoprotection situé DIRECTION TERRITORIALE DE L'ENSEIGNE LA POSTE DE PICARDIE 30 rue MALEZIEUX BRIQUET à CREPY (02870) présentée par le RESPONSABLE TERRITORIAL SURETE ;

**VU** le rapport établi par le référent sûreté ;

**VU** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection le 8 juin 2020 ;

**Sur proposition** du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Aisne ;

**ARRÊTÉ**

**Article 1er :**
Le responsable territorial sûreté est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation à l'adresse sus-indiquée du système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2009/0125. Il est composé de 3 caméras intérieures.

Ce dispositif de vidéoprotection vise à assurer la ou les finalités suivantes : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.
Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif. Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :**
Le public devra être informé dans l'établissement visé au présent arrêté, par une signalétique appropriée :
- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- l'affichette mentionnera les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du Responsable territorial sûreté du réseau la poste.

**Article 3** :
Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours. Dans la mesure où le système permettrait de visionner les images à distance, le réseau sur lequel transiteront les flux vidéo garantira la confidentialité et l'intégrité des images.

**Article 4 :**
Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :**
Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :**
L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :**
Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L.252-2 et L.253-3 du code de la sécurité intérieure susvisés.

**Article 8 :**
Les agents des services de la police nationale ou de la gendarmerie, ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie et de secours dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article R.252-12 du code de la sécurité intérieure susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours maximum.

**Article 9 :**
Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'informer le préfet de la mise en service du système. Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 10 :**
Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 à L.223-9, L251-1 à L.255-1 et L.613-13 du code de la sécurité intérieure susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard des articles du code de la sécurité intérieure susvisés. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 11 :**
La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Aisne.

**Article 12 :**
Dans la mesure où il s'estimerait lésé par cette décision, le bénéficiaire de l'autorisation a la possibilité :
- soit de présenter un recours gracieux auprès de moi-même, ou un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ;
- soit, dans un délai maximum de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, par saisine du tribunal administratif d'Amiens via www.telerecours.fr.

**Article 13 :**
Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 14 :**
L'arrêté préfectoral n°2009/0125 du 24 décembre 2014 est abrogé.

**Article 15 :**
Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de CREPY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie sera adressée au RESPONSABLE TERRITORIAL SURETE 2 rue SAINT LAURENT 60021 BEAUVAIS CEDEX.

À Laon, le 01/09/2020,

Ziad KHOURY

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AISNE

PRÉFECTURE

Cabinet du Préfet – Service des sécurités
*Pôle prévention, police administrative et sécurité*
Mél. : pref-police-administrative@aisne.gouv.fr

**Arrêté n° 2014/0177-R-2020-0 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection DIRECTION TERRITORIALE DE L'ENSEIGNE LA POSTE DE PICARDIE à ETREILLERS**

**Le Préfet de l'Aisne,**
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** les articles L.223-1 à L.223-9 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles L.251-1 à L.255-1 et R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure, relatifs aux dispositions générales des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'article L.613-13 du code de la sécurité intérieure relatif aux modalités d'exercice des activités de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.223-1 et R.223-2 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.273-2 à R.273-9 du code de la sécurité intérieure relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande de renouvellement d'un système de vidéoprotection situé DIRECTION TERRITORIALE DE L'ENSEIGNE LA POSTE DE PICARDIE 36 avenue DU GENERAL DE GAULLE à ETREILLERS (02590) présentée par le RESPONSABLE TERRITORIAL SURETE ;

**VU** le rapport établi par le référent sûreté ;

**VU** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection le 8 juin 2020 ;

**Sur proposition** du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Aisne ;

**ARRÊTÉ**

**Article 1er :**
Le responsable territorial sûreté est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation à l'adresse sus-indiquée du système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2014/0177. Il est composé de 5 caméras intérieures, 1 caméra extérieures.

Ce dispositif de vidéoprotection vise à assurer la ou les finalités suivantes : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.
Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif. Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :**
Le public devra être informé dans l'établissement visé au présent arrêté, par une signalétique appropriée :
- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- l'affichette mentionnera les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du Responsable territorial sûreté du réseau la Poste.

**Article 3** :
Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours. Dans la mesure où le système permettrait de visionner les images à distance, le réseau sur lequel transiteront les flux vidéo garantira la confidentialité et l'intégrité des images.

**Article 4 :**
Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :**
Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :**
L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :**
Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L.252-2 et L.253-3 du code de la sécurité intérieure susvisés.

**Article 8 :**
Les agents des services de la police nationale ou de la gendarmerie, ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie et de secours dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article R.252-12 du code de la sécurité intérieure susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours maximum.

**Article 9 :**
Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'informer le préfet de la mise en service du système. Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 10 :**
Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 à L.223-9, L251-1 à L.255-1 et L.613-13 du code de la sécurité intérieure susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard des articles du code de la sécurité intérieure susvisés. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 11 :**
La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Aisne.

**Article 12 :**
Dans la mesure où il s'estimerait lésé par cette décision, le bénéficiaire de l'autorisation a la possibilité :
- soit de présenter un recours gracieux auprès de moi-même, ou un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ;
- soit, dans un délai maximum de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, par saisine du tribunal administratif d'Amiens via www.telerecours.fr.

**Article 13 :**
Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 14 :**
L'arrêté préfectoral n°2014/0177 du 22 juin 2015 est abrogé.

**Article 15 :**
Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de ETREILLERS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie sera adressée au RESPONSABLE TERRITORIAL SURETE 2 rue SAINT LAURENT 60021 BEAUVAIS CEDEX.

À Laon, le 01/09/2020,

Ziad KHOURY

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AISNE

PRÉFECTURE

Cabinet du Préfet – Service des sécurités
*Pôle prévention, police administrative et sécurité*

Mél. : pref-police-administrative@aisne.gouv.fr

**Arrêté n° 2014/0285-R-2020-0 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection DIRECTION TERRITORIALE DE L'ENSEIGNE LA POSTE DE PICARDIE à ORIGNY SAINTE BENOITE**

**Le Préfet de l'Aisne,**
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** les articles L.223-1 à L.223-9 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles L.251-1 à L.255-1 et R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure, relatifs aux dispositions générales des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'article L.613-13 du code de la sécurité intérieure relatif aux modalités d'exercice des activités de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.223-1 et R.223-2 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.273-2 à R.273-9 du code de la sécurité intérieure relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande de renouvellement d'un système de vidéoprotection situé DIRECTION TERRITORIALE DE L'ENSEIGNE LA POSTE DE PICARDIE 48 rue PASTEUR à ORIGNY SAINTE BENOITE (02390) présentée par le RESPONSABLE TERRITORIAL SURETE ;

**VU** le rapport établi par le référent sûreté ;

**VU** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection le 8 juin 2020 ;

**Sur proposition** du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Aisne ;

**ARRÊTÉ**

**Article 1er :**
Le responsable territorial sûreté est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation à l'adresse sus-indiquée du système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2014/0285. Il est composé de 4 caméras intérieures.

Ce dispositif de vidéoprotection vise à assurer la ou les finalités suivantes : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.
Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif. Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :**
Le public devra être informé dans l'établissement visé au présent arrêté, par une signalétique appropriée :
- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- l'affichette mentionnera les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du Responsable territorial sûreté du réseau la poste.

**Article 3** :
Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours. Dans la mesure où le système permettrait de visionner les images à distance, le réseau sur lequel transiteront les flux vidéo garantira la confidentialité et l'intégrité des images.

**Article 4 :**
Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :**
Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :**
L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :**
Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L.252-2 et L.253-3 du code de la sécurité intérieure susvisés.

**Article 8 :**
Les agents des services de la police nationale ou de la gendarmerie, ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie et de secours dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article R.252-12 du code de la sécurité intérieure susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours maximum.

**Article 9 :**
Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'informer le préfet de la mise en service du système. Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 10 :**
Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 à L.223-9, L251-1 à L.255-1 et L.613-13 du code de la sécurité intérieure susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard des articles du code de la sécurité intérieure susvisés. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 11 :**
La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Aisne.

**Article 12 :**
Dans la mesure où il s'estimerait lésé par cette décision, le bénéficiaire de l'autorisation a la possibilité :
- soit de présenter un recours gracieux auprès de moi-même, ou un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ;
- soit, dans un délai maximum de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, par saisine du tribunal administratif d'Amiens via www.telerecours.fr.

**Article 13 :**
Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 14 :**
L'arrêté préfectoral n°2014/0285 du 24 décembre 2014 est abrogé.

**Article 15 :**
Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de ORIGNY SAINTE BENOITE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie sera adressée au RESPONSABLE TERRITORIAL SURETE 2 rue SAINT LAURENT 60021 BEAUVAIS CEDEX.

À Laon, le 01/09/2020,

Ziad KHOURY

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AISNE

PRÉFECTURE

Cabinet du Préfet – Service des sécurités
*Pôle prévention, police administrative et sécurité*

Mél. : pref-police-administrative@aisne.gouv.fr

**Arrêté n° 2014/0178-R-2020-0 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection DIRECTION TERRITORIALE DE L'ENSEIGNE LA POSTE DE PICARDIE à BLERANCOURT**

**Le Préfet de l'Aisne,**
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** les articles L.223-1 à L.223-9 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles L.251-1 à L.255-1 et R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure, relatifs aux dispositions générales des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'article L.613-13 du code de la sécurité intérieure relatif aux modalités d'exercice des activités de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.223-1 et R.223-2 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.273-2 à R.273-9 du code de la sécurité intérieure relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande de renouvellement d'un système de vidéoprotection situé DIRECTION TERRITORIALE DE L'ENSEIGNE LA POSTE DE PICARDIE 3 rue ANNE MORGAN à BLERANCOURT (02300) présentée par le RESPONSABLE TERRITORIAL SURETE ;

**VU** le rapport établi par le référent sûreté ;

**VU** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection le 8 juin 2020 ;

**Sur proposition** du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Aisne ;

**ARRÊTÉ**

**Article 1er :**
Le responsable territorial sûreté est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation à l'adresse sus-indiquée du système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2014/0178. Il est composé de 3 caméras intérieures.

Ce dispositif de vidéoprotection vise à assurer la ou les finalités suivantes : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.
Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif. Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :**
Le public devra être informé dans l'établissement visé au présent arrêté, par une signalétique appropriée :
- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- l'affichette mentionnera les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du Responsable territorial sûreté du réseau la poste.

**Article 3** :
Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours. Dans la mesure où le système permettrait de visionner les images à distance, le réseau sur lequel transiteront les flux vidéo garantira la confidentialité et l'intégrité des images.

**Article 4 :**
Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :**
Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :**
L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :**
Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L.252-2 et L.253-3 du code de la sécurité intérieure susvisés.

**Article 8 :**
Les agents des services de la police nationale ou de la gendarmerie, ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie et de secours dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article R.252-12 du code de la sécurité intérieure susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours maximum.

**Article 9 :**
Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'informer le préfet de la mise en service du système. Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 10 :**
Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 à L.223-9, L251-1 à L.255-1 et L.613-13 du code de la sécurité intérieure susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard des articles du code de la sécurité intérieure susvisés. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 11 :**
La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Aisne.

**Article 12 :**
Dans la mesure où il s'estimerait lésé par cette décision, le bénéficiaire de l'autorisation a la possibilité :
- soit de présenter un recours gracieux auprès de moi-même, ou un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ;
- soit, dans un délai maximum de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, par saisine du tribunal administratif d'Amiens via www.telerecours.fr.

**Article 13 :**
Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 14 :**
L'arrêté préfectoral n°2014/0178 du 03 juillet 2014 est abrogé.

**Article 15 :**
Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de BLERANCOURT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie sera adressée au RESPONSABLE TERRITORIAL SURETE 2 rue SAINT LAURENT 60021 BEAUVAIS CEDEX.

À Laon, le 01/09/2020,

Ziad KHOURY

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AISNE

PRÉFECTURE

Cabinet du Préfet – Service des sécurités
*Pôle prévention, police administrative et sécurité*
Mél. : pref-police-administrative@aisne.gouv.fr

**Arrêté n° 2014/0282-R-2020-0 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection**
**DIRECTION TERRITORIALE DE L'ENSEIGNE LA POSTE DE PICARDIE**
**à PINON**

**Le Préfet de l'Aisne,**
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** les articles L.223-1 à L.223-9 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles L.251-1 à L.255-1 et R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure, relatifs aux dispositions générales des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'article L.613-13 du code de la sécurité intérieure relatif aux modalités d'exercice des activités de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.223-1 et R.223-2 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.273-2 à R.273-9 du code de la sécurité intérieure relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande de renouvellement d'un système de vidéoprotection situé DIRECTION TERRITORIALE DE L'ENSEIGNE LA POSTE DE PICARDIE 5 rue DU 7EME BCA à PINON (02320) présentée par le RESPONSABLE TERRITORIAL SURETE ;

**VU** le rapport établi par le référent sûreté ;

**VU** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection le 8 juin 2020 ;

**Sur proposition** du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Aisne ;

**ARRÊTÉ**

**Article 1er :**
Le responsable territorial sûreté est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation à l'adresse sus-indiquée du système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2014/0282. Il est composé de 4 caméras intérieures.

Ce dispositif de vidéoprotection vise à assurer la ou les finalités suivantes : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.
Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif. Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :**
Le public devra être informé dans l'établissement visé au présent arrêté, par une signalétique appropriée :
- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- l'affichette mentionnera les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du Responsable territorial sûreté du réseau la poste.

**Article 3** :
Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours. Dans la mesure où le système permettrait de visionner les images à distance, le réseau sur lequel transiteront les flux vidéo garantira la confidentialité et l'intégrité des images.

**Article 4 :**
Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :**
Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :**
L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :**
Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L.252-2 et L.253-3 du code de la sécurité intérieure susvisés.

**Article 8 :**
Les agents des services de la police nationale ou de la gendarmerie, ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie et de secours dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article R.252-12 du code de la sécurité intérieure susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours maximum.

**Article 9 :**
Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'informer le préfet de la mise en service du système. Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 10 :**
Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 à L.223-9, L251-1 à L.255-1 et L.613-13 du code de la sécurité intérieure susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard des articles du code de la sécurité intérieure susvisés. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 11 :**
La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Aisne.

**Article 12 :**
Dans la mesure où il s'estimerait lésé par cette décision, le bénéficiaire de l'autorisation a la possibilité :
- soit de présenter un recours gracieux auprès de moi-même, ou un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ;
- soit, dans un délai maximum de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, par saisine du tribunal administratif d'Amiens via www.telerecours.fr.

**Article 13 :**
Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 14 :**
L'arrêté préfectoral n°2014/0282 du 24 décembre 2014 est abrogé.

**Article 15 :**
Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de PINON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie sera adressée au RESPONSABLE TERRITORIAL SURETE 2 rue SAINT LAURENT 60021 BEAUVAIS CEDEX.

À Laon, le 01/09/2020,

Ziad KHOURY

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AISNE

PRÉFECTURE

Cabinet du Préfet – Service des sécurités
*Pôle prévention, police administrative et sécurité*

Mél. : pref-police-administrative@aisne.gouv.fr

**Arrêté n° 2014/0176-R2020-0 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection**
**DIRECTION TERRITORIALE DE L'ENSEIGNE LA POSTE DE PICARDIE**
**à COUCY LE CHATEAU AUFFRIQUE**

**Le Préfet de l'Aisne,**
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** les articles L.223-1 à L.223-9 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles L.251-1 à L.255-1 et R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure, relatifs aux dispositions générales des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'article L.613-13 du code de la sécurité intérieure relatif aux modalités d'exercice des activités de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.223-1 et R.223-2 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles R.273-2 à R.273-9 du code de la sécurité intérieure relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande de renouvellement d'un système de vidéoprotection situé DIRECTION TERRITORIALE DE L'ENSEIGNE LA POSTE DE PICARDIE 2 rue DE LA POSTE à COUCY LE CHATEAU AUFFRIQUE (02380) présentée par le RESPONSABLE TERRITORIAL SURETE ;

**VU** le rapport établi par le référent sûreté ;

**VU** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection le 8 juin 2020 ;

**Sur proposition** du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Aisne ;

**ARRÊTÉ**

**Article 1er :**
Le responsable territorial sûreté est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation à l'adresse sus-indiquée du système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2014/0176. Il est composé de 4 caméras intérieures, 1 caméra extérieure.

Ce dispositif de vidéoprotection vise à assurer la ou les finalités suivantes : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.
Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif. Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :**
Le public devra être informé dans l'établissement visé au présent arrêté, par une signalétique appropriée :
- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- l'affichette mentionnera les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du Responsable territorial sûreté du réseau la poste.

**Article 3** :
Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours. Dans la mesure où le système permettrait de visionner les images à distance, le réseau sur lequel transiteront les flux vidéo garantira la confidentialité et l'intégrité des images.

**Article 4 :**
Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :**
Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :**
L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :**
Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L.252-2 et L.253-3 du code de la sécurité intérieure susvisés.

**Article 8 :**
Les agents des services de la police nationale ou de la gendarmerie, ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie et de secours dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article R.252-12 du code de la sécurité intérieure susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours maximum.

**Article 9 :**
Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'informer le préfet de la mise en service du système. Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 10 :**
Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 à L.223-9, L251-1 à L.255-1 et L.613-13 du code de la sécurité intérieure susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard des articles du code de la sécurité intérieure susvisés. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 11 :**
La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Aisne.

**Article 12 :**
Dans la mesure où il s'estimerait lésé par cette décision, le bénéficiaire de l'autorisation a la possibilité :
- soit de présenter un recours gracieux auprès de moi-même, ou un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ;
- soit, dans un délai maximum de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, par saisine du tribunal administratif d'Amiens via www.telerecours.fr.

**Article 13 :**
Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 14 :**
L'arrêté préfectoral n°2014/0176 du 22 juin 2015 est abrogé.

**Article 15 :**
Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de COUCY LE CHATEAU AUFFRIQUE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie sera adressée au RESPONSABLE TERRITORIAL SURETE 2 rue SAINT LAURENT 60021 BEAUVAIS CEDEX.

À Laon, le 01/09/2020,

Ziad KHOURY

PRÉFET
DE L'AISNE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Arrêté n°DCL/BLI/IVDL/2020/34**

**Portant présomption de bien sans maître dans la commune de Connigis**

**Le Préfet de l'Aisne,**
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**VU** le code général de la propriété des personnes publiques (CG3P) et notamment ses articles L 1123-1 à L 1123-4, R 1123-1 et R 1123-2 ;

**VU** les articles 539 et 713 du code civil ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°DCL/BLI/IVDL/2020/01 du 17 février 2020 portant liste des biens immobiliers vacants et sans maître, notifié aux communes du département concernées, conformément à la liste des parcelles qui satisfont aux conditions prévues au 3° de l'article L 1123-1 du CG3P communiquée par la direction départementale des finances publiques de l'Aisne ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures de publicité de l'arrêté susvisé ont été remplies conformément à l'article L.1123-4 du CG3P ;

**CONSIDÉRANT** que les éventuels propriétaires des immeubles listés dans l'arrêté susvisé ne se sont pas fait connaître dans un délai de six mois à dater de l'accomplissement, le 28 février 2020, de la dernière des mesures de publicité de cet arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L 1123-4 du CG3P dispose, dans son 4ième alinéa, que : « *Dans le cas où un propriétaire ne s'est pas fait connaître dans un délai de six mois à compter de l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité mentionnées au deuxième alinéa du présent article, l'immeuble est présumé sans maître. Le représentant de l'État dans le département notifie cette présomption au maire de la commune dans laquelle est situé le bien* » ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions de notification de cette présomption au maire de Connigis sont remplies ;

**SUR** proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## ARRÊTE

**Article 1er**

Est présumé sans maître au sens de l'article L 1123-4 du CG3P, l'immeuble situé sur le territoire de la commune de Connigis suivant :

- **ZC 80**

Il s'agit d'un immeuble qui n'a pas de propriétaire connu, qui n'est pas assujetti à la taxe foncière sur les propriétés bâties et pour lequel, depuis plus de trois ans, la taxe foncière sur les propriétés non bâties n'a pas été acquittée ou a été acquittée par un tiers.

**Article 2**

La commune de Connigis peut, par délibération du conseil municipal, incorporer l'immeuble listé à l'article 1 du présent arrêté dans le domaine communal. Cette incorporation devra ensuite être constatée par arrêté du maire.

**Article 3**

À défaut de délibération prise dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, la propriété de l'immeuble listé à l'article 1 du présent arrêté sera attribuée à l'État, sous réserve des dispositions particulières, prévues par l'article L 1123-4 du CG3P, pour les biens situés dans l'une des zones définies à l'article L 322-1 du code de l'environnement. Le transfert des biens sera, le cas échéant, constaté par arrêté préfectoral.

**Article 4**

Les bois et forêts acquis en application du présent arrêté sont soumis au régime forestier prévu à l'article L 211-1 du code forestier à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de l'incorporation au domaine communal ou transfert dans le domaine de l'État. Dans ce délai, il peut être procédé à toute opération foncière.

**Article 5**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Amiens (14 rue Lemerchier – 80 011 AMIENS Cedex 1)

**Article 6**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aisne et le maire de la commune de Connigis sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aisne.

Fait à Laon, le 10 SEP. 2020

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Pierre LARREY

PRÉFET
DE L'AISNE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Arrêté n°DCL/BLI/IVDL/2020/35**

**Portant présomption de bien sans maître dans la commune de Marchais**

**Le Préfet de l'Aisne,**
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**VU** le code général de la propriété des personnes publiques (CG3P) et notamment ses articles L 1123-1 à L 1123-4, R 1123-1 et R 1123-2 ;

**VU** les articles 539 et 713 du code civil ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°DCL/BLI/IVDL/2020/01 du 17 février 2020 portant liste des biens immobiliers vacants et sans maître, notifié aux communes du département concernées, conformément à la liste des parcelles qui satisfont aux conditions prévues au 3° de l'article L 1123-1 du CG3P communiquée par la direction départementale des finances publiques de l'Aisne ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures de publicité de l'arrêté susvisé ont été remplies conformément à l'article L.1123-4 du CG3P ;

**CONSIDÉRANT** que les éventuels propriétaires des immeubles listés dans l'arrêté susvisé ne se sont pas fait connaître dans un délai de six mois à dater de l'accomplissement, le 18 février 2020, de la dernière des mesures de publicité de cet arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L 1123-4 du CG3P dispose, dans son 4ième alinéa, que : « *Dans le cas où un propriétaire ne s'est pas fait connaître dans un délai de six mois à compter de l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité mentionnées au deuxième alinéa du présent article, l'immeuble est présumé sans maître. Le représentant de l'État dans le département notifie cette présomption au maire de la commune dans laquelle est situé le bien* » ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions de notification de cette présomption au maire de Marchais sont remplies ;

**SUR** proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## ARRÊTE

**Article 1er**

Sont présumés sans maître au sens de l'article L 1123-4 du CG3P, les immeubles situés sur le territoire de la commune de Marchais suivants :

- **AB 137**
- **AB 138**

Il s'agit d'immeubles qui n'ont pas de propriétaire connu, qui ne sont pas assujettis à la taxe foncière sur les propriétés bâties et pour lesquels, depuis plus de trois ans, la taxe foncière sur les propriétés non bâties n'a pas été acquittée ou a été acquittée par un tiers.

**Article 2**

La commune de Marchais peut, par délibération du conseil municipal, incorporer les immeubles listés à l'article 1 du présent arrêté dans le domaine communal. Cette incorporation devra ensuite être constatée par arrêté du maire.

**Article 3**

À défaut de délibération prise dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, la propriété des immeubles listés à l'article 1 du présent arrêté sera attribuée à l'État, sous réserve des dispositions particulières, prévues par l'article L 1123-4 du CG3P, pour les biens situés dans l'une des zones définies à l'article L 322-1 du code de l'environnement. Le transfert des biens sera, le cas échéant, constaté par arrêté préfectoral.

**Article 4**

Les bois et forêts acquis en application du présent arrêté sont soumis au régime forestier prévu à l'article L 211-1 du code forestier à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de l'incorporation au domaine communal ou transfert dans le domaine de l'État. Dans ce délai, il peut être procédé à toute opération foncière.

**Article 5**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Amiens (14 rue Lemerchier – 80 011 AMIENS Cedex 1)

**Article 6**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aisne et le maire de la commune de Marchais sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aisne.

Fait à Laon, le 10 SEP. 2020

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Pierre LARREY

PRÉFET
DE L'AISNE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Arrêté n°DCL/BLI/IVDL/2020/39**

**Portant présomption de bien sans maître dans la commune de Boncourt**

**Le Préfet de l'Aisne,**
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**VU** le code général de la propriété des personnes publiques (CG3P) et notamment ses articles L 1123-1 à L 1123-4, R 1123-1 et R 1123-2 ;

**VU** les articles 539 et 713 du code civil ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°DCL/BLI/IVDL/2020/01 du 17 février 2020 portant liste des biens immobiliers vacants et sans maître, notifié aux communes du département concernées, conformément à la liste des parcelles qui satisfont aux conditions prévues au 3° de l'article L 1123-1 du CG3P communiquée par la direction départementale des finances publiques de l'Aisne ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures de publicité de l'arrêté susvisé ont été remplies conformément à l'article L.1123-4 du CG3P ;

**CONSIDÉRANT** que les éventuels propriétaires des immeubles listés dans l'arrêté susvisé ne se sont pas fait connaître dans un délai de six mois à dater de l'accomplissement, le 5 mars 2020, de la dernière des mesures de publicité de cet arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L 1123-4 du CG3P dispose, dans son 4ième alinéa, que : « *Dans le cas où un propriétaire ne s'est pas fait connaître dans un délai de six mois à compter de l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité mentionnées au deuxième alinéa du présent article, l'immeuble est présumé sans maître. Le représentant de l'État dans le département notifie cette présomption au maire de la commune dans laquelle est situé le bien* » ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions de notification de cette présomption au maire de Boncourt sont remplies ;

**SUR** proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## ARRÊTE

**Article 1er**

Sont présumés sans maître au sens de l'article L 1123-4 du CG3P, les immeubles situés sur le territoire de la commune de Boncourt suivants :

- **AB 125**
- **AB 133**
- **AB 149**
- **AB 150**

Il s'agit d'immeubles qui n'ont pas de propriétaire connu, qui ne sont pas assujettis à la taxe foncière sur les propriétés bâties et pour lesquels, depuis plus de trois ans, la taxe foncière sur les propriétés non bâties n'a pas été acquittée ou a été acquittée par un tiers.

**Article 2**

La commune de Boncourt peut, par délibération du conseil municipal, incorporer les immeubles listés à l'article 1 du présent arrêté dans le domaine communal. Cette incorporation devra ensuite être constatée par arrêté du maire.

**Article 3**

À défaut de délibération prise dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, la propriété des immeubles listés à l'article 1 du présent arrêté sera attribuée à l'État, sous réserve des dispositions particulières, prévues par l'article L 1123-4 du CG3P, pour les biens situés dans l'une des zones définies à l'article L 322-1 du code de l'environnement. Le transfert des biens sera, le cas échéant, constaté par arrêté préfectoral.

**Article 4**

Les bois et forêts acquis en application du présent arrêté sont soumis au régime forestier prévu à l'article L 211-1 du code forestier à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de l'incorporation au domaine communal ou transfert dans le domaine de l'État. Dans ce délai, il peut être procédé à toute opération foncière.

**Article 5**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Amiens (14 rue Lemerchier – 80 011 AMIENS Cedex 1)

**Article 6**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aisne et le maire de la commune de Boncourt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aisne.

Fait à Laon, le 11 SEP. 2020

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Pierre LARREY

PRÉFET
DE L'AISNE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Arrêté n°DCL/BLI/IVDL/2020/36**

**Portant présomption de bien sans maître dans la commune de Morgny-en-Thiérache**

**Le Préfet de l'Aisne,**
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**VU** le code général de la propriété des personnes publiques (CG3P) et notamment ses articles L 1123-1 à L 1123-4, R 1123-1 et R 1123-2 ;

**VU** les articles 539 et 713 du code civil ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°DCL/BLI/IVDL/2020/01 du 17 février 2020 portant liste des biens immobiliers vacants et sans maître, notifié aux communes du département concernées, conformément à la liste des parcelles qui satisfont aux conditions prévues au 3° de l'article L 1123-1 du CG3P communiquée par la direction départementale des finances publiques de l'Aisne ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures de publicité de l'arrêté susvisé ont été remplies conformément à l'article L.1123-4 du CG3P ;

**CONSIDÉRANT** que les éventuels propriétaires des immeubles listés dans l'arrêté susvisé ne se sont pas fait connaître dans un délai de six mois à dater de l'accomplissement, le 26 février 2020, de la dernière des mesures de publicité de cet arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L 1123-4 du CG3P dispose, dans son 4ième alinéa, que : « *Dans le cas où un propriétaire ne s'est pas fait connaître dans un délai de six mois à compter de l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité mentionnées au deuxième alinéa du présent article, l'immeuble est présumé sans maître. Le représentant de l'État dans le département notifie cette présomption au maire de la commune dans laquelle est situé le bien* » ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions de notification de cette présomption au maire de Morgny-en-Thiérache sont remplies ;

**SUR** proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## ARRÊTE

**Article 1er**

Est présumé sans maître au sens de l'article L 1123-4 du CG3P, l'immeuble situé sur le territoire de la commune de Morgny-en-Thiérache suivant :

- **ZI 19**

Il s'agit d'un immeuble qui n'a pas de propriétaire connu, qui n'est pas assujetti à la taxe foncière sur les propriétés bâties et pour lequel, depuis plus de trois ans, la taxe foncière sur les propriétés non bâties n'a pas été acquittée ou a été acquittée par un tiers.

**Article 2**

La commune de Morgny-en-Thiérache peut, par délibération du conseil municipal, incorporer l'immeuble listé à l'article 1 du présent arrêté dans le domaine communal. Cette incorporation devra ensuite être constatée par arrêté du maire.

**Article 3**

À défaut de délibération prise dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, la propriété de l'immeuble listé à l'article 1 du présent arrêté sera attribuée à l'État, sous réserve des dispositions particulières, prévues par l'article L 1123-4 du CG3P, pour les biens situés dans l'une des zones définies à l'article L 322-1 du code de l'environnement. Le transfert des biens sera, le cas échéant, constaté par arrêté préfectoral.

**Article 4**

Les bois et forêts acquis en application du présent arrêté sont soumis au régime forestier prévu à l'article L 211-1 du code forestier à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de l'incorporation au domaine communal ou transfert dans le domaine de l'État. Dans ce délai, il peut être procédé à toute opération foncière.

**Article 5**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Amiens (14 rue Lemerchier – 80 011 AMIENS Cedex 1)

**Article 6**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aisne et le maire de la commune de Morgny-en-Thiérache sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aisne.

Fait à Laon, le 11 SEP. 2020

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Pierre LARREY

PRÉFET
DE L'AISNE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Arrêté n°DCL/BLI/IVDL/2020/40**

**Portant présomption de bien sans maître dans la commune de Sainte-Preuve**

**Le Préfet de l'Aisne,**
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**VU** le code général de la propriété des personnes publiques (CG3P) et notamment ses articles L 1123-1 à L 1123-4, R 1123-1 et R 1123-2 ;

**VU** les articles 539 et 713 du code civil ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°DCL/BLI/IVDL/2020/01 du 17 février 2020 portant liste des biens immobiliers vacants et sans maître, notifié aux communes du département concernées, conformément à la liste des parcelles qui satisfont aux conditions prévues au 3° de l'article L 1123-1 du CG3P communiquée par la direction départementale des finances publiques de l'Aisne ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures de publicité de l'arrêté susvisé ont été remplies conformément à l'article L.1123-4 du CG3P ;

**CONSIDÉRANT** que les éventuels propriétaires des immeubles listés dans l'arrêté susvisé ne se sont pas fait connaître dans un délai de six mois à dater de l'accomplissement, le 4 mars 2020, de la dernière des mesures de publicité de cet arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L 1123-4 du CG3P dispose, dans son 4ième alinéa, que : « *Dans le cas où un propriétaire ne s'est pas fait connaître dans un délai de six mois à compter de l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité mentionnées au deuxième alinéa du présent article, l'immeuble est présumé sans maître. Le représentant de l'État dans le département notifie cette présomption au maire de la commune dans laquelle est situé le bien* » ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions de notification de cette présomption au maire de Sainte-Preuve sont remplies ;

**SUR** proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**ARRÊTE**

**Article 1er**

Sont présumés sans maître au sens de l'article L 1123-4 du CG3P, les immeubles situés sur le territoire de la commune de Sainte-Preuve suivants :

- **A 246**
- **C 263**

Il s'agit d'immeubles qui n'ont pas de propriétaire connu, qui ne sont pas assujettis à la taxe foncière sur les propriétés bâties et pour lesquels, depuis plus de trois ans, la taxe foncière sur les propriétés non bâties n'a pas été acquittée ou a été acquittée par un tiers.

**Article 2**

La commune de Sainte-Preuve peut, par délibération du conseil municipal, incorporer les immeubles listés à l'article 1 du présent arrêté dans le domaine communal. Cette incorporation devra ensuite être constatée par arrêté du maire.

**Article 3**

À défaut de délibération prise dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, la propriété des immeubles listés à l'article 1 du présent arrêté sera attribuée à l'État, sous réserve des dispositions particulières, prévues par l'article L 1123-4 du CG3P, pour les biens situés dans l'une des zones définies à l'article L 322-1 du code de l'environnement. Le transfert des biens sera, le cas échéant, constaté par arrêté préfectoral.

**Article 4**

Les bois et forêts acquis en application du présent arrêté sont soumis au régime forestier prévu à l'article L 211-1 du code forestier à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de l'incorporation au domaine communal ou transfert dans le domaine de l'État. Dans ce délai, il peut être procédé à toute opération foncière.

**Article 5**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Amiens (14 rue Lemerchier – 80 011 AMIENS Cedex 1)

**Article 6**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aisne et le maire de la commune de Sainte-Preuve sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aisne.

Fait à Laon, le 11 SEP. 2020

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Pierre LARREY

PRÉFET
DE L'AISNE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Arrêté DCL/BLI/2020/37 fixant les modalités d'organisation de l'élection des représentants des communes, des établissements publics de coopération intercommunale et des syndicats mixtes appelés à siéger au sein de la Commission départementale de la coopération intercommunale**

**Le Préfet de l'Aisne,**
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 5211-42 à L. 5211-45, R. 5211-19 à R. 5211-40 ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du président de la république du 7 novembre 2019 portant nomination de M. Ziad KHOURY, préfet de l'Aisne ;

**VU** le décret n° 201-1546 du 30 décembre 2019 authentifiant les chiffres des populations de métropole, des départements d'outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion, et des collectivités de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**ARRÊTE**

**Article 1er :** La date de l'élection des représentants des communes, des établissements publics de coopération intercommunale et des syndicats mixtes au sein de la Commission départementale de coopération intercommunale est fixée au **30 octobre 2020.**

**Article 2 : FORMATION PLENIERE**
Le nombre de sièges à pourvoir pour la formation plénière s'élève à **42** selon la répartition par collège suivante :

COLLEGE n°1 : collège des maires des communes dont la population est inférieure à la moyenne communale du département (soit 683 habitants) : **10 sièges**

COLLEGE n°2 : collège des maires des 5 communes les plus peuplées du département (Saint-Quentin, Soissons, Laon, Château-Thierry, Tergnier) : **8 sièges**

COLLEGE n°3 : collège des maires des communes dont la population est supérieure à la moyenne communale départementale (soit 683 habitants et plus) : **7 sièges**

COLLEGE n°4 : collège des présidents des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (communautés de communes, communautés d'agglomération) : **15 sièges**

COLLEGE n°5 : collège des présidents des syndicats mixtes et des syndicats de communes : **2 sièges**

**Article 3 : FORMATION RESTREINTE**
L'élection des membres de la commission départementale de coopération intercommunale dans sa formation restreinte a lieu lors de la séance d'installation de la commission.

Ne peuvent être candidats que les représentants des communes, des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et des syndicats de communes et des syndicats mixtes, au sein de leurs collèges respectifs. Les candidatures seront déposées auprès du préfet, président de la CDCI.

Le scrutin est uninominal majoritaire à trois tours. Le scrutin secret n'est pas imposé et aucune disposition expresse contraire ne figurant dans le règlement intérieur, cette élection peut se faire au scrutin ordinaire, à main levée.

Le nombre de sièges à pourvoir pour la formation restreinte s'élève à **18**, répartis conformément aux dispositions de l'alinéa 2 de l'article L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales qui prévoit la composition suivante :

- *la moitié des membres élus par le collège des maires, dont deux membres représentant les communes de moins de 2000 habitants,*

COLLEGE n°1 : collège des maires des communes dont la population est inférieure à la moyenne communale du département (soit 683 habitants) : **5 sièges**

COLLEGE n°2 : collège des maires des 5 communes les plus peuplées du département (Saint-Quentin, Soissons, Laon, Château-Thierry, Tergnier) : **4 sièges**

COLLEGE n°3 : collège des maires des communes dont la population est supérieure à la moyenne communale départementale (soit 683 habitants et plus) : **4 sièges**

- *le quart des membres élus par le collège des présidents des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre,*

COLLEGE n°4 : collège des présidents des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (communautés de communes, communautés d'agglomération) : **4 sièges**

- *la moitié du collège des présidents des syndicats mixtes et des syndicats de communes :*

COLLEGE n°5 : collège des présidents des syndicats mixtes et des syndicats de communes : **1 siège**

**Article 4 : LISTE DES ELECTEURS**
La liste des électeurs par collège, figurant en annexe du présent arrêté, fera l'objet le **15 septembre 2020** au plus tard, d'une publicité par voie d'affichage à la préfecture et dans les sous-préfectures du département.

Cette liste sera actualisée, notamment pour le collège n°5, au fur et à mesure de l'élection des présidents de syndicats.

**Article 5 : CANDIDATURES**
Les candidats doivent :
- avoir la qualité de maire, d'adjoint au maire ou de conseiller municipal pour les collèges 1, 2 et 3
- avoir la qualité de délégué pour les collèges 4 et 5.

Nul ne peut être candidat au titre de plusieurs collèges.

Les listes de candidats doivent comprendre un nombre de candidats de cinquante pour cent supérieur à celui du nombre de sièges à pourvoir arrondi à l'entier supérieur, soit pour chacun des collèges :
– 15 candidats pour le collège n° 1,
– 12 candidats pour le collège n° 2,
– 11 candidats pour le collège n° 3,
– 23 candidats pour le collège n° 4,
– 3 candidats pour le collège n° 5.

À l'issue de la période de dépôt des candidatures, les listes seront communiquées, à leur demande, aux candidats. Lorsqu'une seule liste de candidats est constituée et déposée par l'association départementale des maires, et que d'autres candidatures individuelles ou collectives ne satisfaisant pas à ces conditions sont déposées pour la désignation des représentants des collèges mentionnés aux 1°,2° ou 3° de l'article L. 5211-43, un délai de trois jours ouvrables est imparti à ces dernières afin de constituer une ou des listes satisfaisant à ces conditions.

Les listes des candidats pour chacun des collèges énumérés à l'article 2 devront être déposées à la préfecture (Direction de la citoyenneté et de la légalité – Bureau de la légalité et de l'intercommunalité-Bâtiment SIGNIER 2ème étage) par le candidat tête de liste ou son mandataire dûment désigné, au plus tard le **30 septembre 2020 à 16 heures.**

Les listes de candidats seront arrêtées par le préfet et publiée dès le **7 octobre 2020** par voie d'affichage à la préfecture et dans les sous-préfectures.

**Article 6 : MATERIEL DE VOTE**

Les bulletins de vote accompagnés, le cas échéant, des professions de foi sont à la charge des candidats.
Aucune règle n'est imposée en ce qui concerne la couleur du bulletin de vote, son grammage et son format.
Il existe autant de bulletins de vote que de collèges électoraux, à savoir cinq.

Les bulletins de vote et les enveloppes nécessaires au scrutin seront adressés aux électeurs des différents collèges le **7 octobre 2020 au plus tard.**

**Article 7 : ELECTION**

Les membres de la commission sont élus par correspondance, à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne au sein de chaque collège électoral.

Le vote a lieu sur des listes sans adjonction ou suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation.

Les électeurs placeront leur bulletin dans l'enveloppe de scrutin.
L'enveloppe de scrutin non cachetée, sera insérée par l'électeur dans la seconde enveloppe extérieure destinée à l'expédition.

La date limite de réception des enveloppes de vote à la préfecture ((Direction de la citoyenneté et de la légalité – Bureau de la légalité et de l'intercommunalité-Bâtiment SIGNIER 2éme étage) est fixée au **27 octobre 2020 à midi**.

Lorsqu'une seule liste de candidats réunissant les conditions requises a été adressée au représentant de l'État dans le département par l'association départementale des maires et qu'aucune autre candidature individuelle ou collective n'est présentée, le représentant de l'État en prend acte et il n'est pas procédé à l'élection des représentants des différents collèges.

**Article 8 : RECENSEMENT ET DEPOUILLEMENT**

Le recensement et le dépouillement des votes seront effectués le **30 octobre 2020** à 9h30, en préfecture, par une commission comprenant :

– le préfet ou son délégué, président,

– trois maires désignés par le préfet, sur proposition de l'association départementale des maires,
– un conseiller départemental désigné par le préfet, sur proposition du président du conseil départemental,
– un conseiller régional désigné par le préfet, sur proposition du président du conseil régional.
Un représentant de chaque liste peut contrôler les opérations de dépouillement des bulletins.

Le secrétariat de la commission est assuré par un agent de la préfecture.

Les sièges sont attribués aux candidats dans l'ordre de présentation sur chaque liste.

La commission proclame les résultats dès l'achèvement des opérations de dépouillement des bulletins. Les résultats sont affichés après cette proclamation à la préfecture et dans les sous-préfectures. Ils peuvent être contestés devant le tribunal administratif dans les dix jours qui suivent cette publication par tout électeur et par les candidats.

**Article 9 : REPRESENTANTS DU DEPARTEMENT ET DE LA REGION**

Le dernier alinéa de l'article L. 5211-43 du code général des collectivités territoriales précisant que « *Le mandat des membres de la commission cesse à l'occasion du renouvellement des fonctions au titre desquelles ils ont été désignés* », l'élection désignant les représentants au sein des collèges du conseil départemental et du conseil régional n'interviendra qu'à l'issue des prochaines échéances électorales les concernant.

**Article 10 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'AMIENS dans un délai de deux mois à partir de sa publication.

**Article 11 :** Le secrétaire général de la préfecture et les sous-préfets d'arrondissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché à la préfecture et dans les sous-préfectures.

Fait à Laon, le – 8 SEP. 2020

Ziad KHOURY

**Renouvellement de la commission départementale de coopération intercommunale 2020**
Collèges électoraux habilités à désigner les représentants des communes

Population totale Aisne = 546527 habitants-moyenne communale départementale = 683 habitants

| Collèges 'communes' | n° ordre / Collège | Nom de la commune | Population totale 2020 | Identité MAIRE |
|---|---|---|---|---|
| Collège 1 | 1 | Travecy | 679 | PENE Laurent |
| Collège 1 | 2 | Pernant | 672 | PADIEU Christophe |
| Collège 1 | 3 | Fayet | 671 | ARDAENS Virginie |
| Collège 1 | 4 | Villequier-Aumont | 671 | CHALA Loïc |
| Collège 1 | 5 | Urvillers | 670 | DECARSIN Bruno |
| Collège 1 | 6 | Domptin | 668 | LUQUIN Emeric |
| Collège 1 | 7 | Berny-Rivière | 667 | HERTAULT Hervé |
| Collège 1 | 8 | Aubenton | 663 | GREHANT Bernard |
| Collège 1 | 9 | Brissy-Hamégicourt | 663 | ABDOULI Marie-Pierre |
| Collège 1 | 10 | Mennevret | 663 | DUFOUR Gisèle |
| Collège 1 | 11 | Danizy | 661 | DESCHUTTER Gérard |
| Collège 1 | 12 | Jaulgonne | 661 | MARICOT Anne |
| Collège 1 | 13 | Prémontré | 661 | DELOT Isabelle |
| Collège 1 | 14 | Berry-au-Bac | 658 | HALLIER Marie-Christine |
| Collège 1 | 15 | Crouttes-sur-Marne | 658 | ADAM Hubert |
| Collège 1 | 16 | Missy-sur-Aisne | 658 | MADIOT Claude |
| Collège 1 | 17 | Clastres | 644 | GASDON Jean-Louis |
| Collège 1 | 18 | Saint-Simon | 643 | MAUGER Agnès |
| Collège 1 | 19 | Clairfontaine | 638 | TRICOTEAUX Régis |
| Collège 1 | 20 | Coucy-lès-Eppes | 636 | DA ENCARNAÇAO Paolo |
| Collège 1 | 21 | Savy | 631 | HUMAIN Yannick |
| Collège 1 | 22 | Neuve-Maison | 625 | LEDIEU Hervé |
| Collège 1 | 23 | Trosly-Loire | 624 | LEMOINE Thierry |
| Collège 1 | 24 | Pontavert | 619 | DEWULF Angélique |
| Collège 1 | 25 | Bellicourt | 614 | LECLERE Marcel |
| Collège 1 | 26 | Bertaucourt-Epourdon | 614 | MARTEAU Philippe |
| Collège 1 | 27 | Cugny | 611 | BONO Michel |
| Collège 1 | 28 | Achery | 606 | LEGARD Marc |
| Collège 1 | 29 | Juvincourt-et-Damary | 604 | DUCATILLON Jean-Louis |
| Collège 1 | 30 | Hargicourt | 602 | HOCQUET Roland |
| Collège 1 | 31 | Urcel | 594 | PIERSON Vincent |
| Collège 1 | 32 | Haramont | 588 | CHAUVIN Christian |
| Collège 1 | 33 | Morcourt | 588 | DAMAYE-BUCEK Rose-Marie |
| Collège 1 | 34 | Séry-lès-Mézières | 587 | GOSSET Stéphanie |
| Collège 1 | 35 | Tavaux-et-Pontséricourt | 581 | LETURQUE Daniel |
| Collège 1 | 36 | Brancourt-le-Grand | 578 | CALLAY Bertrand |
| Collège 1 | 37 | Évergnicourt | 576 | CAVEL Olivier |
| Collège 1 | 38 | Vallées en Champagne | 575 | LAHOUATI Bruno |
| Collège 1 | 39 | Épaux-Bézu | 575 | HAY Etienne |
| Collège 1 | 40 | Septmonts | 571 | BOBIN Franck |

| Collèges 'communes' | n° ordre / Collège | Nom de la commune | Population totale 2020 | Identité MAIRE |
|---|---|---|---|---|
| Collège 1 | 41 | Gouy | 570 | DENIZON Sophie |
| Collège 1 | 42 | Vendhuile | 568 | PASSET Xavier |
| Collège 1 | 43 | Étaves-et-Bocquiaux | 567 | GABELLE Gilles |
| Collège 1 | 44 | Caumont | 564 | LEWANDOWSKI Sylvain |
| Collège 1 | 45 | Barenton-Bugny | 563 | BEVIERE Eric |
| Collège 1 | 46 | Levergies | 555 | NUTTENS Bernard |
| Collège 1 | 47 | Thenelles | 555 | DIEUDONNE Gérard |
| Collège 1 | 48 | Chaourse | 550 | NAVEAU Yannick |
| Collège 1 | 49 | La Ferté-Chevresis | 550 | BURTON Franck |
| Collège 1 | 50 | Alaincourt | 549 | ANTHONY Stephan |
| Collège 1 | 51 | Vadencourt | 549 | MARIAGE Patrick |
| Collège 1 | 52 | Landouzy-la-Ville | 546 | BRANQUART Marinella |
| Collège 1 | 53 | Vauxaillon | 546 | LEJEUNE Patrick |
| Collège 1 | 54 | Chivres-Val | 542 | CHOQUENET Vincent |
| Collège 1 | 55 | Villers-sur-Fère | 533 | DELEANS Dominique |
| Collège 1 | 56 | Fossoy | 530 | LEDUC Hervé |
| Collège 1 | 57 | Mézy-Moulins | 525 | JACQUIN Claude |
| Collège 1 | 58 | Mézières-sur-Oise | 524 | POLLART Isabelle |
| Collège 1 | 59 | Rouvroy | 522 | LEMOINE Philippe |
| Collège 1 | 60 | Romeny-sur-Marne | 517 | BOURGEOIS Pierre |
| Collège 1 | 61 | Orainville | 516 | MALINOWSKI Alain |
| Collège 1 | 62 | Chivy-lès-Étouvelles | 515 | RABOUILLE Jean-Marie |
| Collège 1 | 63 | Noyant-et-Aconin | 507 | DERAM Philippe |
| Collège 1 | 64 | Abbécourt | 506 | PARIS René |
| Collège 1 | 65 | Pouilly-sur-Serre | 505 | LAGNEAU Maurice |
| Collège 1 | 66 | Fontenoy | 498 | ZIMMER Patrice |
| Collège 1 | 67 | La Bouteille | 496 | STEVENOT Cyrille |
| Collège 1 | 68 | Fesmy-le-Sart | 494 | RIOU Gaspard |
| Collège 1 | 69 | Wimy | 494 | NICOLAS Mélanie |
| Collège 1 | 70 | Mesnil-Saint-Laurent | 492 | MOIRET Christian |
| Collège 1 | 71 | Marigny-en-Orxois | 490 | MARCHAL Philippe |
| Collège 1 | 72 | Marly-Gomont | 490 | |
| Collège 1 | 73 | Francilly-Selency | 481 | DENIVET Daniel |
| Collège 1 | 74 | Monceau-lès-Leups | 480 | PIERRONT Jean-Jacques |
| Collège 1 | 75 | Nouvion-et-Catillon | 478 | LECOMTE Thierry |
| Collège 1 | 76 | Sissy | 478 | AMASSE Didier |
| Collège 1 | 77 | Verdilly | 477 | JOURDAIN Gilles |
| Collège 1 | 78 | Fonsomme | 476 | NOEL Colette |
| Collège 1 | 79 | Versigny | 475 | VANACKER Bernard |
| Collège 1 | 80 | Flavigny-le-Grand-et-Beaurain | 473 | HENNECHART Olivier |
| Collège 1 | 81 | Oisy | 469 | DUFRENNE Jean-Louis |
| Collège 1 | 82 | Bazoches-sur-Vesles | 464 | DROUET Christian |
| Collège 1 | 83 | Bernot | 464 | BOCQUILLON Xavier |

| Collèges 'communes' | n° ordre / Collège | Nom de la commune | Population totale 2020 | Identité MAIRE |
|---|---|---|---|---|
| Collège 1 | 84 | Plomion | 464 | BLARY René |
| Collège 1 | 85 | Brunehamel | 461 | PAGNON Jean-François |
| Collège 1 | 86 | Camelin | 461 | BORGNE Francis |
| Collège 1 | 87 | Any-Martin-Rieux | 460 | VAN DER SYPT Carine |
| Collège 1 | 88 | Blesmes | 456 | SIMON André |
| Collège 1 | 89 | Gland | 456 | CARLIER Michel |
| Collège 1 | 90 | Morsain | 453 | SELLIER Jean |
| Collège 1 | 91 | Saint-Christophe-à-Berry | 452 | DAUCHELLE Romuald |
| Collège 1 | 92 | Coulonges-Cohan | 451 | STRAGIER Véronique |
| Collège 1 | 93 | Dallon | 449 | FELBACQ Denis |
| Collège 1 | 94 | Béthancourt-en-Vaux | 448 | GONCALVES Philippe |
| Collège 1 | 95 | Villers-Saint-Christophe | 447 | LIESSE Denis |
| Collège 1 | 96 | Caillouël-Crépigny | 446 | ALBARIC Alain |
| Collège 1 | 97 | Martigny | 446 | DUVERDIER Jérôme |
| Collège 1 | 98 | Vierzy | 445 | MUZART Hervé |
| Collège 1 | 99 | Cœuvres-et-Valsery | 444 | BRUYANT Monique |
| Collège 1 | 100 | Lemé | 441 | MOINEUSE Jérôme |
| Collège 1 | 101 | Marchais | 438 | HANON Christophe |
| Collège 1 | 102 | Eppes | 431 | BOUILLE François |
| Collège 1 | 103 | Neufchâtel-sur-Aisne | 430 | PIERROT Lionel |
| Collège 1 | 104 | Essises | 428 | TREHEL Christian |
| Collège 1 | 105 | Fourdrain | 428 | MARRON Alexandre |
| Collège 1 | 106 | Leuilly-sous-Coucy | 428 | ZAKRYENSKI Christian |
| Collège 1 | 107 | Guny | 427 | BAILLON Jean-Marc |
| Collège 1 | 108 | Quierzy | 426 | GERVAIS Jérôme |
| Collège 1 | 109 | Mauregny-en-Haye | 424 | ALLART Laurent |
| Collège 1 | 110 | Estrées | 420 | DE WEVER Jean-Charles |
| Collège 1 | 111 | Chézy-en-Orxois | 419 | BARBIER Maryvonne |
| Collège 1 | 112 | Bucy-lès-Pierrepont | 417 | COULBEAUT Béatrice |
| Collège 1 | 113 | Maizy | 414 | GILET Rémy |
| Collège 1 | 114 | Serain | 414 | CERUSO Claude |
| Collège 1 | 115 | Amifontaine | 413 | SERIN Denis |
| Collège 1 | 116 | Dampleux | 413 | SEGUIN Guillaume |
| Collège 1 | 117 | La Malmaison | 413 | LICETTE Gérard |
| Collège 1 | 118 | Mennessis | 412 | DE ABREU Antoine |
| Collège 1 | 119 | Arcy-Sainte-Restitue | 409 | BOUREL Patrick |
| Collège 1 | 120 | Vivières | 406 | HERMAND Francis |
| Collège 1 | 121 | Roucy | 405 | BERNARD Evelyne |
| Collège 1 | 122 | Épieds | 404 | CRENET Didier |
| Collège 1 | 123 | Chéry-Chartreuve | 402 | DECAUCHE Thierry |
| Collège 1 | 124 | Liez | 401 | MANGIN Serge |
| Collège 1 | 125 | Dercy | 400 | BORNIER Bernard |
| Collège 1 | 126 | Presles-et-Thierny | 400 | KELLER Maxime |

| Collèges 'communes' | n° ordre / Collège | Nom de la commune | Population totale 2020 | Identité MAIRE |
|---|---|---|---|---|
| Collège 1 | 127 | Berzy-le-Sec | 394 | DEULCEUX Christian |
| Collège 1 | 128 | Saint-Paul-aux-Bois | 393 | LARDE Marie-France |
| Collège 1 | 129 | Aguilcourt | 392 | PREVOT Gérard |
| Collège 1 | 130 | Dammard | 392 | CARION Denis |
| Collège 1 | 131 | Fontaine-Notre-Dame | 392 | DEFRANCE Thierry |
| Collège 1 | 132 | Azy-sur-Marne | 391 | GLEIZE Séverine |
| Collège 1 | 133 | Samoussy | 391 | RIVIERE Harry |
| Collège 1 | 134 | Barzy-sur-Marne | 390 | BOHAIN Jean-Claude |
| Collège 1 | 135 | Bellenglise | 390 | DUQUENNE Vincent |
| Collège 1 | 136 | Bonneil | 389 | BOUCANT Stéphanie |
| Collège 1 | 137 | La Neuville-lès-Dorengt | 386 | PETIAU Eric |
| Collège 1 | 138 | Watigny | 385 | MATHIS Jean |
| Collège 1 | 139 | Hartennes-et-Taux | 381 | MANSCOURT Sébastien |
| Collège 1 | 140 | Voulpaix | 379 | RENAUX Jean-Paul |
| Collège 1 | 141 | Macquigny | 378 | RATTE Marc |
| Collège 1 | 142 | Vorges | 378 | MAQUIN Philippe |
| Collège 1 | 143 | Chouy | 377 | PHILIPON Vincent |
| Collège 1 | 144 | Pierrepont | 376 | MEREAU Cédric |
| Collège 1 | 145 | Attilly | 375 | BELMERE Sylvie |
| Collège 1 | 146 | Marest-Dampcourt | 375 | HOUZE Sabine |
| Collège 1 | 147 | Artemps | 373 | DUSANTER Jean-Claude |
| Collège 1 | 148 | Margival | 372 | MARCELLIN Bruno |
| Collège 1 | 149 | Retheuil | 372 | SIODMAK Vincent |
| Collège 1 | 150 | Chivres-en-Laonnois | 370 | DUCAT Philippe |
| Collège 1 | 151 | Annois | 369 | DEMAREST Hugues |
| Collège 1 | 152 | Presles-et-Boves | 369 | DELAITRE Maurice |
| Collège 1 | 153 | Chacrise | 368 | DELATTRE Arnaud |
| Collège 1 | 154 | La Vallée-au-Blé | 368 | LECOMPTE Eric |
| Collège 1 | 155 | Condé-sur-Aisne | 366 | GUEDON Typhaine |
| Collège 1 | 156 | Rocquigny | 366 | SERET Paul |
| Collège 1 | 157 | Coyolles | 365 | NELATON Robert |
| Collège 1 | 158 | Grougis | 363 | DUMUR Yves |
| Collège 1 | 159 | Chartèves | 361 | RICHARD Pascal |
| Collège 1 | 160 | Besny-et-Loizy | 360 | DEMAZURE Franck |
| Collège 1 | 161 | Chevresis-Monceau | 360 | SOLARI Sébastien |
| Collège 1 | 162 | Parfondru | 359 | LIENARD Jean-Luc |
| Collège 1 | 163 | Remigny | 359 | LEMAHIEU Marceau |
| Collège 1 | 164 | Cuisy-en-Almont | 358 | CHAMPENOIS Françoise |
| Collège 1 | 165 | Courcelles-sur-Vesle | 354 | TORDEUX Luc |
| Collège 1 | 166 | Le Hérie-la-Viéville | 351 | TELLIER Michael |
| Collège 1 | 167 | Sermoise | 351 | DUFOUR Patrick |
| Collège 1 | 168 | Crécy-au-Mont | 349 | MORLET Vincent |
| Collège 1 | 169 | Essigny-le-Petit | 349 | PROIX Arnaud |

| Collèges 'communes' | n° ordre / Collège | Nom de la commune | Population totale 2020 | Identité MAIRE |
|---|---|---|---|---|
| Collège 1 | 170 | Pontruet | 349 | MERLIN Jean-Pierre |
| Collège 1 | 171 | Brécy | 347 | VARNIER Vincent |
| Collège 1 | 172 | Épagny | 346 | DE FAY Jean-François |
| Collège 1 | 173 | Saint-Pierre-Aigle | 343 | BAZIN-KRETZSCHMAR Didier |
| Collège 1 | 174 | Courtemont-Varennes | 339 | DURTHALER Jacques |
| Collège 1 | 175 | Proisy | 339 | LEJEUNE Stéphanie |
| Collège 1 | 176 | Tupigny | 338 | EGRET Jean-Luc |
| Collège 1 | 177 | Molinchart | 337 | CARLIER Rémi |
| Collège 1 | 178 | Terny-Sorny | 336 | SAUVAGE Bruno |
| Collège 1 | 179 | Connigis | 334 | SALOT Didier |
| Collège 1 | 180 | Osly-Courtil | 334 | COUTEAU Jean-Marie |
| Collège 1 | 181 | Barzy-en-Thiérache | 332 | TELLIER Pierre-Marie |
| Collège 1 | 182 | Effry | 329 | MICHEL Alain |
| Collège 1 | 183 | Faverolles | 329 | POTEAUX Christian |
| Collège 1 | 184 | Monceau-le-Neuf-et-Faucouzy | 328 | VAN ISACKER Jean |
| Collège 1 | 185 | Vauxrezis | 327 | COUTEAU Marc |
| Collège 1 | 186 | Prouvais | 326 | BOULANGER Pierre-André |
| Collège 1 | 187 | Voyenne | 326 | COCHET Jérémie |
| Collège 1 | 188 | Viffort | 325 | BANBRY Didier |
| Collège 1 | 189 | Hannapes | 324 | BRUNET Christian |
| Collège 1 | 190 | Le Charmel | 323 | BAILLEUL Martial |
| Collège 1 | 191 | Clacy-et-Thierret | 321 | BARAN Claude |
| Collège 1 | 192 | Montigny-sur-Crécy | 320 | WATTIER Jean-Michel |
| Collège 1 | 193 | Rozet-Saint-Albin | 320 | VIET Antoine |
| Collège 1 | 194 | Anguilcourt-le-Sart | 319 | LEMIRE Bernard |
| Collège 1 | 195 | Serches | 316 | LALYS Loïc |
| Collège 1 | 196 | Paars | 315 | VALLEE Thierry |
| Collège 1 | 197 | Courboin | 312 | RAHIR Brigitte |
| Collège 1 | 198 | Grandlup-et-Fay | 312 | VUILLIOT Christian |
| Collège 1 | 199 | Manicamp | 311 | DEGONVILLE Luc |
| Collège 1 | 200 | Ohis | 311 | LANDERIEUX Michel |
| Collège 1 | 201 | Corcy | 310 | ROBILLARD Marc |
| Collège 1 | 202 | Brissay-Choigny | 309 | GLASSET Anthony |
| Collège 1 | 203 | Remaucourt | 309 | SEBBE Damien |
| Collège 1 | 204 | Grand-Rozoy | 309 | NIVART Pascal |
| Collège 1 | 205 | Mesbrecourt-Richecourt | 307 | SERIN Valérie |
| Collège 1 | 206 | Villeret | 306 | MARIE Michel |
| Collège 1 | 207 | Montlevon | 304 | GUEDRAT Nelly |
| Collège 1 | 208 | Joncourt | 302 | RICOUR Philippe |
| Collège 1 | 209 | Dommiers | 299 | BERSON Jean-Pascal |
| Collège 1 | 210 | Puisieux-et-Clanlieu | 298 | GRENIER Jean |
| Collège 1 | 211 | Saint-Aubin | 296 | PHILIPON Benoît |
| Collège 1 | 212 | Aizy-Jouy | 295 | NECA Amadéo |

| Collèges 'communes' | n° ordre / Collège | Nom de la commune | Population totale 2020 | Identité MAIRE |
|---|---|---|---|---|
| Collège 1 | 213 | Montigny-en-Arrouaise | 295 | PARENT Christophe |
| Collège 1 | 214 | Saponay | 294 | JADCZAK Jean-Marie |
| Collège 1 | 215 | Erlon | 293 | DUPONT Louise |
| Collège 1 | 216 | Œuilly | 293 | GONDALLIER DE TUGNY Catherine |
| Collège 1 | 217 | Rocourt-Saint-Martin | 293 | LEVEQUE Yves |
| Collège 1 | 218 | Servais | 293 | DEMONT Pascal |
| Collège 1 | 219 | Luzoir | 291 | CHOULETTE Jérémy |
| Collège 1 | 220 | Villeneuve-sur-Fère | 291 | HURISSET Michèle |
| Collège 1 | 221 | Coucy-la-Ville | 289 | DE SOUSA Maximino |
| Collège 1 | 222 | Condé-sur-Suippe | 288 | FAVEREAUX Gilles |
| Collège 1 | 223 | Audigny | 287 | GUIARD Franck |
| Collège 1 | 224 | Chamouille | 286 | LÉAUTÉ Francis |
| Collège 1 | 225 | Champs | 283 | TENAILLON Marie-Angéline |
| Collège 1 | 226 | La Chapelle-sur-Chézy | 283 | LOISEAU Patricia |
| Collège 1 | 227 | Concevreux | 283 | MARLIER Francis |
| Collège 1 | 228 | Taillefontaine | 282 | VALIERGUE Anne-Benoite |
| Collège 1 | 229 | Juvigny | 281 | DUMAIRE Patrick |
| Collège 1 | 230 | Pierremande | 281 | TYBERGHEIN Dominique |
| Collège 1 | 231 | Fontenelle | 280 | LUSTENBERGER Corinne |
| Collège 1 | 232 | Seringes-et-Nesles | 280 | FERNANDEZ Didier |
| Collège 1 | 233 | Leschelle | 279 | MARQUANT Alain |
| Collège 1 | 234 | Montigny-l'Allier | 279 | HENNION Philippe |
| Collège 1 | 235 | Soupir | 279 | LIBREGS Evelyne |
| Collège 1 | 236 | Tugny-et-Pont | 279 | BONO Grégoire |
| Collège 1 | 237 | Gercy | 278 | LEMOINE Philippe |
| Collège 1 | 238 | Sorbais | 278 | GRAVET Didier |
| Collège 1 | 239 | Landifay-et-Bertaignemont | 276 | BEAUD'HUIN Sandrine |
| Collège 1 | 240 | Beauvois-en-Vermandois | 275 | LEFEVRE Bruno |
| Collège 1 | 241 | Villers-le-Sec | 275 | MOREAU Bruno |
| Collège 1 | 242 | Vaucelles-et-Beffecourt | 274 | FRAISE Mathieu |
| Collège 1 | 243 | Aubencheul-aux-Bois | 273 | PASSET Francis |
| Collège 1 | 244 | Jeancourt | 273 | DRUELLE Clotilde |
| Collège 1 | 245 | L' Épine-aux-Bois | 272 | PIERRE Nathalie |
| Collège 1 | 246 | Fresnes-en-Tardenois | 272 | CARPENTIER Alain |
| Collège 1 | 247 | Lappion | 272 | LIEBENS Frédéric |
| Collège 1 | 248 | Saint-Gobert | 272 | DUMORTIER Daniel |
| Collège 1 | 249 | Longpont | 271 | DAVALAN Gilles |
| Collège 1 | 250 | Saint-Bandry | 271 | SEZNEC Jean-Yves |
| Collège 1 | 251 | Vigneux-Hocquet | 271 | LEFEVRE Claude |
| Collège 1 | 252 | Froidmont-Cohartille | 269 | NUYTTEN François |
| Collège 1 | 253 | Merlieux-et-Fouquerolles | 267 | CLERMONT Olivier |
| Collège 1 | 254 | Bézu-le-Guéry | 265 | GUYON Philippe |
| Collège 1 | 255 | Aisonville-et-Bernoville | 264 | PARENT Christian |

| Collèges 'communes' | n° ordre / Collège | Nom de la commune | Population totale 2020 | Identité MAIRE |
|---|---|---|---|---|
| Collège 1 | 256 | Fieulaine | 263 | LECLERCQ Jérôme |
| Collège 1 | 257 | Parcy-et-Tigny | 263 | DRIVIERE Frédérique |
| Collège 1 | 258 | Boncourt | 261 | REDMER Régine |
| Collège 1 | 259 | Pontru | 261 | LOCQUET Jean-Pierre |
| Collège 1 | 260 | Celles-sur-Aisne | 260 | GESLIN Jean-Pierre |
| Collège 1 | 261 | Croix-Fonsomme | 260 | MORLET Lilian |
| Collège 1 | 262 | Chaudun | 259 | AUBERT Jérôme |
| Collège 1 | 263 | Pargny-Filain | 259 | OZENNE Pascal |
| Collège 1 | 264 | Guyencourt | 258 | LACHAMBRE Didier |
| Collège 1 | 265 | Nouvion-le-Comte | 258 | GAYRAUD Hervé |
| Collège 1 | 266 | Aubigny-aux-Kaisnes | 257 | VAN HEESWYCK Sylvain |
| Collège 1 | 267 | Becquigny | 257 | MOREL Pierre |
| Collège 1 | 268 | Verneuil-sur-Serre | 256 | DRUET Pascal |
| Collège 1 | 269 | Largny-sur-Automne | 255 | LEFRANC-CARBONNEL Meritxell |
| Collège 1 | 270 | Royaucourt-et-Chailvet | 255 | TOUSSAINT Patrick |
| Collège 1 | 271 | Chalandry | 254 | DELVILLE Jean |
| Collège 1 | 272 | Fontaine-lès-Clercs | 254 | MAUDENS Frédéric |
| Collège 1 | 273 | Grisolles | 254 | PARADOWSKI Clément |
| Collège 1 | 274 | Guivry | 254 | PODEVIN Nadine |
| Collège 1 | 275 | Laval-en-Laonnois | 254 | MONCOURTOIS Gilbert |
| Collège 1 | 276 | Selens | 254 | KAMINSKI Frédéric |
| Collège 1 | 277 | Colligis-Crandelain | 251 | JUILLIART Serge |
| Collège 1 | 278 | Castres | 249 | ACCART Jean-Marie |
| Collège 1 | 279 | Breny | 248 | VALET Eric |
| Collège 1 | 280 | Nizy-le-Comte | 248 | RENARD Hubert |
| Collège 1 | 281 | Veslud | 248 | LOISEAUX Gérard |
| Collège 1 | 282 | Rougeries | 247 | LAMENDIN Olivier |
| Collège 1 | 283 | Maissemy | 246 | MICHAUT Régine |
| Collège 1 | 284 | Saint-Eugène | 246 | PEUGNIEZ Michaël |
| Collège 1 | 285 | Harcigny | 244 | MICHEL Luc |
| Collège 1 | 286 | Vaudesson | 244 | MERIAUX Christian |
| Collège 1 | 287 | Mareuil-en-Dôle | 242 | DOMINGUES Régine |
| Collège 1 | 288 | Bonnesvalyn | 241 | FRERE Stéphane |
| Collège 1 | 289 | Iron | 241 | WILLEMAIN Marc |
| Collège 1 | 290 | Sons-et-Ronchères | 240 | JONNEAUX Christian |
| Collège 1 | 291 | Mortefontaine | 238 | DAVIN Benoit |
| Collège 1 | 292 | Andelain | 237 | WENDLING Julie |
| Collège 1 | 293 | Roupy | 237 | PAMART Xavier |
| Collège 1 | 294 | Remies | 236 | COLLET Bernard |
| Collège 1 | 295 | Lislet | 235 | POTARD Jean-Michel |
| Collège 1 | 296 | Saconin-et-Breuil | 235 | MAILLET-CONTOZ Alexandre |
| Collège 1 | 297 | Iviers | 234 | WAUTHIER Guy |
| Collège 1 | 298 | Vesles-et-Caumont | 234 | JONNEAUX Olivier |

| Collèges 'communes' | n° ordre / Collège | Nom de la commune | Population totale 2020 | Identité MAIRE |
|---|---|---|---|---|
| Collège 1 | 299 | Rozières-sur-Crise | 232 | LECLERCQ Louis-Jean |
| Collège 1 | 300 | Troësnes | 231 | GAUTIER Nathalie |
| Collège 1 | 301 | Assis-sur-Serre | 230 | LEGRAND Justine |
| Collège 1 | 302 | Clamecy | 230 | FERTE Thierry |
| Collège 1 | 303 | Dury | 227 | RACHESBOEUF Alain |
| Collège 1 | 304 | Nouvron-Vingré | 227 | ERBS Pierre |
| Collège 1 | 305 | Thenailles | 227 | BOURY Christophe |
| Collège 1 | 306 | Monceau-le-Waast | 226 | BUIRETTE Nicole |
| Collège 1 | 307 | Vénérolles | 226 | DELAMOUR Patrick |
| Collège 1 | 308 | Fluquières | 224 | CORDIER Pascal |
| Collège 1 | 309 | Billy-sur-Ourcq | 223 | EDMOND Françoise |
| Collège 1 | 310 | La Selve | 223 | LORAIN Alain |
| Collège 1 | 311 | Villers-Hélon | 223 | CAPON Claude |
| Collège 1 | 312 | Saint-Rémy-Blanzy | 222 | CARETTE Marina |
| Collège 1 | 313 | Étouvelles | 221 | LEMOINE Yvan |
| Collège 1 | 314 | Le Verguier | 221 | BOUDJEMLINE Abdel |
| Collège 1 | 315 | Puiseux-en-Retz | 220 | GILLES Thierry |
| Collège 1 | 316 | Bergues-sur-Sambre | 219 | LACOCHE Frédéric |
| Collège 1 | 317 | Deuillet | 219 | MAHU Bernard |
| Collège 1 | 318 | Vasseny | 219 | MARCELLIN Dominique |
| Collège 1 | 319 | Commenchon | 217 | SHNITZER Alain |
| Collège 1 | 320 | Lerzy | 217 | LANGHENDRIES Jérôme |
| Collège 1 | 321 | Sequehart | 217 | REMY Philippe |
| Collège 1 | 322 | Brumetz | 216 | GUERIN Hubert |
| Collège 1 | 323 | Hary | 213 | CUS Céline |
| Collège 1 | 324 | Latilly | 213 | FRAEYMAN Georges |
| Collège 1 | 325 | Mayot | 212 | BLANCHARD Béatrice |
| Collège 1 | 326 | Reuilly-Sauvigny | 210 | SAROUL Daniel |
| Collège 1 | 327 | Braye-en-Laonnois | 209 | PILLOY Françoise |
| Collège 1 | 328 | Chavonne | 208 | PILET Jean-Marc |
| Collège 1 | 329 | Montfaucon | 208 | VALLON Jean-Pierre |
| Collège 1 | 330 | Pont-Saint-Mard | 208 | BARILLET Hervé |
| Collège 1 | 331 | Bouresches | 207 | FREX Dominique |
| Collège 1 | 332 | Lavaqueresse | 207 | PIROTTE Jean-Paul |
| Collège 1 | 333 | La Ville-aux-Bois-lès-Dizy | 207 | GERLOT Mickaël |
| Collège 1 | 334 | Benay | 206 | MASSON Jacques |
| Collège 1 | 335 | Bucy-lès-Cerny | 206 | VAN HAMME Philippe |
| Collège 1 | 336 | Ébouleau | 206 | VAN DEN AVENNE Urbain |
| Collège 1 | 337 | Regny | 206 | SIMEON Julien |
| Collège 1 | 338 | Jeantes | 205 | BOURGEOIS Sylvain |
| Collège 1 | 339 | Wiège-Faty | 205 | COTRET Marc |
| Collège 1 | 340 | Bois-lès-Pargny | 204 | LAYE Aldric |
| Collège 1 | 341 | Malzy | 204 | VALLIET Bernard |

| Collèges 'communes' | n° ordre / Collège | Nom de la commune | Population totale 2020 | Identité MAIRE |
|---|---|---|---|---|
| Collège 1 | 342 | Louâtre | 202 | JULLIEN-AMAGBEGNON Christelle |
| Collège 1 | 343 | Lucy-le-Bocage | 202 | CAGNET Chantal |
| Collège 1 | 344 | Berthenicourt | 201 | VANSTEENBERGHE Vincent |
| Collège 1 | 345 | Cilly | 201 | HENNINOT Pierre-Jean |
| Collège 1 | 346 | Variscourt | 201 | TERRASSIN Cédric |
| Collège 1 | 347 | Bucilly | 200 | LEGRAND Christian |
| Collège 1 | 348 | La Neuville-en-Beine | 200 | CHOMBART Jean-Marie |
| Collège 1 | 349 | Brenelle | 199 | DETAILLE Bertrand |
| Collège 1 | 350 | Couvrelles | 199 | WATIER Francis |
| Collège 1 | 351 | Montgobert | 199 | DE MONTESQUIOU Alexandre |
| Collège 1 | 352 | Pignicourt | 199 | BONNET Hubert |
| Collège 1 | 353 | Bosmont-sur-Serre | 198 | |
| Collège 1 | 354 | Le Catelet | 198 | LOCQUET GONELLE Chrystelle |
| Collège 1 | 355 | Fressancourt | 197 | DEGOUY Michel |
| Collège 1 | 356 | Laigny | 197 | MOULARDE Yves |
| Collège 1 | 357 | Marcy-sous-Marle | 195 | BLAIN Christian |
| Collège 1 | 358 | Neuvillette | 195 | WALLET Daniel |
| Collège 1 | 359 | Parpeville | 195 | JUMEAUX Jérémy |
| Collège 1 | 360 | Bruyères-sur-Fère | 194 | FRAEYMAN Fabien |
| Collège 1 | 361 | Nanteuil-la-Fosse | 194 | CHARPENTIER Pascal |
| Collège 1 | 362 | Sommette-Eaucourt | 194 | PREVOST Paul |
| Collège 1 | 363 | Bouconville-Vauclair | 193 | BRATEAU Stéphane |
| Collège 1 | 364 | Buzancy | 192 | DOUBLET Jean-Claude |
| Collège 1 | 365 | Montloué | 191 | TRAMUT Véronique |
| Collège 1 | 366 | Limé | 190 | PASCARD Benoit |
| Collège 1 | 367 | Berrieux | 189 | PAYEN Gilles |
| Collège 1 | 368 | La Neuville-Bosmont | 189 | LEBEAU Bruno |
| Collège 1 | 369 | Vézilly | 189 | FERRY Sophie |
| Collège 1 | 370 | Villemontoire | 189 | LEVEQUE Jacqueline |
| Collège 1 | 371 | Chevregny | 188 | VRAINE Anne-Claire |
| Collège 1 | 372 | Mortiers | 188 | BRANQUART Paulette |
| Collège 1 | 373 | Landouzy-la-Cour | 187 | PAYAN Claude |
| Collège 1 | 374 | Laniscourt | 187 | WACK Jean-Marc |
| Collège 1 | 375 | Résigny | 187 | LEMAIRE Michel |
| Collège 1 | 376 | Agnicourt-et-Séchelles | 185 | LETURQUE Patrice |
| Collège 1 | 377 | Ollezy | 184 | VAN HYFTE Sébastien |
| Collège 1 | 378 | Ugny-le-Gay | 184 | LELONG Sylvie |
| Collège 1 | 379 | Autreppes | 182 | BASSE Paul |
| Collège 1 | 380 | Allemant | 181 | HENNEVEUX Marc |
| Collège 1 | 381 | Marcy | 181 | BOUTROY Elie |
| Collège 1 | 382 | Froidestrées | 180 | DUPONT Pascal |
| Collège 1 | 383 | Viel-Arcy | 180 | DENISART Maurice |
| Collège 1 | 384 | Chaillevois | 179 | MIGNOT Philippe |

| Collèges 'communes' | n° ordre / Collège | Nom de la commune | Population totale 2020 | Identité MAIRE |
|---|---|---|---|---|
| Collège 1 | 385 | Septvaux | 179 | LAUTOUT Christophe |
| Collège 1 | 386 | Beaumont-en-Beine | 178 | GAMBART Christian |
| Collège 1 | 387 | Leuze | 176 | BONNAIRE Guy |
| Collège 1 | 388 | Pleine-Selve | 176 | CRAPIER Pierre-Luc |
| Collège 1 | 389 | Pargny-la-Dhuys | 174 | VAUDE Gaëlle |
| Collège 1 | 390 | Wissignicourt | 173 | VANDENBULCKE Christophe |
| Collège 1 | 391 | Autremencourt | 172 | POTART Dominique |
| Collège 1 | 392 | Hauteville | 171 | HUYGHE Willy |
| Collège 1 | 393 | Tartiers | 171 | BOSSU Aurélien |
| Collège 1 | 394 | Hautevesnes | 170 | LAZARO Patrice |
| Collège 1 | 395 | Noyales | 170 | WATEAU Joël |
| Collège 1 | 396 | Le Sourd | 170 | JORAND Jean-Jacques |
| Collège 1 | 397 | Villers-lès-Guise | 170 | VANNESTE Eric |
| Collège 1 | 398 | Le Thuel | 169 | VANDENHENDE David |
| Collège 1 | 399 | Nouvion-le-Vineux | 168 | PIRE Philippe |
| Collège 1 | 400 | Renansart | 168 | BOUTROY-VALENTIN Béatrice |
| Collège 1 | 401 | Vendières | 168 | VERLAGUET Christian |
| Collège 1 | 402 | Douchy | 166 | CORDIER Pierre |
| Collège 1 | 403 | Foreste | 166 | FOUQUIER D'HEROUEL Jean-Baptiste |
| Collège 1 | 404 | Bertricourt | 165 | BOLLINNE Hervé |
| Collège 1 | 405 | Monthiers | 165 | SARROUY Nicole |
| Collège 1 | 406 | Laversine | 163 | DESTRI Aline |
| Collège 1 | 407 | Besmé | 162 | BOUILLON Evelyne |
| Collège 1 | 408 | Bourguignon-sous-Montbavin | 162 | WILLER Annick |
| Collège 1 | 409 | Veuilly-la-Poterie | 162 | REGARD Elisabeth |
| Collège 1 | 410 | Fresnes-sous-Coucy | 161 | GUILMONT Quentin |
| Collège 1 | 411 | Cuirieux | 160 | FELZINGER Franck |
| Collège 1 | 412 | Dorengt | 160 | CAMBRAYE Olivier |
| Collège 1 | 413 | Oigny-en-Valois | 159 | OLRY Christine |
| Collège 1 | 414 | Monthenault | 158 | DRUET Pierrette |
| Collège 1 | 415 | Housset | 156 | DOUCY Béatrice |
| Collège 1 | 416 | Saint-Algis | 156 | BASSE Martine |
| Collège 1 | 417 | Vassens | 156 | THIEL Patrick |
| Collège 1 | 418 | Passy-en-Valois | 155 | QUENARDEL Alexandre |
| Collège 1 | 419 | Ramicourt | 155 | MILHEM Jean-Luc |
| Collège 1 | 420 | Chavigny | 154 | BRASSET Xavier |
| Collège 1 | 421 | Coupru | 154 | CLOBOURSE Elisabeth |
| Collège 1 | 422 | Sergy | 154 | POIX Patrick |
| Collège 1 | 423 | Vaux-en-Vermandois | 154 | THOMAS Philippe |
| Collège 1 | 424 | Chigny | 153 | WATREMEZ Christine |
| Collège 1 | 425 | Laffaux | 153 | GOIN Christophe |
| Collège 1 | 426 | Molain | 153 | RICHEZ Sarah |
| Collège 1 | 427 | Monthurel | 153 | VEROT Vincent |

| Collèges 'communes' | n° ordre / Collège | Nom de la commune | Population totale 2020 | Identité MAIRE |
|---|---|---|---|---|
| Collège 1 | 428 | Besmont | 152 | DRU Michel |
| Collège 1 | 429 | Bussiares | 152 | FRAEYMAN Fabien |
| Collège 1 | 430 | Jumencourt | 152 | MAROUZE Rodrigue |
| Collège 1 | 431 | Maast-et-Violaine | 152 | DEVILLE Guillaume |
| Collège 1 | 432 | Saint-Gengoulph | 152 | PANTOUX Jean-Luc |
| Collège 1 | 433 | Cramaille | 151 | GRENOT Didier |
| Collège 1 | 434 | Haution | 151 | FAUCHEUX Bernard |
| Collège 1 | 435 | Sommeron | 151 | NICOLAS Mickaël |
| Collège 1 | 436 | La Vallée-Mulâtre | 151 | DEGARDEZ Jean-Pierre |
| Collège 1 | 437 | La Hérie | 149 | DUPRE Michel |
| Collège 1 | 438 | Jouaignes | 149 | ALIZARD Mickaël |
| Collège 1 | 439 | Petit-Verly | 149 | DRUAUX Pascal |
| Collège 1 | 440 | Caulaincourt | 148 | TROUILLET Raphaël |
| Collège 1 | 441 | Parfondeval | 148 | CHRETIEN Isabelle |
| Collège 1 | 442 | Trucy | 148 | PUCHOIS François |
| Collège 1 | 443 | La Ville-aux-Bois-lès-Pontavert | 148 | VIANO Daniel |
| Collège 1 | 444 | Braye-en-Thiérache | 147 | DORGERE Bertrand |
| Collège 1 | 445 | Proix | 146 | LOMBARD Caroline |
| Collège 1 | 446 | Bassoles-Aulers | 145 | HERBULOT Isabelle |
| Collège 1 | 447 | Cys-la-Commune | 145 | DENIS Christian |
| Collège 1 | 448 | Chérêt | 144 | HARANG Francis |
| Collège 1 | 449 | Montigny-le-Franc | 144 | FRANQUET Alexandre |
| Collège 1 | 450 | Landricourt | 142 | WARNIER Eddy |
| Collège 1 | 451 | Lhuys | 142 | SEVE Alain |
| Collège 1 | 452 | Lor | 142 | FERON Didier |
| Collège 1 | 453 | Fleury | 141 | DANGER Jean-François |
| Collège 1 | 454 | Belleau | 140 | LEBOULANGER Emmanuel |
| Collège 1 | 455 | Barenton-sur-Serre | 138 | LECUYER Christian |
| Collège 1 | 456 | Bony | 138 | GYSELINCK Philippe |
| Collège 1 | 457 | Monampteuil | 138 | CHEVILLARD Joël |
| Collège 1 | 458 | Grand-Verly | 138 | FLAMANT Hervé |
| Collège 1 | 459 | Gergny | 137 | COMBA Jean-Pierre |
| Collège 1 | 460 | Goudelancourt-lès-Pierrepont | 137 | CHARPENTIER Aline |
| Collège 1 | 461 | Happencourt | 137 | NICOLAS Damien |
| Collège 1 | 462 | Courmont | 134 | DUJO Régis |
| Collège 1 | 463 | Dravegny | 134 | FERNANDEZ Françoise |
| Collège 1 | 464 | Cutry | 133 | LETRILLART Benoit |
| Collège 1 | 465 | Burelles | 132 | YVERNEAU Damien |
| Collège 1 | 466 | Pargny-les-Bois | 132 | TALON Jean-Marc |
| Collège 1 | 467 | Verneuil-sous-Coucy | 132 | CRONIER Gladys |
| Collège 1 | 468 | Filain | 131 | DE VRIENDT Hubert |
| Collège 1 | 469 | Fontaine-Uterte | 131 | MICHALAK Patrick |
| Collège 1 | 470 | Oulchy-la-Ville | 131 | FOUILLARD Christian |

| Collèges 'communes' | n° ordre / Collège | Nom de la commune | Population totale 2020 | Identité MAIRE |
|---|---|---|---|---|
| Collège 1 | 471 | Sainte-Croix | 131 | FLAMANT Sarah |
| Collège 1 | 472 | Châtillon-sur-Oise | 130 | GAMBIER Léon |
| Collège 1 | 473 | Marizy-Sainte-Geneviève | 130 | BAHU Nicolas |
| Collège 1 | 474 | Monceau-sur-Oise | 130 | FORTIN Marie-Claire |
| Collège 1 | 475 | Noroy-sur-Ourcq | 130 | KIPRIJANOVSKI Dragomir |
| Collège 1 | 476 | Toulis-et-Attencourt | 130 | LAUREAU Blandine |
| Collège 1 | 477 | Chevennes | 128 | LEGOUX Patrick |
| Collège 1 | 478 | Dagny-Lambercy | 128 | DIDIER Pierre |
| Collège 1 | 479 | Papleux | 128 | MEURA Frédéric |
| Collège 1 | 480 | Passy-sur-Marne | 128 | NAVARRE Alain |
| Collège 1 | 481 | Pont-Arcy | 128 | LAPLACE Christian |
| Collège 1 | 482 | Silly-la-Poterie | 128 | TROMBETTA Gérard |
| Collège 1 | 483 | Englancourt | 127 | CARLIER Daniel |
| Collège 1 | 484 | Muret-et-Crouttes | 127 | DAULE Hervé |
| Collège 1 | 485 | Aizelles | 126 | MERLO Jean-Marie |
| Collège 1 | 486 | Magny-la-Fosse | 126 | CAMUS Yannick |
| Collège 1 | 487 | Martigny-Courpierre | 126 | LAMBERT Christian |
| Collège 1 | 488 | Vézaponin | 126 | POTTIER Evelyne |
| Collège 1 | 489 | Mâchecourt | 125 | RASSIN Patrick |
| Collège 1 | 490 | Moussy-Verneuil | 124 | DELBART Jean-Noël |
| Collège 1 | 491 | Braye | 123 | FEBVAY LAUNE Géraldine |
| Collège 1 | 492 | Proviseux-et-Plesnoy | 123 | GOOSSENS Françoise |
| Collège 1 | 493 | Audignicourt | 122 | THERON Christophe |
| Collège 1 | 494 | Goussancourt | 122 | MOROY Françoise |
| Collège 1 | 495 | Ly-Fontaine | 122 | VASSEUR Jérôme |
| Collège 1 | 496 | Nampcelles-la-Cour | 122 | GUILLAUME Alain |
| Collège 1 | 497 | Clermont-les-Fermes | 121 | GARD Laurent |
| Collège 1 | 498 | Barenton-Cel | 120 | PETIT David |
| Collège 1 | 499 | Craonnelle | 120 | BOULANGER Pascal |
| Collège 1 | 500 | Saint-Nicolas-aux-Bois | 120 | DEBONNE Jean-Claude |
| Collège 1 | 501 | Étrépilly | 119 | POLIN Jean-Pierre |
| Collège 1 | 502 | Lierval | 119 | LECOMTE Jacques |
| Collège 1 | 503 | Rozoy-Bellevalle | 119 | BOLLAERT Pascal |
| Collège 1 | 504 | Cerny-lès-Bucy | 118 | MACHAIN Michel |
| Collège 1 | 505 | Saint-Martin-Rivière | 118 | PLATEAU Etienne |
| Collège 1 | 506 | Vendelles | 118 | PRUVOST Stéphane |
| Collège 1 | 507 | Vincy-Reuil-et-Magny | 118 | VAN RUYMBEKE Edmond |
| Collège 1 | 508 | Neuville-sur-Margival | 117 | LECLERCQ Laurent |
| Collège 1 | 509 | Franqueville | 116 | LEMOINE Jean-Louis |
| Collège 1 | 510 | Renneval | 116 | BURY-HANON Céline |
| Collège 1 | 511 | Ronchères | 115 | BANDRY Jean-Pierre |
| Collège 1 | 512 | Saint-Mard | 115 | JACQUEMIN Claude |
| Collège 1 | 513 | Dhuizel | 114 | LALLIER Corinne |

| Collèges 'communes' | n° ordre / Collège | Nom de la commune | Population totale 2020 | Identité MAIRE |
|---|---|---|---|---|
| Collège 1 | 514 | Lugny | 114 | PAINVIN Yann |
| Collège 1 | 515 | Berlise | 113 | JACQUES Michaël |
| Collège 1 | 516 | Rogny | 113 | DELAPORTE Jean-René |
| Collège 1 | 517 | Beugneux | 111 | CALLAY Etienne |
| Collège 1 | 518 | Missy-lès-Pierrepont | 109 | BAS Betty |
| Collège 1 | 519 | Berlancourt | 108 | TORRE Philippe |
| Collège 1 | 520 | Chermizy-Ailles | 108 | MOGLIA Johnny |
| Collège 1 | 521 | Aubigny-en-Laonnois | 107 | RAVERDY Thierry |
| Collège 1 | 522 | Blanzy-lès-Fismes | 107 | FERTE Dominique |
| Collège 1 | 523 | Bourguignon-sous-Coucy | 107 | REBOUR Daniel |
| Collège 1 | 524 | La Croix-sur-Ourcq | 107 | GAUTIER Ludovic |
| Collège 1 | 525 | Neuville-sur-Ailette | 107 | COLLANGE Claude |
| Collège 1 | 526 | Armentières-sur-Ourcq | 106 | BOCQUET Jean-Pierre |
| Collège 1 | 527 | Bouffignereux | 106 | RAVAUX Martine |
| Collège 1 | 528 | Leury | 106 | HERPE Thérèse |
| Collège 1 | 529 | Prisces | 106 | SCARCERIAUX Valérie |
| Collège 1 | 530 | Rogécourt | 106 | ALLART Nicole |
| Collège 1 | 531 | Monnes | 104 | AUBERT Richard |
| Collège 1 | 532 | Nampteuil-sous-Muret | 104 | DE REKENEIRE Claude |
| Collège 1 | 533 | Lesges | 103 | CHAUVIN Jérôme |
| Collège 1 | 534 | Vendresse-Beaulne | 103 | CAILLIEZ Bruno |
| Collège 1 | 535 | Cuiry-Housse | 102 | DE SUTTER Côme |
| Collège 1 | 536 | Sancy-les-Cheminots | 102 | LEMAIRE Michel |
| Collège 1 | 537 | Soize | 102 | PAPIN Philippe |
| Collège 1 | 538 | Surfontaine | 102 | BEAUVAIS Didier |
| Collège 1 | 539 | Thiernu | 102 | GUERIN Jean-Claude |
| Collège 1 | 540 | Dohis | 101 | LATOUR Alain |
| Collège 1 | 541 | Launoy | 100 | SAMIER Jean-Luc |
| Collège 1 | 542 | Lempire | 100 | CORNAILLE Thierry |
| Collège 1 | 543 | Missy-aux-Bois | 100 | COUVREUR Gérard |
| Collège 1 | 544 | Erloy | 98 | PREDHOMME Raymond |
| Collège 1 | 545 | Soucy | 98 | GOBBE Daniel |
| Collège 1 | 546 | Beaumé | 94 | HESTERS Jean-Luc |
| Collège 1 | 547 | Neuflieux | 93 | FREMAUX Bruno |
| Collège 1 | 548 | Vregny | 93 | TORDEUX Noël |
| Collège 1 | 549 | Loupeigne | 92 | EGLOFF Didier |
| Collège 1 | 550 | Morgny-en-Thiérache | 92 | LECLERCQ Hervé |
| Collège 1 | 551 | Bièvres | 91 | BIEDAL Pierre |
| Collège 1 | 552 | Archon | 90 | DUFOURG Nicolas |
| Collège 1 | 553 | Cerseuil | 90 | GUYOT Jacques |
| Collège 1 | 554 | Courchamps | 90 | DECOCK Roland |
| Collège 1 | 555 | Vassogne | 90 | VILLEQUEY Franck |
| Collège 1 | 556 | Celles-lès-Condé | 88 | BEAUCHARD Jordane |

| Collèges 'communes' | n° ordre / Collège | Nom de la commune | Population totale 2020 | Identité MAIRE |
|---|---|---|---|---|
| Collège 1 | 557 | Chaudardes | 88 | RINCHEVAL Johan |
| Collège 1 | 558 | Marfontaine | 88 | HU Daniel |
| Collège 1 | 559 | Vichel-Nanteuil | 87 | LARCHE Marie-Odile |
| Collège 1 | 560 | Montchâlons | 86 | BOURGEOIS Louis |
| Collège 1 | 561 | Oulches-la-Vallée-Foulon | 86 | CHOTIN Gaëlle |
| Collège 1 | 562 | Grandrieux | 85 | BART Nicole |
| Collège 1 | 563 | Trefcon | 85 | ROZIER Véronique |
| Collège 1 | 564 | Pithon | 84 | GENSE Caroline |
| Collège 1 | 565 | Saint-Thomas | 84 | GIRARD Hervé |
| Collège 1 | 566 | Augy | 83 | RUFFY Didier |
| Collège 1 | 567 | Châtillon-lès-Sons | 83 | VENET François |
| Collège 1 | 568 | Raillimont | 83 | LORIETTE Monique |
| Collège 1 | 569 | Romery | 83 | DECORTE Marcel |
| Collège 1 | 570 | Sainte-Preuve | 83 | DEGREMONT Nathalie |
| Collège 1 | 571 | Ville-Savoye | 83 | MELLING Patrick |
| Collège 1 | 572 | Craonne | 82 | HERMET Geneviève |
| Collège 1 | 573 | Chéry-lès-Rozoy | 81 | LUCE Fabrice |
| Collège 1 | 574 | Colonfay | 81 | CAUET Thierry |
| Collège 1 | 575 | Germaine | 81 | DESMASURES Jean-Claude |
| Collège 1 | 576 | Noircourt | 81 | MONARQUE Thérèse |
| Collège 1 | 577 | Ostel | 81 | NIQUET Didier |
| Collège 1 | 578 | Cuiry-lès-Chaudardes | 80 | BRIDIER Tony |
| Collège 1 | 579 | Ploisy | 79 | LEROUX François |
| Collège 1 | 580 | Saint-Thibaut | 78 | MERCIER Sébastien |
| Collège 1 | 581 | Droizy | 77 | GIROD Paul |
| Collège 1 | 582 | Mont-Saint-Jean | 77 | FEUILLET Patrick |
| Collège 1 | 583 | Moulins | 77 | CHAYOUX Jean-Pierre |
| Collège 1 | 584 | Paissy | 77 | BEROUDIAUX Fabrice |
| Collège 1 | 585 | Pargnan | 77 | CARAMELLE Bertrand |
| Collège 1 | 586 | Villers-Agron-Aiguizy | 77 | FERRY Xavier |
| Collège 1 | 587 | Licy-Clignon | 76 | JUILLET Jean-Etienne |
| Collège 1 | 588 | Macogny | 76 | BIZOUARD Olivier |
| Collège 1 | 589 | Mont-Saint-Martin | 76 | BESONHE Grégory |
| Collège 1 | 590 | Ancienville | 75 | DESBOVES Alain |
| Collège 1 | 591 | Gronard | 75 | DE WEVER Alexis |
| Collège 1 | 592 | Torcy-en-Valois | 75 | PASCARD Dominique |
| Collège 1 | 593 | Logny-lès-Aubenton | 74 | LEFEVRE Philippe |
| Collège 1 | 594 | Le Plessier-Huleu | 74 | BOUDEELE Jean-Michel |
| Collège 1 | 595 | Cuissy-et-Geny | 73 | IGRAS Pierre |
| Collège 1 | 596 | Voharies | 73 | DESESTRE Jérôme |
| Collège 1 | 597 | Sainte-Geneviève | 71 | LABROCHE Guy |
| Collège 1 | 598 | Ambrief | 70 | BERTIN Nicolas |
| Collège 1 | 599 | Bagneux | 70 | DUBOIS Jean-Marie |

| Collèges 'communes' | n° ordre / Collège | Nom de la commune | Population totale 2020 | Identité MAIRE |
|---|---|---|---|---|
| Collège 1 | 600 | Coingt | 69 | HUYGHE Pascal |
| Collège 1 | 601 | La Neuville-Housset | 69 | CHATELAIN Laurence |
| Collège 1 | 602 | Orgeval | 68 | TRONEL Benoît |
| Collège 1 | 603 | Bray-Saint-Christophe | 67 | LEGRAND Benoit |
| Collège 1 | 604 | Cerizy | 67 | CARLIER Jean-Christophe |
| Collège 1 | 605 | Cierges | 67 | BERECHE Jean-Marie |
| Collège 1 | 606 | Courtrizy-et-Fussigny | 67 | CHAUPIN Ludovic |
| Collège 1 | 607 | Crupilly | 67 | VALLIET Odile |
| Collège 1 | 608 | Jumigny | 65 | CARPENTIER Matthias |
| Collège 1 | 609 | Montigny-lès-Condé | 65 | VERDOOLAEGHE Georges |
| Collège 1 | 610 | Cerny-en-Laonnois | 64 | VUAROQUEAUX Claude |
| Collège 1 | 611 | Montigny-sous-Marle | 64 | LEGOUX Francis |
| Collège 1 | 612 | Ribeauville | 63 | COQUART Maurice |
| Collège 1 | 613 | Contescourt | 62 | MORTELLI Roland |
| Collège 1 | 614 | Nanteuil-Notre-Dame | 62 | FOULON Didier |
| Collège 1 | 615 | Sommelans | 62 | DELERUE Jean-Marc |
| Collège 1 | 616 | Quincy-Basse | 61 | TURQUIN Guy |
| Collège 1 | 617 | Quincy-sous-le-Mont | 61 | BOCHET Patrick |
| Collège 1 | 618 | Pancy-Courtecon | 58 | BRICOT Martine |
| Collège 1 | 619 | Les Autels | 57 | HALLE Eric |
| Collège 1 | 620 | Goudelancourt-lès-Berrieux | 57 | RAHON François |
| Collège 1 | 621 | Brie | 55 | GUILLAUCOURT Jack |
| Collège 1 | 622 | Houry | 55 | LECOYER Régis |
| Collège 1 | 623 | Saint-Pierre-lès-Franqueville | 55 | LEFEBVRE Jean-Luc |
| Collège 1 | 624 | Serval | 54 | BEAULIEU Jean-Marc |
| Collège 1 | 625 | Arrancy | 53 | HARANT Georges |
| Collège 1 | 626 | Muscourt | 53 | VERHOESTRAETE Olivier |
| Collège 1 | 627 | Meurival | 52 | ZIOMECK Michaël |
| Collège 1 | 628 | Priez | 52 | BAHU Yves |
| Collège 1 | 629 | Dolignon | 51 | BIENAIME Corinne |
| Collège 1 | 630 | Marizy-Saint-Mard | 51 | GHEKIERE Damien |
| Collège 1 | 631 | Saint-Clément | 50 | CANON Mathieu |
| Collège 1 | 632 | Montbavin | 46 | TELLIER Alexandre |
| Collège 1 | 633 | Saint-Pierremont | 44 | LOMBARD Marcel |
| Collège 1 | 634 | Vuillery | 44 | NIVART Jean-Luc |
| Collège 1 | 635 | Gibercourt | 43 | NUTTENS Michel |
| Collège 1 | 636 | Rouvroy-sur-Serre | 41 | BERTRAND Thérèse |
| Collège 1 | 637 | Vauxtin | 39 | DEGOUVE Joanne |
| Collège 1 | 638 | Lanchy | 38 | DE ROMANCE Xavier |
| Collège 1 | 639 | Éparcy | 36 | BAILLY Pascal |
| Collège 1 | 640 | Montgru-Saint-Hilaire | 33 | LEVEQUE Philippe |
| Collège 1 | 641 | Bieuxy | 31 | DOURNEL Isabelle |
| Collège 1 | 642 | Courbes | 31 | LAVAL Monique |

| Collèges 'communes' | n° ordre / Collège | Nom de la commune | Population totale 2020 | Identité MAIRE |
|---|---|---|---|---|
| Collège 1 | 643 | Cuiry-lès-Iviers | 29 | GUILMART Faustin |
| Collège 1 | 644 | Bancigny | 26 | WOIMANT Michel |
| Collège 1 | 645 | Hinacourt | 26 | SALINGUE Brigitte |
| Collège 1 | 646 | Ployart-et-Vaurseine | 21 | HARANT François |
| Collège 1 | 647 | Bruys | 19 | FILLIOUD Patrick |
| Collège 1 | 648 | Tannières | 16 | LE ROUX Jean-Roch |
| Collège 2 | 649 | Saint-Quentin | 55 098 | MACAREZ Frédérique |
| Collège 2 | 650 | Soissons | 29 176 | CREMONT Alain |
| Collège 2 | 651 | Laon | 25 549 | DELHAYE Eric |
| Collège 2 | 652 | Château-Thierry | 15 486 | EUGENE Sébastien |
| Collège 2 | 653 | Tergnier | 13 642 | CARREAU Michel |
| Collège 3 | 654 | Chauny | 12 317 | LIEVIN Emmanuel |
| Collège 3 | 655 | Villers-Cotterêts | 11 309 | BRIFFAUT Franck |
| Collège 3 | 656 | Hirson | 9 001 | THOMAS Jean-Jacques |
| Collège 3 | 657 | Bohain-en-Vermandois | 5 754 | ROJO Yann |
| Collège 3 | 658 | Gauchy | 5 360 | WEBER Jean-Marc |
| Collège 3 | 659 | Guise | 4 929 | COCHET Hugues |
| Collège 3 | 660 | Belleu | 3 861 | MONTARON Philippe |
| Collège 3 | 661 | Saint-Michel | 3 475 | VERDAVAINE Thierry |
| Collège 3 | 662 | Fère-en-Tardenois | 3 108 | ROSELEUX Jean-Paul |
| Collège 3 | 663 | Fresnoy-le-Grand | 3 014 | FLAMANT Pierre |
| Collège 3 | 664 | La Fère | 2 999 | VILAIN Marie-Noëlle |
| Collège 3 | 665 | Crouy | 2 952 | PLATRIER Claude |
| Collège 3 | 666 | Essômes-sur-Marne | 2 851 | BERGAULT Jean-Paul |
| Collège 3 | 667 | Villeneuve-sur-Aisne | 2 740 | TIMMERMAN Philippe |
| Collège 3 | 668 | Beautor | 2 727 | GOARIN Jackie |
| Collège 3 | 669 | Athies-sous-Laon | 2 663 | BRUN Yves |
| Collège 3 | 670 | Vervins | 2 660 | PRINCE Jean-Marc |
| Collège 3 | 671 | Charly-sur-Marne | 2 659 | PLANSON Patricia |
| Collège 3 | 672 | Le Nouvion-en-Thiérache | 2 630 | CAIL Roselyne |
| Collège 3 | 673 | Anizy-le-Grand | 2 584 | CENTONZE SANDRAS Ambroise |
| Collège 3 | 674 | Villeneuve-Saint-Germain | 2 533 | DESUMEUR Alex |
| Collège 3 | 675 | Saint-Gobain | 2 320 | MATHIEU Frédéric |
| Collège 3 | 676 | Marle | 2 305 | PERTIN Jean-Luc |
| Collège 3 | 677 | La Ferté-Milon | 2 243 | LE FRERE Céline |
| Collège 3 | 678 | Braine | 2 238 | RAMPELBERG François |
| Collège 3 | 679 | Nogent-l'Artaud | 2 214 | DUCLOS Dominique |
| Collège 3 | 680 | Sissonne | 2 133 | VANNOBEL Christian |
| Collège 3 | 681 | Neuilly-Saint-Front | 2 112 | BINIEC Françoise |
| Collège 3 | 682 | Sinceny | 2 082 | PEZET Bernard |
| Collège 3 | 683 | Vailly-sur-Aisne | 2 040 | BATTEFORT Arnaud |
| Collège 3 | 684 | Ribemont | 2 009 | PAQUET Vincent |
| Collège 3 | 685 | Bucy-le-Long | 1 922 | ROUTIER Thierry |

| Collèges 'communes' | n° ordre / Collège | Nom de la commune | Population totale 2020 | Identité MAIRE |
|---|---|---|---|---|
| Collège 3 | 686 | Crépy | 1 868 | FERON Fabrice |
| Collège 3 | 687 | La Capelle | 1 867 | WERY Johann |
| Collège 3 | 688 | Courmelles | 1 856 | SVRCEK Arnaud |
| Collège 3 | 689 | Cuffies | 1 824 | CORNEILLE Jean-Pierre |
| Collège 3 | 690 | Pinon | 1 780 | VITU Patrick |
| Collège 3 | 691 | Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt | 1 763 | NORMAND Alain |
| Collège 3 | 692 | Viry-Noureuil | 1 743 | FAREZ Jean |
| Collège 3 | 693 | Flavy-le-Martel | 1 716 | JULIEN Patrick |
| Collège 3 | 694 | Origny-Sainte-Benoite | 1 701 | BURILLON Dominique |
| Collège 3 | 695 | Charmes | 1 680 | COCU Bruno |
| Collège 3 | 696 | Montescourt-Lizerolles | 1 679 | LINIER Stéphane |
| Collège 3 | 697 | Vic-sur-Aisne | 1 676 | RUELLE Bernard |
| Collège 3 | 698 | Harly | 1 646 | DESTOMBES Bernard |
| Collège 3 | 699 | Bruyères-et-Montbérault | 1 568 | TOKARSKI Marie-Pierre |
| Collège 3 | 700 | Brasles | 1 565 | CONTOZ Julie |
| Collège 3 | 701 | Crécy-sur-Serre | 1 515 | VERZELEN Pierre-Jean |
| Collège 3 | 702 | Homblières | 1 510 | GOMEL Francine |
| Collège 3 | 703 | Origny-en-Thiérache | 1 481 | PINCKERS Christiane |
| Collège 3 | 704 | Étreux | 1 468 | NOISETTE Joël |
| Collège 3 | 705 | Aulnois-sous-Laon | 1 453 | DUMAY Denis |
| Collège 3 | 706 | Beaurevoir | 1 443 | WABONT Christian |
| Collège 3 | 707 | Holnon | 1 427 | RISBOURG Florent |
| Collège 3 | 708 | Folembray | 1 404 | PORTAS Jacques |
| Collège 3 | 709 | Liesse-Notre-Dame | 1 404 | CALMUS Philippe |
| Collège 3 | 710 | Chézy-sur-Marne | 1 398 | BEREAUX Jean-Claude |
| Collège 3 | 711 | Venizel | 1 395 | LEBEE Stéphanie |
| Collège 3 | 712 | Montreuil-aux-Lions | 1 383 | DEVRON Olivier |
| Collège 3 | 713 | Grugies | 1 382 | BRISON Alain |
| Collège 3 | 714 | Blérancourt | 1 348 | LAPLACE Patrick |
| Collège 3 | 715 | Montcornet | 1 347 | HENNEQUIN Thomas |
| Collège 3 | 716 | Boué | 1 339 | DONNAY Eric |
| Collège 3 | 717 | Coincy | 1 329 | ARNEFAUX Alain |
| Collège 3 | 718 | Crézancy | 1 314 | MANGIN Eric |
| Collège 3 | 719 | Étampes-sur-Marne | 1 280 | MAGNIER Jean-Luc |
| Collège 3 | 720 | Jussy | 1 278 | GONDRY Jean-Marie |
| Collège 3 | 721 | Nesles-la-Montagne | 1 265 | AMELOT Stéphan |
| Collège 3 | 722 | Viels-Maisons | 1 247 | LEMOINE Alexandre |
| Collège 3 | 723 | Étreillers | 1 229 | RÉMY Jean-Marie |
| Collège 3 | 724 | Ambleny | 1 209 | BOUVIER Jean-Marie |
| Collège 3 | 725 | Les Septvallons | 1 200 | COLPART Alain |
| Collège 3 | 726 | Buironfosse | 1 184 | WATTIER Marie-Anne |
| Collège 3 | 727 | Mons-en-Laonnois | 1 180 | CHARLES Gérard |
| Collège 3 | 728 | Billy-sur-Aisne | 1 175 | DE BAERE Jean-François |

| Collèges 'communes' | n° ordre / Collège | Nom de la commune | Population totale 2020 | Identité MAIRE |
|---|---|---|---|---|
| Collège 3 | 729 | Villiers-Saint-Denis | 1 138 | "PLATEAUX Jean |
| Collège 3 | 730 | Ognes | 1 135 | GOETZ Patricia |
| Collège 3 | 731 | La Flamengrie | 1 128 | FOURDRINIER Jean |
| Collège 3 | 732 | Chierry | 1 124 | SCLAVON Jean-marc |
| Collège 3 | 733 | Vermand | 1 123 | BONIFACE Jean-Pierre |
| Collège 3 | 734 | Seboncourt | 1 109 | LEGRAND Hugues |
| Collège 3 | 735 | Fontaine-lès-Vervins | 1 095 | MARLOT Laurent |
| Collège 3 | 736 | Bézu-Saint-Germain | 1 069 | GRADOS Jean-Luc |
| Collège 3 | 737 | Itancourt | 1 066 | NOLLET Régis |
| Collège 3 | 738 | Sains-Richaumont | 1 063 | VIEVILLE Jean-Pierre |
| Collège 3 | 739 | Bichancourt | 1 058 | DEDUN Patrick |
| Collège 3 | 740 | Mondrepuis | 1 055 | COQUELET Fabien |
| Collège 3 | 741 | Essigny-le-Grand | 1 046 | GRZEZICZAK Philippe |
| Collège 3 | 742 | Pasly | 1 039 | CAMACHO Philippe |
| Collège 3 | 743 | Acy | 1 035 | MATHAUT Dominique |
| Collège 3 | 744 | Nogentel | 1 035 | BUREL Régis |
| Collège 3 | 745 | Coucy-le-Château-Auffrique | 1 031 | BOUTROY Sophie |
| Collège 3 | 746 | Rozoy-sur-Serre | 1 022 | FLUCHER José |
| Collège 3 | 747 | Frières-Faillouël | 1 013 | LAURISTON Charles-Edouard |
| Collège 3 | 748 | Gricourt | 1 007 | VARLET Roland |
| Collège 3 | 749 | Moÿ-de-l'Aisne | 993 | MARTIN Frédéric |
| Collège 3 | 750 | Mercin-et-Vaux | 983 | CAUDRON Laurent |
| Collège 3 | 751 | Wassigny | 975 | LEPOUSEZ Franck |
| Collège 3 | 752 | Trélou-sur-Marne | 967 | GIRARDIN Daniel |
| Collège 3 | 753 | Vendeuil | 963 | DA FONSECA André |
| Collège 3 | 754 | Couvron-et-Aumencourt | 947 | RIBEIRO Carole |
| Collège 3 | 755 | Ciry-Salsogne | 939 | KANIEWSKI Dominique |
| Collège 3 | 756 | Vaux-Andigny | 936 | THIEULEUX Bernadette |
| Collège 3 | 757 | Chassemy | 895 | JEUX Thierry |
| Collège 3 | 758 | Buire | 886 | DEMEAUX Maurice |
| Collège 3 | 759 | Lehaucourt | 885 | PINÇON Michel |
| Collège 3 | 760 | Esquéhéries | 869 | COMPERE Alain |
| Collège 3 | 761 | Étréaupont | 867 | DEGARDIN-BRUY Michèle |
| Collège 3 | 762 | Neuville-Saint-Amand | 862 | HENRION Ghislain |
| Collège 3 | 763 | Chambry | 860 | JOSSEAUX Olivier |
| Collège 3 | 764 | Beaurieux | 854 | COFFINET Jean-Paul |
| Collège 3 | 765 | Mont-d'Origny | 851 | ALLART Gérard |
| Collège 3 | 766 | Lesdins | 844 | BLONDEL Fabien |
| Collège 3 | 767 | Chavignon | 842 | BOURNONVILLE Catherine |
| Collège 3 | 768 | Dhuys et Morin-en-Brie | 834 | MOROY Alain |
| Collège 3 | 769 | Bourg-et-Comin | 833 | DUVAL Michel |
| Collège 3 | 770 | Oulchy-le-Château | 833 | BRIOUX Jean-Pierre |
| Collège 3 | 771 | Montbrehain | 829 | DIRSON Gabriel |

| Collèges 'communes' | n° ordre / Collège | Nom de la commune | Population totale 2020 | Identité MAIRE |
|---|---|---|---|---|
| Collège 3 | 772 | Autreville | 827 | BABILOTTE Michel |
| Collège 3 | 773 | Lesquielles-Saint-Germain | 817 | DUCHANGE Bouchra |
| Collège 3 | 774 | Corbeny | 807 | VANDOIS Dany |
| Collège 3 | 775 | Vauxbuin | 806 | BOBIN David |
| Collège 3 | 776 | Pavant | 796 | CASSIDE Olivier |
| Collège 3 | 777 | Omissy | 795 | FRANCOIS Christophe |
| Collège 3 | 778 | Seraucourt-le-Grand | 786 | LURIN Roger |
| Collège 3 | 779 | Cessières-Suzy | 783 | BERTELOOT Pierre |
| Collège 3 | 780 | Ressons-le-Long | 780 | REBEROT Nicolas |
| Collège 3 | 781 | Montaigu | 771 | MITOUART Caroline |
| Collège 3 | 782 | Beuvardes | 764 | RICHARD Catherine |
| Collège 3 | 783 | Dizy-le-Gros | 762 | APPERT Martin |
| Collège 3 | 784 | Amigny-Rouy | 758 | DUHENOY Joël |
| Collège 3 | 785 | Barisis-aux-Bois | 752 | PERNAUT Guy |
| Collège 3 | 786 | Mont-Notre-Dame | 743 | LAFLEUR Dominique |
| Collège 3 | 787 | Saulchery | 732 | PETIT Corinne |
| Collège 3 | 788 | Brancourt-en-Laonnois | 720 | ROUYER THIEBAUT Marie-Laure |
| Collège 3 | 789 | Vivaise | 719 | SIMPHAL Rémi |
| Collège 3 | 790 | Chéry-lès-Pouilly | 718 | BOCHET Eric |
| Collège 3 | 791 | Condren | 718 | FLORIN Claude |
| Collège 3 | 792 | Montigny-Lengrain | 718 | MOUNY Chantal |
| Collège 3 | 793 | Mont-Saint-Père | 714 | CORDIVAL Gilles |
| Collège 3 | 794 | Prémont | 713 | COLLET Michel |
| Collège 3 | 795 | Nauroy | 712 | FROMENT Jean-Jacques |
| Collège 3 | 796 | Pommiers | 699 | GRANDO Anthony |
| Collège 3 | 797 | Gandelu | 696 | BOUDEVILLE Denis |
| Collège 3 | 798 | Condé-en-Brie | 695 | MOYSE Dominique |
| Collège 3 | 799 | Festieux | 685 | BUVRY Benoît |
| Collège 3 | 800 | Gizy | 684 | PHILIPPOT Claude |

collège n°4

**Renouvellement de la commission départementale de coopération intercommunale 2020**
Collège électoral habilité à désigner les représentants des
Établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre

| Présidents 2020 | EPCI à fiscalité propre |
|---|---|
| IGNASZAK Dominique | Communauté d'agglomération Chauny Tergnier La Fère |
| HAY Etienne | Communauté d'agglomération de la région de Château-Thierry |
| DELHAYE Eric | Communauté d'agglomération du Pays de Laon |
| MACAREZ Frédérique | Communauté d'agglomération du Saint Quentinois |
| CREMONT Alain | GrandSoissons Agglomération |
| LORAIN Alain | Communauté de communes de la Champagne Picarde |
| CAMBRAYE Olivier | Communauté de communes de la Thiérache du Centre |
| PAGNON Jean-François | Communauté de communes des Portes de la Thiérache |
| MUZART Hervé | Communauté de communes du canton d'Oulchy le Château |
| CLOBOURSE Elisabeth | Communauté de communes du canton de Charly-sur-Marne |
| COFFINET Jean-Paul | Communauté de communes du Chemin des Dames |
| VERZELEN Pierre-Jean | Communauté de communes du Pays de la Serre |
| THOMAS Jean-Jacques | Communauté de communes du Pays des Trois Rivières |
| LECLERE Marcel | Communauté de communes du Pays du Vermandois |
| ROUTIER Thierry | Communauté de communes du Val de l'Aisne |
| BEAUVAIS Didier | Communauté de communes du Val de L'oise |
| MORLET Vincent | Communauté de communes Picardie des Châteaux |
| DE MONTESQUIOU Alexandre | Communauté de communes Retz en Valois |
| COCHET Hugues | Communauté de communes Thiérache Sambre et Oise |

**Renouvellement de la commission départementale de coopération intercommunale 2020**
Collège électoral habilité à désigner les représentants des syndicats mixtes et des syndicats de communes

| n° Ordre | Commune siège | Nom du groupement | identité du Président |
|---|---|---|---|
| 1 | Abbécourt | Syndicat de regroupement scolaire d'Abbecourt et de Marest Dampcourt | LAVERDURE-MERVILLE Jeanne |
| 2 | Acy | Syndicat intercommunal de regroupement scolaire d'Acy et Serches | GUINET-COSTENOBLE Martine |
| 3 | Arcy-Sainte-Restitue | Syndicat des eaux de la région d'Arcy-Sainte-Restitue | |
| 4 | Aubenton | Syndicat des eaux de la région d'Aubenton | FEUILLET Patrick |
| 5 | Aulnois sous laon | Syndicat mixte du pôle du Griffon | |
| 6 | Autremencourt | Syndicat Intercommunal d'adduction d'eau de la région d'Autremencourt | POTART Dominique |
| 7 | Autreville | Syndicat des eaux de la région de Sinceny-Autreville | |
| 8 | Barenton-Bugny | Syndicat de regroupement scolaire de Barenton-Bugny | BEVIERE Eric |
| 9 | Laon | VALOR'AISNE | |
| 10 | Barzy-sur-Marne | Syndicat intercommunal d'aménagement viticole de Barzy-sur-Marne et de Passy-sur-Marne | |
| 11 | Beaurieux | Syndicat scolaire des Trois Vallées | JANNIN Richard |
| 12 | Belleu | Syndicat mixte collège Belleu | |
| 13 | Bernot | Syndicat des eaux de Bernot et Neuvillette | FOUBERT Olivier |
| 14 | Bernot | Syndicat scolaire de Bernot | FOUBERT Olivier |
| 15 | Berny-Rivière | Syndicat intercommunal de regroupement scolaire de Saint-Christophe-à-Berry et Berny-Riviere | FIQUET Dominique |
| 16 | Béthancourt-en-Vaux | Syndicat de regroupement scolaire de Neuflieux | REYNAERT M-Christine |
| 17 | Beuvardes | Le Point du Jour syndicat scolaire | BAILLEUL Martial |
| 18 | Blanzy-les-Fismes | Syndicat d'adduction d'eau de Blanzy-les-Fismes et Perles | FERTE Dominique |
| 19 | Bohain-en-Vermandois | Syndicat à vocation unique de Bohain Fresnoy Le Grand | MARECAT Jean-Louis |
| 20 | Bonneil | Syndicat intercommunal d'aménagement viticole d'Azy-sur-Marne et Bonneil | |
| 21 | Bosmont-sur-Serre | Syndicat des eaux du Châtelet | |
| 22 | Bourg-et-Comin | Syndicat du bassin versant de l'Aisne axonaise non navigable | |
| 23 | Bourg-et-Comin | Syndicat Intercommunal de regroupement scolaire de la Vallée de l'Aisne | LAPLACE Christian |
| 24 | Braine | Syndicat intercommunal du secteur scolaire de Braine | |
| 25 | Braine | Syndicat intercommunal d'accueil scolaire Brainois | GUYOT Jacques |
| 26 | Braye | Syndicat des eaux de Braye | |

liste collège n°5

| n° Ordre | Commune siège | Nom du groupement | identité du Président |
|---|---|---|---|
| 27 | Braye-en-Thiorache | Syndicat des eaux de la région de Braye en Thiérache | |
| 28 | Breny | Syndicat des écoles regroupées de Breny | LEVEQUE Philippe |
| 29 | Brissay-Choigny | Syndicat du bassin versant de l'Oise aval axonaise | |
| 30 | Brissy Hamegicourt | Syndicat d'adduction d'eau de la région de Sery-les-Mézières et de la vallée de l'Oisel | |
| 31 | Bruyères-et-Montbérault | Syndicat scolaire des côteaux du Laonnois | LIENARD Jean-Luc |
| 32 | Camelin | Syndicat intercommunal de Camelin, Besmé et Bourguignon | RABEUF Monique |
| 33 | Cessières | Syndicat de regroupement scolaire de Suzy-Faucoucourt-Cessières | BERTELOOT Pierre |
| 34 | Chacrise | Syndicat scolaire intercommunal de la vallée de la crise | DELATTRE Arnaud |
| 35 | Chamouille | Regroupement scolaire de l'Ailette et de la Bièvre | BOSKOVIC Véronique |
| 36 | Charly-sur-Marne | Syndicat d'assainissement du canton de Charly-sur-Marne | LUQUIN Emeric |
| 37 | Charly-sur-Marne | Syndicat du collège de Charly-sur-Marne | |
| 38 | Chauny | SyndIcat mixte du pays chaunois | |
| 39 | Chavonne | Syndicat des eaux de la vallée de l'aisne | PASQUIER André-Louis |
| 40 | Chéry-Chartreuve | SIVOM de Chery-Chartreuve | DECAUCHE Thierry |
| 41 | Chézy sur Marne | Syndicat assainissement Azy Bonneil Chézy sur Marne | BEREAUX Jean-Claude |
| 42 | Chézy-en-Orxois | Syndicat intercommunal des écoles regroupées de Chezy-Dammard-Monnes | RICHARDOT Vincent |
| 43 | Chivres-Val | Syndicat des eaux de Bucy-le-long | DAUTREMEPUITS Denis |
| 44 | Chivy-les-Etouvelles | Syndicat du bassin versant de l'Ardon et de l'Ailette | |
| 45 | Chivy-les-Etouvelles | Union des syndicats aménagement et gestion milieux aquatiques | |
| 46 | Ciry-Salsogne | Syndicat scolaire intercommunal de Chassemy | DORVIAL Marie-Laure |
| 47 | Clacy-et-Thierret | Syndicat des eaux de la région ouest de Laon | BLEUET Philippe |
| 48 | Coeuvres-et-Valsery | Syndicat mixte des personnels communaux | LETRILLART Benoit |
| 49 | Coeuvres-et-Valsery | Syndicat intercommunal du secteur scolaire de Coeuvres-et-Valsery | DAVIN Benoit |
| 50 | Condé-en-Brie | Syndicat des écoles regroupées Condé-en-Brie | RAHIR Brigitte |
| 51 | Condé-en-Brie | Syndicat intercommunal du secteur scolaire de Condé-en-Brie | |
| 52 | Condé-sur-Suippe | Syndicat intercommunal de regroupement scolaire de la Vallée de la Suippe | IMBERT Thierry |
| 53 | Connigis | Syndicat intercommunal des écoles regroupées de Connigis | DIEDIC Nicolas |
| 54 | Corbeny | Syndicat intercommunal de regroupement scolaire élémentaire de Corbeny | |

liste collège n°5

| n° Ordre | Commune siège | Nom du groupement | identité du Président |
|---|---|---|---|
| 55 | Coucy-le-Château | Syndicat de regroupement scolaire de Coucy | DEMADE Jocelyne |
| 56 | Coulonges-Cohan | Syndicat intercommunal à vocation scolaire de Coulonges-Cohan | STRAGIER Véronique |
| 57 | Courcelles-sur-Vesle | Syndicat de regroupement scolaire de Bazoches sur Vesle | VALLEE Thierry |
| 58 | Courmelles | Syndicat des eaux du Soissonnais et du Valois | |
| 59 | Courtemont-Varennes | Syndicat intercommunal scolaire de la vallée de la Marne | DURTHALER Jacques |
| 60 | Coutemont-Varennes | Syndicat mixte Marne et Surmelin | |
| 61 | Crécy-sur-Serre | Syndicat Intercommunal du Collège de Crécy-sur-Serre | LHOTTE Thierry |
| 62 | Crécy-sur-Serre | Syndicat du bassin versant de la Serre aval | |
| 63 | Crécy-sur-Serre | Syndicat des écoles de la Serre | VERZELEN Pierre-Jean |
| 64 | Crépy | Syndicat d'alimentation en eau potable de la région de Crépy-en-Laonnois | |
| 65 | Crépy | Syndicat Intercommunal scolaire de la région de CREPY | FERON Fabrice |
| 66 | Croix-Fonsomme | Syndicat des eaux du val de Croix | DOBBELS Arnaud |
| 67 | Crouy | Syndicat de regroupement scolaire concentre de la vallée de la Jocienne | MAUGRAS Chantal |
| 68 | Cuffies | Syndicat intercommunal scolaire de Cuffies | CORNEILLE Jean-Pierre |
| 69 | Cugny | Syndicat intercommunal pour le regroupement et le fonctionnement des écoles de Cugny | BONO Michel |
| 70 | Dampleux | Syndicat intercommunal scolaire de la Savière | POTEAU Christian |
| 71 | Dhuys et Morin en Brie | Syndicat du bassin versant du petit Morin amont | |
| 72 | Ebouleau | Syndicat Intercommunal d'adduction d'eau d'Ebouleau et environs | VAN DEN AVENNE Urbain |
| 73 | Effry | Syndicat scolaire de Effry et Wimy | TISSEUR Sylvine |
| 74 | Erlon | Syndicat d'adduction d'eau d'Erlon | POTART Philippe |
| 75 | Essigny-le-Petit | Syndicat intercommunal scolaire du Noirieu | PROIX Arnaud |
| 76 | Essômes-sur-Marne | Syndicat intercommunal à vocation unique pour la gestion d'un refuge fourrière dit Picoterie. | REGAL Christian |
| 77 | Etampes-sur-Marne | Syndicat intercommunal d'aménagement du rû de Nesles | MAGNIER Jean-Luc |
| 78 | Etréaupont | Syndicat du bassin versant de l'Oise Amont | |
| 79 | Etréaupont | Syndicat scolaire de Etréaupont et des communes voisines | TOURNAY Manuel |
| 80 | Fère-en-Tardenois | Syndicat scolaire du Tardenois | HERBLOT Corinne |
| 81 | Flavigny-le-Grand-et-Beaurain | Syndicat scolaire Audigny Flavigny Malzy Monceau sur Oise Villers les guise | HENNECHART Olivier |
| 82 | Flavy-le-Martel | Syndicat intercommunal des installations sportives du collège J Prévert | DELACHER Edouard |

liste collège n°5

| n° Ordre | Commune siège | Nom du groupement | identité du Président |
|---|---|---|---|
| 83 | Fontenoy | SIVOM de la basse Vallée de l'Aisne | |
| 84 | Fossoy | Union des Services d'eau du Sud de l'Aisne | |
| 85 | Frières-Faillouel | Syndicat des eaux du Bois-l'Abbé | |
| 86 | Frières-Faillouel | Syndicat des écoles regroupées de Frières Faillouel | PILLON Daniel |
| 87 | Froidmont-Cohartille | Syndicat des eaux de la vallée de la Serre | LECUYER Christian |
| 88 | Gandelu | Syndicat intercommunal scolaire de la Vallée du Clignon | HENNION Philippe |
| 89 | Gauchy | Syndicat intercommunal de services et de soins à domicile de l'amitié | WEBER Jean-Marc |
| 90 | Grugies | Syndicat intercommunal du pôle éducatif de Grugies | MORTELLI Roland |
| 91 | Guignicourt | Syndicat Intercommunal de distribution d'eau potable de la région de Guignicourt | BARTELS Patrick |
| 92 | Guignicourt | Syndicat Intercommunal de gestion du complexe sportif de GUIGNICOURT | LIEGEY Jacques |
| 93 | Guise | Syndicat mixte du Familistère Godin | BALLIGAND Jean-Pierre |
| 94 | Guny | Syndicat d'alimentation en eau potable de la Basse Quincy | |
| 95 | Hannapes | Syndicat des eaux de Hannappes Iron Tupigny | BRUNET Christian |
| 96 | Hartennes-et-Taux | SIVOM d'Hartennes-et-Taux | DRIVIERE Frédérique |
| 97 | Joncourt | Syndicat intercommunal scolaire Estrées-Joncourt | RICOUR Philippe |
| 98 | Jussy | Syndicat intercommunal d'aide ménagère du canton de Saint-Simon et de ses environs | BUTIN Viviane |
| 99 | Juvigny | Syndicat intercommunal de regroupement scolaire de Juvigny | DUMAIRE Patrick |
| 100 | La Capelle | Syndicat d'adduction d'eau des communes du Nord de l'Aisne (SENA) | VENET Benoît |
| 101 | La Ferté-Chevresis | Syndicat d'adduction d'eau de la vallée du Péron | SOLARI Sébastien |
| 102 | La Ferté-Chevresis | Syndicat des écoles regroupées de Chevresis Monceau et la Ferté Chevresis | BEGUIN Sabine |
| 103 | Laon | USEDA | |
| 104 | Laon | Entente Oise-Aisne | |
| 105 | Laon | Syndicat mixte plan eau Ailette | TIMMERMAN Philippe |
| 106 | Laon | SIRTOM | |
| 107 | Le Catelet | Syndicat intercommunal scolaire du Haut Escaut | DE SMET HAUET Amélie |
| 108 | Le Catelet | Syndicat à vocation multiple de Le Catelet | PUCHE Lydie |
| 109 | Le Hérie-la-Viéville | Syndicat des eaux de Landifay Bertaignemont et Le Hérie la Viéville | |
| 110 | Le Nouvion-en-Thiérache | SIVOM des communes du Nord de la Thiérache | |

liste collège n°5

| n° Ordre | Commune siège | Nom du groupement | identité du Président |
|---|---|---|---|
| 111 | Le Sourd | Syndicat des eaux de Le Sourd | DEPREZ Pierre |
| 112 | Levergies | Syndicat des écoles regroupées de Levergies | NUTTENS Bernard |
| 113 | Liesse-Notre-Dame | Syndicat Intercommunal des eaux de Liesse | PHILIPPOT Claude |
| 114 | Longpont | SIVOM pour l'aménagement de la vallée de la Savière | DAVALAN Gilles |
| 115 | Longueval-Barbonval | Syndicat mixte du secteur de Longueval | COLPART Alain |
| 116 | Maizy | Syndicat des eaux de la région de Beaurieux | GILET Rémy |
| 117 | Marchais | Syndicat scolaire de Liesse | BECQUET Pascal |
| 118 | Mareuil-en-Dole | Syndicat intercommunal d'exploitation et d'extension du reseau d'eau potable de Loupeigne et Mareuil en Dole | DOMINGUES Régine |
| 119 | Marle | Syndicat Intercommunal d'équipement et de gestion du collège et des équipements de Marle | ROUAN Sylvie |
| 120 | Marly-Gomont | Syndicat scolaire de Marly-Gomont et des communes voisines | GOSSET Paul |
| 121 | Mennevret | Syndicat des eaux de Mennevret et Petit-Verly | DUFOUR Gisèle |
| 122 | Mercin-et-Vaux | Syndicat du bassin versant de l'aisne navigable axonaise | |
| 123 | Mézières-sur-Oise | Syndicat des écoles regroupées d'Alaincourt | VANSTEENBERGHE Vincent |
| 124 | Mons-en-Laonnois | Syndicat Intercommunal de regroupement scolaire de Chailvet-Mons | FRAISE Mathieu |
| 125 | Montcornet | Syndicat des eaux de la région de Montcornet | HENNEQUIN Thomas |
| 126 | Montcornet | Syndicat Intercommunal du secteur scolaire de Montcornet | HEDIART Bernadette |
| 127 | Montcornet | Syndicat Intercommunal des écoles maternelles et primaires du secteur de Montcornet | DEBRUMETZ Pascale |
| 128 | Montloué | Syndicat des eaux de la Vallée du Hurtaut | RAPPE Emmanuel |
| 129 | Montloué | Syndicat pour le fonctionnement des écoles regroupées de la Vallée du Hurtaut | LIGNEREUX Christian |
| 130 | Morgny-en-Thiérache | Syndicat d'alimentation en eau potable des communes de la Valllée de la Brune | HERBERT Pascal |
| 131 | Moy-de-l'Aisne | Syndicat intercommunal d'investissement et de fonctionnement de la cantine et de la Halle de sports de Moy de l'Aisne | NOLLET Régis |
| 132 | Nanteuil-la-Fosse | Syndicat intercommunal de production d'eau potable du nord de Soissons(SIPENS) | |
| 133 | Neuilly-Saint-Front | Syndicat des eaux de la région de Neuilly Saint Front | |
| 134 | Neuilly-Saint-Front | Syndicat de fonctionnement et d'investissement du collège de Neuilly Saint Front | DEPELSEMACKER Karine |
| 135 | Neuilly-Saint-Front | Syndicat du bassin versant de l'Ourcq amont et du Clignon | |
| 136 | Neuve-Maison | Syndicat intercommunal d'auxiliaires de vie Maurice Brugnon | LANDERIEUX Michel |
| 137 | Nizy-le-Comte | Syndicat de regroupement scolaire des écoles de Boncourt | BRIOIS Laurent |
| 138 | Nouvion-et-Catillon | Syndicat des eaux de Nouvion-et-Catillon | |

liste collège n°5

| n° Ordre | Commune siège | Nom du groupement | identité du Président |
|---|---|---|---|
| 139 | Nouvion-et-Catillon | Syndicat Intercommunal de regroupement Scolaire de La Vallée de la Serre | |
| 140 | Oisy | syndicat scolaire de Oisy | DUFRENNE Jean-Louis |
| 141 | Origny-en-Thiérache | Syndicat des eaux de Origny en Thiérache | PAYAN Claude |
| 142 | Oulchy-le-Château | Syndicat intercommunal des écoles regroupées à Oulchy-le-Château | EMOND Françoise |
| 143 | Pierrepont | syndicat intercommunal de gestion des écoles du pôle scolaire des Marais | BOCAHUT Mathieu |
| 144 | Pinon | Syndicat Intercommunal des eaux de Pinon Brancourt | VISBECQ Dominique |
| 145 | Pommiers | Syndicat des eaux de Cuffies Pasly Pommiers | LOUIS Philippe |
| 146 | Pontavert | Syndicat scolaire de la Vallée des deux cantons | DEWULF Angélique |
| 147 | Prémontré | Syndicat mixte des eaux de la région de Prémontré | DELVAL Daniel |
| 148 | Presles-et-Boves | Syndicat de regroupement scolaire de Presles-et-Boves | |
| 149 | Remaucourt | Syndicat intercommunal scolaire Lesdins-Remaucourt | BLONDEL Fabien |
| 150 | Retheuil | Syndicat intercommunal scolaire de Retheuil | SIODMAK Vincent |
| 151 | Ribemont | Syndicat intercommunal des eaux de Ribemont | BEAUVAIS Jean-Marie |
| 152 | Ribemont | Syndicat intercommunal de gestion de la halle de sports de Ribemont | DEPLUS Thierry |
| 153 | Rocourt-Saint-Martin | Syndicat des écoles regroupées de Coincy Rocourt | PRIOR-AIXA Lucette |
| 154 | Roucy | Syndicat de regroupement scolaire Les Ponceaux | BERNARD Evelyne |
| 155 | Rougeries | SIVOM des communes du Vilpion | DUMORTIER Daniel |
| 156 | Roupy | Syndicat intercommunal du pôle éducatif primaire du Vermandois | REMY Jean-Marie |
| 157 | Rozoy-sur-Serre | Syndicat d'adduction d'eau de la région de Rozoy-sur-Serre | THOUANT Olivier |
| 158 | Rozoy-sur-Serre | Syndicat Intercommunal du secteur scolaire du Collège de Rozoy-sur-Serre | BOULANDE Xavier |
| 159 | Rozoy-sur-Serre | Syndicat Intercommunal des écoles maternelle et primaire du Pays Rostand | BERNAILLE Christelle |
| 160 | Sains-Richaumont | Syndicat des eaux de la région de Sains-Richaumont | |
| 161 | Sains-Richaumont | Syndicat scolaire du secteur de Sains Richaumont | VIEVILLE Jean-Pierre |
| 162 | Sains-Richaumont | SIVOM des communes du secteur de Sains-Richaumont | MOINEUSE Jérôme |
| 163 | Saint-Erme-Outre-et-Ramecour | Syndicat des eaux de Saint Erme | NORMAND Alain |
| 164 | Saint-Paul-aux-Bois | Syndicat scolaire des communes de Saint-Paul-aux-Bois, Saint-Aubin et Selens | SAINSEAUX Michelle |
| 165 | Saint-Quentin | Syndicat intercommunal d'aide à domicile de Saint-Quentin | DUDEBOUT Thomas |
| 166 | Saint-Simon | Syndicat du pôle éducatif d'Ollezy-Dury-Tugny-et-Pont-Saint-Simon | BRENNER Myriam |

liste collège n°5

| n° Ordre | Commune siège | Nom du groupement | identité du Président |
|---|---|---|---|
| 167 | Septmonts | Regroupement scolaire du Rondeau | SCERRI Bernard |
| 168 | Sequehart | Syndicat des eaux du nord du canal de Saint-quentin | REMY Philippe |
| 169 | Seraucourt-le-Grand | Syndicat intercommunal pour le regroupement et le fonctionneme | FATOUX Aurélie |
| 170 | Soissons | syndicat intercommunal de production et de distribution d'eau du soissonnais (siprodes) | LOUVET Alain |
| 171 | Soissons | Syndicat intercommunal des transports Soissonnais SITUS | |
| 172 | Sons-et-Ronchères | Syndicat d'adduction d'eau de Sons-et-Ronchères et de Chatillon-les-Sons | HARDY Sébastien |
| 173 | Tavaux-et-Pontséricourt | Syndicat scolaire Val de Serre | CAZENAVE Anthony |
| 174 | Tergnier | Syndicat Intercommunal du collège de Tergnier | ODEN Jessica |
| 175 | Trosly-Loire | Syndicat intercommunal pour l'assainissement des vallées du ru du Bartel et du ru de la Gleau | |
| 176 | Tupigny | Syndicat scolaire d'Hannappes | DUMANGE Bouchra |
| 177 | Urcel | Syndicat du Pont Oger | BRICOT Martine |
| 178 | Vadencourt | Syndicat des eaux de Vadencourt | MARIAGE Patrick |
| 179 | Vadencourt | Syndicat scolaire de Vadencourt | MARIAGE Patrick |
| 181 | Vendresse-Beaulne | Syndicat des eaux du chemin des Dames | CAILLIEZ Bruno |
| 182 | Vermand | Syndicat intercommunal d'assainissement de la région de Vermand | BONIFACE Jean-Pierre |
| 183 | Vermand | Syndicat d'adduction d'eau de la vallée de l'Omignon | REMY Jean-Marie |
| 184 | Vermand | Syndicat intercommunal du CEG de Vermand | DENIVET Daniel |
| 185 | Vervins | Syndicat d'alimentation en eau potable des communes de Fontaine les Vervins et Vervins | DEBESSE Laurent |
| 186 | Vervins | Syndicat de scolarisation de Vervins et des communes environnantes | CHANTRAINE-LION Maud |
| 187 | Vervins | SIVOM du Canton de Vervins | PAYAN Claude |
| 188 | Vézaponin | Syndicat de la vallée de l'Hozier | PATRAO Laetitia |
| 189 | Vic-sur-Aisne | Syndicat intercommunal du CES de Vic-sur-Aisne | JUMEAUX Nicolas |
| 190 | Vigneux-Hocquet | Syndicat du bassin versant amont de la Serre et du Vilpion | |
| 191 | Villeneuve-Saint-Germain | Syndicat de communes pour le fonctionnement Du CES de Villeneuve-saint-Germain | CARRE Jean-Hubert |
| 192 | Villers-le-Sec | Syndicat intercommunal des écoles regroupées de Parpeville | BEAUVAIS Didier |
| 193 | Villers-Saint-Christophe | Syndicat interco pour le regroupement et le fonct des écoles de Villers Saint Christophe | VAN HEESWYCK Sylvain |
| 194 | Vivières | Syndicat de fonctionnement du regroupement Scolaire des communes de Vivières et Puiseux en Retz | NEBOT Isabelle |
| 195 | Voyenne | Syndicat intercommunal des écoles de Voyenne Erlon et Marcy | COCHET Jérémie |

liste collège n°5

| n° Ordre | Commune siège | Nom du groupement | identité du Président |
|---|---|---|---|
| 196 | Wassigny | Syndicat des eaux de la région de Wassigny | COQUART Maurice |
| 197 | Wiège-Faty | Syndicat des eaux de la vallée de l'Oise | GUIARD Franck |

VU pour être annexé à mon arrêté en date du - 8 SEP. 2020

Le Préfet

Ziad KHOURY

PRÉFET
DE L'AISNE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Arrêté n° 2020-18-BFL portant attribution de dotations à diverses collectivités au titre du concours exceptionnel pour l'achat de masques**

**Le Préfet de l'Aisne,**
**Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

VU les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts sur le programme 119 du budget général de l'Etat ;

VU les crédits du budget opérationnel de programme n° 1 – action 8 « Concours exceptionnels pour l'achat de masques » ;

VU les demandes présentées par les collectivités du département de l'Aisne ;

CONSIDERANT le contrôle effectué sur l'éligibilité des dépenses concernées ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aisne :

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1er :** Le montant du concours exceptionnel pour l'achat de masques prévu à l'action 8 du budget opérationnel de programme n°1 du programme 119 du budget de l'Etat revenant aux collectivités de l'Aisne mentionnées dans l'état annexé au présent arrêté s'élève au total à 46 565,36 € (quarante six mille cinq cent soixante cinq euros et trente-six centimes).

**ARTICLE 2** : La somme visée à l'article 1 ci-dessus sera imputée sur le programme 119 / domaine fonctionnel 0119-08 / Activité 011901010801.

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification, d'un recours gracieux auprès du Préfet ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur, ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens. Il sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans l'Aisne.

**ARTICLE 4** : Le secrétaire général de la préfecture de l'Aisne et le directeur régional des finances publiques des Hauts de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Laon, le 10 SEP. 2020

**Ziad Khoury**

2, rue Paul Doumer – BP 20104
02000 LAON Cedex
Direction de la citoyenneté et de la légalité
Bureau des finances locales

Concours exceptionnel pour l'achat de masques à diverses collectivités de l'Aisne

État de répartition pour un montant total de 46 565,36 euros

| collectivité | Nom du bénéficiaire | Nombre de masques à usage unique | Nombre de masques réutilisables | Nombre de masques confectionnés | Dotation |
|---|---|---|---|---|---|
| EPCI | Communauté de communes du Pays du Vermandois | 120000 | | | 35 302,50 € |
| EPCI | Communauté de communes Thiérache Sambre et Oise | 17900 | | | 5 702,86 € |
| commune | Aulnois-sous-Laon | | 1500 | | 1 500,00 € |
| commune | Castres | | 500 | | 500,00 € |
| commune | Cys-la-Commune | | 185 | | 185,00 € |
| commune | Deuillet | | 300 | | 300,00 € |
| commune | Holnon | | 1500 | | 1 125,00 € |
| commune | Neuvillette | | 200 | | 200,00 € |
| commune | Parpeville | | 200 | | 200,00 € |
| commune | Sissy | | 1250 | | 1 250,00 € |
| commune | Wiège-Faty | | 300 | | 300,00 € |
| | | **137900** | **5935** | **0** | **46 565,36 €** |

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À MON ARRÊTÉ DU 10 SEP. 2020

**Ziad Khoury**

PRÉFET
DE L'AISNE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

n°ENV/PR/2020/001

Arrêté d'approbation relatif à la modification du Plan de Prévention des Risques Inondation et coulées de boue de l'Aisne aval sur la commune de Crouy

**Le Préfet de l'Aisne,**
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**VU** le code de l'environnement et notamment les articles L.125-2, L.125-5, L.562-1 à L.562-8, R.125-9 à R.125-14, R.125-23 à R.125-27, et R.562-1 à R.562-10-2 ;

**VU** le code de l'urbanisme et notamment les articles L.101-2, L.300-6-1, L.480-13, L.421-9, R.111-2 et R.151-53 10°, R.151-51, R.161-8, et R431-16 f) ;

**VU** le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L731-1 et L731-3 ;

**VU** le code des assurances et notamment les articles A.125-1 et ses deux annexes, et L.125-1 à L.125-6 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 24 avril 2009 approuvant le plan de prévention des risques inondations et coulées de boues (PPRICB) de la vallée de l'Aisne sur le secteur Aisne aval ;

**VU** la demande de modification partielle du zonage transmise par le maire de Crouy lors d'une rencontre avec les services de la DDT le 15 mars 2019;

**VU** la décision F-032-19-P0098 du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable du 11 octobre 2019 de ne pas soumettre à évaluation environnementale stratégique le projet de modification du plan de prévention des risques inondation et coulées de boue (PPRICB) de l'Aisne aval ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2019 prescrivant la modification du plan de prévention des risques inondations de la vallée de l'Aisne aval sur la commune de Crouy ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2019 prescrivant l'application par anticipation de la modification du plan de prévention des risques inondations de la vallée de l'Aisne aval sur la commune de Crouy ;

**VU** l'avis du conseil municipal de la commune de Crouy en date du 20 février 2020 ;

**VU** les observations et courriers de l'information du public menée du 11 juin au 13 juillet 2020 ;

**VU** les pièces du dossier annexées au présent arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que la direction départementale des territoires de l'Aisne a annexé au rapport d'instruction les réponses apportées aux observations de fond et de forme soulevées lors du recueil des différents avis susvisés ;

**CONSIDÉRANT** que les avis exprimés avant et au cours de l'information du public ne remettent pas en cause le contenu du plan élaboré dans son économie générale et que les propositions de modifications mineures retenues répondent aux besoins exprimés ;

**CONSIDÉRANT** que le plan élaboré est conforme aux objectifs de préservation des vies humaines et de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens, que le règlement contient des mesures de prévention et

de sauvegarde en adéquation à la doctrine nationale exprimée dans les circulaires interministérielles du 24 janvier 1994 et du 24 avril 1996 relatives à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables ;

**SUR** proposition de M. le Directeur départemental des territoires ;

## ARRÊTE

**ARTICLE 1** : La modification du plan de prévention des risques inondations et coulées de boues de la vallée de l'Aisne aval sur la commune de Crouy est approuvée telle qu'elle est annexée au présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** Un exemplaire de ce document est tenu à la disposition du public à la Préfecture, à la direction départementale des territoires et en mairie de Crouy.

Il servira notamment de document de référence pour :

- l'établissement de l'état des risques prévu par l'article L. 125-5 du code de l'environnement ;
- l'information bisannuelle du public par le maire selon les modalités définies à l'article L. 125-2 du code de l'environnement ;
- le plan communal de sauvegarde (ou intercommunal) prévu à l'article L.731-3 du code de la sécurité intérieure ;
- le document d'information et de communication des risques majeurs, prévu à l'article R.125-11-II du code de l'environnement.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département et mention en sera faite dans un journal diffusé dans le département.
Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de Crouy pour l'élaboration des documents d'urbanisme sur le territoire desquels le plan est applicable pendant une période d'un mois au minimum.

**ARTICLE 4 :** Le plan de prévention des risques approuvé vaut servitude d'utilité publique. Il doit être annexé par arrêté municipal aux documents d'urbanisme des communes concernées dans un délai de trois mois.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80011 Amiens Cedex 01, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 6 :** Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, le maire de Crouy, ainsi que le chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Laon, le 05 AOUT 2020

Ziad KHOURY

PRÉFET
DE L'AISNE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

Arrêté portant agrément d'exploiter un établissement d'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière dénommé «AUTO-ECOLE SBC» à NEUILLY-SAINT-FRONT (02470)

**Le Préfet de l'Aisne,**
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code de la route, notamment ses articles L. 213-1 à L. 213-8 et R. 213-1 à 213-6 ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° 0100026A du 8 janvier 2001 modifié relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement à titre onéreux de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté du 8 janvier 2001 créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** la demande en date du 3 avril 2020 (reçue le 11 juin 2020 et complétée le 3 juillet 2020) par laquelle Madame Séverine Chatelot sollicite l'agrément afin d'être autorisée à exploiter un établissement d'enseignement à titre onéreux de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière dénommé «AUTO-ECOLE SBC» situé 2 Avenue de Château-Thierry à NEUILLY-SAINT-FRONT (02470) ;

**Considérant** que la demande de Madame Séverine Chatelot répond aux normes exigées ;

**Sur proposition** de Monsieur le Préfet de l'Aisne,

**ARRÊTE**

**Article 1er** – Madame Séverine Chatelot, gérante de la SAS SBC AUTO-ECOLE est autorisée à exploiter, sous le n° **E 20 002 0003 0**, d'un établissement d'enseignement à titre onéreux de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière dénommé «AUTO-ECOLE SBC» situé 2 avenue de Château-Thierry à NEUILLY-SAINT-FRONT (02470).

**Article 2** – Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.
Sur demande de Madame Séverine Chatelot, présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si les conditions requises sont remplies.

**Article 3** – L'établissement est habilité, au vu de l'autorisation d'enseigner fournie, à dispenser les formations aux catégories de permis suivantes : **B-B1**

**Article 4** – Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

.../...

**Article 5** – En cas de changement d'adresse ou de reprise du local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

**Article 6 –** Pour toute transformation du local d'activité, tout abandon ou toute extension d'une formation, Mme Séverine Chavelot est tenue d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

**Article 7** – Le nombre de personnes susceptibles d'être admises simultanément dans l'établissement, y compris l'enseignant, est fixé à 19 personnes.

**Article 8 – I -** En cas de fermeture temporaire ou de cessation d'activité, Madame Séverine Chatelot est tenue d'en informer le préfet sans délai.

**II –** Madame Séverine Chatelot informe également la clientèle par voie d'affichage et dans le cas d'une cessation d'activité, restitue aux élèves les dossiers réf. 02 et les livrets d'apprentissage.

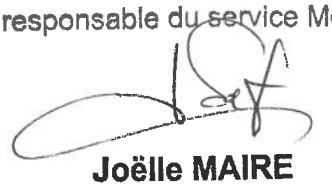
**Article 9 –** L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 modifié susvisé.

**Article 10** – Le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront inscrits dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 8 janvier 2001 modifié précité.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant à la Direction départementale des Territoires - Service : Mobilités (éducation routière) – 50 boulevard de Lyon – 02011 LAON Cédex.

**Article 11 –** Le Préfet de l'Aisne est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs. Une copie sera transmise à Madame Séverine Chatelot et à la déléguée départementale à la sécurité routière.

Fait à LAON, le 13 AOUT 2020
Pour le Préfet et par délégation,
La responsable du service Mobilités



**Joëlle MAIRE**

PRÉFET
DE L'AISNE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Arrêté de renouvellement quinquennal de l'agrément d'exploiter un établissement d'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière dénommé «CONCEPT PERMIS» à LAON (02000)**

**Le Préfet de l'Aisne,**
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code de la route, notamment ses articles L. 213-1 à L. 213-8 et R. 213-1 à 213-6 ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° 0100026A du 8 janvier 2001 modifié relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement à titre onéreux de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté du 26 février 2018 modifié portant création du label «qualité des formations au sein des écoles de conduite» ;

**Vu** l'arrêté du 31 janvier 2019 modifiant l'arrêté du 26 février 2018 modifié portant création du label «qualité des formations au sein des écoles de conduite» ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 24 juillet 2015 donnant l'autorisation à Madame Nathalie DETOUCHE d'exploiter, sous le n° E 15 002 0006 0, d'un établissement d'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, dénommé «CONCEPT PERMIS», situé 1134 avenue G. Pompidou à LAON (02000) ;

**Vu** les arrêtés modificatifs en dates des 3 avril 2018 et 21 août 2019 ;

**Vu** la demande en date du 26 juin 2020 (complété le 1er juillet 2020) par laquelle Madame Nathalie DETOUCHE sollicite le renouvellement de l'agrément afin d'être autorisée à poursuivre l'exploitation de son établissement d'enseignement à titre onéreux de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Sur proposition** de Monsieur le Préfet de l'Aisne,

**ARRÊTE**

**Article 1er** – Madame Nathalie DETOUCHE est autorisée à poursuivre l'exploitation, sous le n° E 15 002 0006 0, d'un établissement d'enseignement à titre onéreux de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière dénommé «CONCEPT PERMIS», situé 1134 avenue G. Pompidou à LAON (02000).

.../...

**Article 2** – Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter de la date du présent arrêté. Sur demande de l'exploitante présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si l'établissement remplit toutes les conditions requises.

**Article 3 –** L'établissement est habilité, au vu de l'autorisation d'enseigner fournie, à dispenser les formations aux catégories de permis suivantes : **AM – A/A2 – B/B1 - BE**

**Article 4** – Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement à titre personnel par sa titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

**Article 5** – Pour tout changement d'adresse du local d'activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

**Article 6** – Pour toute transformation du local d'activité, tout abandon ou toute extension d'une formation, l'exploitante est tenue d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

**Article 7** – Le nombre de personnes susceptibles d'être admises simultanément dans l'établissement, y compris l'enseignant, est fixé à 19 personnes.

**Article 8 – I** - En cas de fermeture temporaire ou de cessation d'activité, l'exploitante est tenue d'en informer le préfet sans délai.

**II** – L'exploitante informe également la clientèle par voie d'affichage et dans le cas d'une cessation d'activité, restitue aux élèves les dossiers réf 02 et les livrets d'apprentissage.

**Article 9** – L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

**Article 10** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif d'AMIENS, 14 rue Lemerchier, 80011 AMIENS CEDEX 1.

**Article 11 –** Le Préfet de l'Aisne, est chargé de l'exécution du présent arrêté dont mention sera insérée au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Madame la déléguée à la formation du conducteur ainsi qu'à l'intéressée.

Fait à LAON, le 08/09/2020
Pour le Préfet et par délégation,

La Déléguée à l'Éducation
Routière de l'AISNE

Stéphanie LEHERLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AISNE

Direction départementale de la cohésion sociale

N°2020 – 34

Liste du candidat admis à l'examen continue du Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique – (BNSSA) organisé par la FNMNS le 18 août 2020

| NOMS | PRENOMS |
|---|---|
| LAMOUREUX | Nicolas |

Signature de l'organisme de formation FNMNS :

Michel CHAUDERLIER
Président

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AISNE

Direction départementale de la cohésion sociale

N°2020 - 33

Liste du candidat admis à l'examen initial du Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique – (BNSSA) organisé par la FNMNS le 18 août 2020

| NOMS | PRENOMS |
|---|---|
| LABROY | Flavie |
| LAUDOUX | Maxence |
| VALLOT-MANNEQUIN | Lucas |

Signature de l'organisme de formation FNMNS :

Michel CHAUDERLIER
Président

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES**

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE L'AISNE**
28 RUE SAINT-MARTIN 02000 LAON

## Arrêté relatif à l'ouverture au public du service de la publicité foncière de Saint-Quentin

**La directrice départementale des finances publiques de l'Aisne**

Vu le décret n° 71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'État ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État, dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 modifié relatif à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 modifié relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2019-574 du 25 novembre 2019 portant délégation de signature en matière d'ouverture et de fermeture des services déconcentrés de la direction départementale des finances publiques de l'Aisne,

**ARRÊTE :**

### Article 1er

Le service de la publicité foncière de Saint-Quentin est ouvert du lundi au vendredi inclus de 8H30 à 12H30 et de 14H à 16H.

### Article 2

Le service de la publicité foncière de Saint-Quentin est fermé à partir de 12h00 chaque dernier jour ouvré du mois (opérations de clôture comptable mensuelles), à l'exception du dernier jour ouvré de l'année.

### Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et affiché dans les locaux du service visé à l'article 1er.

Fait à Laon, le - 8 SEP. 2020

Par délégation du préfet,
La directrice départementale des finances publiques de l'Aisne

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES**

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE L'AISNE**
28 RUE SAINT-MARTIN 02000 LAON

## Arrêté relatif à l'ouverture au public du service de la publicité foncière et de l'enregistrement de Laon

**La directrice départementale des finances publiques de l'Aisne**

Vu le décret n° 71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'État ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État, dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 modifié relatif à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 modifié relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2019-574 du 25 novembre 2019 portant délégation de signature en matière d'ouverture et de fermeture des services déconcentrés de la direction départementale des finances publiques de l'Aisne,

**ARRÊTE :**

### Article 1er

Le service de la publicité foncière et de l'enregistrement de Laon est ouvert du lundi au vendredi inclus de 8H30 à 12H30 et de 14H à 16H.

### Article 2

Le service de la publicité foncière et de l'enregistrement de Laon est fermé à partir de 12h00 chaque dernier jour ouvré du mois (opérations de clôture comptable mensuelles), à l'exception du dernier jour ouvré de l'année.

### Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et affiché dans les locaux du service visé à l'article 1er.

Fait à Laon, le - 8 SEP. 2020

Par délégation du préfet,
La directrice départementale des finances publiques de l'Aisne

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES**

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE L'AISNE**
28 RUE SAINT-MARTIN 02000 LAON

## Arrêté relatif à l'ouverture au public du service de la publicité foncière de Château-Thierry

**La directrice départementale des finances publiques de l'Aisne**

Vu le décret n° 71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'État ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État, dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 modifié relatif à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 modifié relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2019-574 du 25 novembre 2019 portant délégation de signature en matière d'ouverture et de fermeture des services déconcentrés de la direction départementale des finances publiques de l'Aisne,

**ARRÊTE :**

### Article 1er

Le service de la publicité foncière de Château-Thierry est ouvert du lundi au vendredi inclus de 8H30 à 12H30 et de 14H à 16H.

### Article 2

Le service de la publicité foncière de Château-Thierry est fermé à partir de 12h00 chaque dernier jour ouvré du mois (opérations de clôture comptable mensuelles), à l'exception du dernier jour ouvré de l'année.

### Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et affiché dans les locaux du service visé à l'article 1er.

Fait à Laon, le - 8 SEP. 2020

Par délégation du préfet,
La directrice départementale des finances publiques de l'Aisne

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES**

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE L'AISNE**
28 RUE SAINT-MARTIN 02000 LAON

## Arrêté relatif à l'ouverture au public du service de la publicité foncière de Hirson

**La directrice départementale des finances publiques de l'Aisne**

Vu le décret n° 71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'État ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État, dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 modifié relatif à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 modifié relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2019-574 du 25 novembre 2019 portant délégation de signature en matière d'ouverture et de fermeture des services déconcentrés de la direction départementale des finances publiques de l'Aisne,

**ARRÊTE :**

### Article 1er

Le service de la publicité foncière de Hirson est ouvert du lundi au vendredi inclus de 8H30 à 12H30 et de 14H à 16H.

### Article 2

Le service de la publicité foncière de Hirson est fermé à partir de 12h00 chaque dernier jour ouvré du mois (opérations de clôture comptable mensuelles), à l'exception du dernier jour ouvré de l'année.

### Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et affiché dans les locaux du service visé à l'article 1er.

Fait à Laon, le - 8 SEP. 2020

Par délégation du préfet,
La directrice départementale des finances publiques de l'Aisne

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES**

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE L'AISNE**
28 RUE SAINT-MARTIN 02000 LAON

## Arrêté relatif à l'ouverture au public du service de la publicité foncière de Soissons

**La directrice départementale des finances publiques de l'Aisne**

Vu le décret n° 71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'État ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État, dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 modifié relatif à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 modifié relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2019-574 du 25 novembre 2019 portant délégation de signature en matière d'ouverture et de fermeture des services déconcentrés de la direction départementale des finances publiques de l'Aisne,

**ARRÊTE :**

### Article 1er

Le service de la publicité foncière de Soissons est ouvert du lundi au vendredi inclus de 8H30 à 12H30 et de 14H à 16H.

### Article 2

Le service de la publicité foncière de Soissons est fermé à partir de 12h00 chaque dernier jour ouvré du mois (opérations de clôture comptable mensuelles), à l'exception du dernier jour ouvré de l'année.

### Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et affiché dans les locaux du service visé à l'article 1er.

Fait à Laon, le - 8 SEP 2020

Par délégation du préfet,
La directrice départementale des finances publiques de l'Aisne

# DELEGATION DE SIGNATURE

## SERVICE DES IMPOTS DES PARTICULIERS DE SOISSONS

Le comptable, responsable du service des impôts des particuliers de SOISSONS

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L. 257 A et R* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

**Arrête** :

### Article 1er

Délégation de signature est donnée à M. HOBART Frédéric, inspecteur des finances publiques, et Mme DEVINEAUX Linda, inspectrice des finances publiques, adjoints à la responsable du service des impôts des particuliers de SOISSONS à l'effet de signer :

1°) dans la limite de 15 000 €, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office et sans limitation de montant, les décisions prises sur les demandes de dégrèvement de taxe foncière pour pertes de récoltes ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de 15 000 € ;

3°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses dans la limite de 15 000€.

En cas d'intérim de la responsable du service des impôts des particuliers de SOISSONS la limite de délégation mentionnée au 1°) ; 2°) et 3°) est portée à 60 000€

4°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,

a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois et porter sur une somme supérieure à 15 000 € ;

b) les avis de mise en recouvrement ;

c) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;

d) tous actes d'administration et de gestion du service.

En cas d'absence simultanée de la responsable du service des impôts des particuliers de SOISSONS et des adjoints précités, l'étendue de la délégation mentionnée au c) : est étendue à Mme DEPARIS Nathalie, contrôleuse des finances publiques et /ou à M QUEANT Sylvain, contrôleur principal des finances publiques à l'effet de signer, au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné, l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuite et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice, ainsi que tous les actes d'administration et de gestion du service.

## Article 2

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office et, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet :

1°) dans la limite de 10 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci-après :

| | |
|---|---|
| CARBONNEL Orlane | Contrôleuse des finances publiques |
| D'HALLUIN Andrée | Contrôleuse des finances publiques |
| DEPARIS Nathalie | Contrôleuse des finances publiques |
| DESAINT Fleur | Contrôleuse des finances publiques |
| DOUCE Sylvie | Contrôleuse des finances publiques |
| FAUCILLON Marjorie | Contrôleuse principale des finances publiques |
| GILLOT Nathalie | Contrôleuse des finances publiques |
| PICOUT Nicolas | Contrôleur des finances publiques |
| QUEANT Sylvain | Contrôleur principal des finances publiques |

## Article 3

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) les décisions gracieuses, relatives aux pénalités et aux frais de poursuites, portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

3°) les avis de mise en recouvrement ;

4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

aux agents désignés ci-après :

| **Nom et prénom des agents** | **grade** | **Limite des décisions gracieuses** | **Durée maximale des délais de paiement** | **Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé** |
|---|---|---|---|---|
| DEPARIS Nathalie | Contrôleuse des finances publiques | 1 000 € | 6 mois | 10 000€ |
| QUEANT Sylvain | Contrôleur principal des finances publiques | 1 000 € | 6 mois | 10 000€ |

**Article 4**

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) les décisions gracieuses, relatives aux pénalités et aux frais de poursuites, portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) les décisions relatives aux demandes de délais de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

aux agents désignés ci-après :

| Nom et prénom des agents | Grade | Durée maximale des délais de paiement | Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé |
|---|---|---|---|
| CARBONNEL Orlane | Contrôleuse des finances publiques | 3 mois | 3 000 € |
| FAUCILLON Marjorie | Contrôleuse principale des finances publiques | 3 mois | 3 000 € |
| LEBOUCQ Christophe | Agent des finances publiques | 3 mois (PSOD) | 3 000 € |
| POIRIE Sébastien | Agent des finances publiques | 3 mois (PSOD) | 3 000 € |

3°) Dans le cadre des compétences croisées, la délégation donnée par les comptables de Vailly sur Aisne et de Villers Cotterets au responsable du SIP pour les décisions relatives aux demandes de délai de paiement (6 mois / 1 500€) est subdéléguée aux cadres A ainsi qu'aux cadres B désignés aux articles 3 et 4 dans la limite de la durée figurant dans le tableau ci-dessus.

**Article 5**

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) les procès verbaux d'évaluation en matière foncière ;

2°) le bordereau retraçant les changements affectant le classement des propriétés non bâties et celui des propriétés bâties soumis à la Commission Communale des Impôts Directs ainsi que les observations de cette commission ;

aux agents aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci-après :

| | |
|---|---|
| DOUCE Sylvie | Contrôleuse des finances publiques |
| PICOUT Nicolas | Contrôleur des finances publiques |

**Article 6**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de L'AISNE

A SOISSONS, le 10 septembre 2020
Le comptable, responsable du service des impôts des particuliers

Béatrice BOULET